

## Les « primaires » du Sud aux Etats-Unis

### Républicains : victoire écrasante de M. Bush Démocrates : M. Dukakis se détache

#### Médiocre campagne...

Dans les primaires américaines, les jeux sont faits, ou presque. Et la confusion du clan démocrate est aussi inéluctable que l'investiture du vice-président Bush chez les républicains. Soit, et après ? Il aura fallu des centaines de millions de dollars de dépenses, de milliers de kilomètres parcourus, d'innombrables heures d'émissions télévisées, pour le constater : au cours de ces éliminatoires redoutables que sont les primaires, des espoirs ont été déçus, des carrières détruites et des concurrents irrémédiablement ruinés, sans que le moindre idée, le moindre projet n'aient été évoqués.

Au point que l'on en vient à se féliciter pour l'Amérique qu'il y ait la CEE, le Japon et Panama ! Entre les distorsions trop protectionnistes pour ne pas être démagogiques du démocrate Gephardt contre le « péril jeune économique » et l'acharnement soudain du républicain Dole à défendre son pays contre la drogue, la CIA et le général Noriega, la campagne américaine a trouvé un semblant de débat. L'artifice ne trompe pas. Pour avoir joué les Cassandra économiques devant des électeurs friqués qui refusent d'entendre parler de déficit, beaucoup ont eu à s'en mordre les doigts. Ce n'est sans doute pas pour rien que les républicains jouent la carte du « statu quo » en maintenant sous perfusion les acquis du Reaganisme, à défaut d'un autre projet. Et le futur vice-président Bush ne doit son succès qu'à son succès d'« héritier ».

Côté démocrate, le « vide » idéologique en devient poignante, exception faite du pasteur noir Jesse Jackson, que son « libéralisme » général, mais d'un autre âge, place à contre-courant. Il était pourtant des candidats qui avaient des choses à dire. Certains, dont Sam Nunn, le sénateur de Géorgie, spécialiste incertain des questions de défense, ont reculé devant l'obstacle financier exorbitant que représentent de plus en plus ces élections-spectacle. D'autres ont succombé avant même de s'être fait entendre, victimes, comme l'ancien favori Gary Hart, de n'avoir pu passer le barrage de médias audiovisuels imposé par les électeurs. Comme si, ignorant le fond, les Américains se prenaient à devenir pointilleux sur la forme. Pour « compenser ».

E. à l'aune de cette nouvelle moralité qui exige que le futur leader du « monde libre » ne puisse être un homme libéré, quel grand président américain, de Roosevelt à Kennedy, aurait résisté ? Avec pareils critères, comment s'étonner de ce que bien des hommes politiques aux idées précises sinon nouvelles sur ces Etats-Unis qu'il est de bon ton de juger en déclin aient préféré s'abstenir ? Il y a longtemps déjà que le « site » américain se méfie des élites du pouvoir. Et les soirées d'« éras de mariage électoral », comme se complaisait à dire les télévisions, il ne s'est trouvé, bien souvent, que la moitié du pays pour aller voter.

La « cuvée 88 » ne fera pas exception. A ces jeux où, dominée par l'argent, et la moralité des apparences, la politique n'est plus qu'une question d'opportunité, on récolte rarement autre chose que la médiocrité.

M 0147-0310-4,50 F



3790147004500 03100

Le vice-président George Bush, en remportant, le mardi 8 mars, une écrasante victoire aux « primaires » du Sud, est à peu près certain d'obtenir l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Chez les démocrates, où le sénateur Albert Gore (le seul « Sudiste ») et le pasteur noir Jesse Jackson, sont au coude à coude, M. Dukakis, gouverneur du Massachusetts, se détache. Les « primaires » du 15 mars dans l'Illinois lui permettront peut-être de confirmer son avance.

WASHINGTON  
de notre correspondant

La course semblait devoir durer jusqu'à l'été, mais, côté républicain, elle paraît presque terminée. Au soir de la plus grande série de « primaires » jamais tenue aux Etats-Unis, le vice-président George Bush touche au but.

Sauf accident, on voit mal comment il pourrait ne pas être le candidat de son parti pour l'élection présidentielle de novembre prochain. Mais, sur une autre piste, trois démocrates au moins restent au coude à coude, et tout indique qu'ils devront, eux, courir encore longtemps...

JAN KRAUZE.  
(Lire la suite page 6.)

## L'attentat en Corse



Lire page 11 l'article de PHILIPPE BOGGIO et MICHEL CODACCIONI

## L'ENQUÊTE : les interrogations face aux affrontements dans les territoires occupés

### Les juifs de France et la « guerre des pierres »

Les juifs français, on s'en doute, détestent la guerre des pierres. Ils détestent aussi l'idée d'avoir l'air de se taire, mais préfèrent ne rien dire, puisqu'ils n'ont rien à répondre à ces images qui parlent d'elles-mêmes. L'idéal, pour résumer, serait de pouvoir parler sans se prononcer.

Trois mois après le début des « événements » dans les territoires occupés, le terme de « répression » n'est pas admis par tout le monde dans la communauté. Les juifs de France n'ont pas décidé de leur vocabulaire.

Ils parlent, mais de préférence entre eux, parce qu'ils sont à la recherche d'une solution. D'un côté, leur parvient la voix bien connue de ceux qui affirment, avec presque « une joie triomphale », selon l'expression d'Alain Finkielkraut, qu'il est impossible de négocier « faute d'interlocuteur palestinien ». De l'autre, ils perçoivent de plus en plus distinctement l'inquiétude de ceux qui se demandent si l'armée israélienne ne va pas être condamnée, comme dit aussi l'écrivain, à rester en Cisjordanie pour « protéger les

colons des Palestiniens et les Palestiniens des colons ».

La partie indécise de la communauté, celle qui fréquente la synagogue et l'occasion des mariages, et guère plus souvent la philosophie de Finkielkraut, attend pour se lancer dans la rhétorique d'en savoir plus. Pour l'instant, elle ne va pas toujours au bout de ses phrases. Cet état d'écoulement porte un nom générique : le « désarroi ». On n'a pas encore trouvé de meilleure traduction à cette multiplication de voix discordantes qui disent toutes pourtant la même chose fondamentale : les droits de l'homme ont leur importance, mais, cette fois, c'est de l'existence d'Israël qu'il est question.

Le « désarroi » de la communauté juive de France a intéressé trois hebdomadaires pendant le même semaine de février. On n'a pas compris pour autant ce que la presse en pensait, bien qu'elle ait pris soin d'interroger aussi des juifs américains, qui sont plus expansifs. Nul n'a très bien saisi non plus l'opinion des responsables politiques français. Mais on

ne les comprend que trop de ne pas se précipiter, à deux mois du premier tour, sur les occasions de dire un mot de trop. Pour la télévision irlandaise, M. François Mitterrand a cependant ressenti comme « proprement insupportable » cette « tuerie quotidienne ». Mais on a parfaitement suivi ce que tout le monde sous-entend et que l'hebdomadaire Tribune juive imprime dans un éditorial : quarante-quatre ans après Vichy, la France conserve dans ses placards des cadavres et des silences qui, pour certains, parlent encore. Elle a « mauvaise conscience ». Elle serait mal venue de s'impatienter, de sommer les juifs de parler et de choisir entre « un aveu ou une confession », comme s'y sont déjà livrés Alain Finkielkraut : « Si je condamne Israël, j'assure mon salut » (1).

CORINNE LESNES.  
(Lire la suite et le reportage de MICHEL KAJMAN à Strasbourg page 10.)

(1) Interview à Radio-7 et à Actualité juive, dans le dernier numéro de février du magazine.

## Nouvelles perturbations monétaires

### Mme Thatcher encourage la flambée de la livre

La livre sterling s'est stabilisée à de hauts niveaux le mercredi 9 mars dans la matinée. Les déclarations de Mme Thatcher excluant une action volontariste pour freiner la flambée sur la devise britannique n'a fait que conforter les spéculateurs, qui espèrent pouvoir engranger des gains à court terme. La hausse de la livre suscite une certaine inquiétude due au fait qu'elle pourrait retarder, une fois de plus, tout rapprochement entre la livre et le système monétaire européen.

Devant la Chambre des communes, le mardi 8 mars, Mme Margaret Thatcher a été très claire : l'envoie de la livre ne sera pas freinée par une baisse des taux d'intérêt ou par des interventions de la Banque d'Angleterre. Ces deux types d'actions seraient dangereusement inflationnistes. Il n'en a pas fallu plus pour que les opérateurs semblent décidés à tester le seuil de 3,10 marks pour une livre. Alors que le dollar s'effritait vis-à-vis des monnaies européennes dans la matinée du 9 mars, le sterling s'échangeait à de très hauts niveaux, 3,067 marks, 1,8350 dollar et 10,38 F. Si des primes de bénéfices étaient attendues dans la journée, stérilisant la pression sur la devise britannique, les cambistes voyaient leur analyse confirmée.

FRANÇOISE CROUGNEAU.  
(Lire la suite page 27.)

## Commerce extérieur

Equilibré en janvier.  
PAGE 32

### Les troubles au Caucase

Sévère réquisitoire dans la presse soviétique contre les « erreurs » de la politique des nationalités.  
PAGE 3

### Redressement en Bolivie

Les bienfaits de la révolution libérale.  
PAGE 4

### La campagne de M. Barre

A Toulouse, l'ancien premier ministre passe à la vitesse supérieure.  
PAGE 8

### Polémique sur le SIDA

Des spécialistes critiquent l'enquête de Masters et Johnson.  
PAGE 12

Le sommaire complet se trouve en page 32

## L'avenir de l'éducation nationale

### 2 milliards pour le plan Monory

Le conseil des ministres du 9 mars a été principalement consacré à la formation. M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, et Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont notamment présenté une série de mesures pour le budget de 1989.

Des dispositions, d'un montant global de deux milliards de francs, ont été annoncées pour la première année du « plan pour l'avenir de l'éducation nationale » de M. Monory. Elles portent sur le soutien des élèves en difficulté à l'école élémentaire (300 millions) ; la revalorisation de 20 % des heures supplémentaires dans le secondaire, et la création de 75 000 heures nouvelles ; des bourses de prérecherche pour les étudiants se préparant au professorat (150 millions de francs) et 500 postes nouveaux de surveillants d'externat ; enfin, la

mise en place d'un fonds d'incitation à l'innovation pour les établissements scolaires (250 millions de francs). Ces deux milliards s'ajoutent à une somme équivalente correspondant à l'accueil des 90 000 lycéens supplémentaires à la rentrée de 1989.

Pour l'enseignement supérieur, M. Valade a notamment annoncé un relèvement du 40 % du taux des heures complémentaires, une revalorisation de la prime de recherche, un effort important pour la rénovation et l'entretien des bâtiments universitaires, le recrutement de jeunes enseignants parmi les titulaires d'un diplôme de troisième cycle, 150 millions de francs et 500 emplois nouveaux pourraient être affectés aux universités qui souhaiteraient mettre en place des collèges de premier cycle.

(Lire page 13 un entretien avec M. Monory et le détail des mesures.)

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

Un entretien avec Steven Spielberg  
Le onzième film de Steven Spielberg sort le 16 mars... Adapté par Tom Stoppard du roman autobiographique de J.-G. Ballard, l'« Empire du Soleil » raconte l'épopée d'un petit Anglais de douze ans arraché à sa famille, à Shanghai, en 1941, et interné pendant quatre ans par les Japonais.

Le salon du SAGA (sculptures, arts graphiques actuels) se tient au Grand Palais.

Les projets de Stéphane Lisner pour le Châtelet.

« George Dandin », de Molière, à Mogador, dans une mise en scène de Roger Planchon.  
Pages 15 à 17

## FRANÇOIS MASPERO

Le Figuier  
ROMAN

99 F

Éditions du Seuil

## Le Monde

### CAMPUS Réforme à Polytechnique

Une importante réforme de l'enseignement se met en place à l'école polytechnique. Pour la première fois les élèves de première année ne suivront plus tous la même formation et sont invités à choisir entre quatre « majeures ». Cette diversification a pour objet de renforcer l'autonomie des élèves et de leur donner une compétence particulière dans un domaine précis. Cette réforme conduira à modifier le classement final qui détermine l'accès aux grands corps techniques de l'Etat. L'Ecole polytechnique projette d'autre part de créer un « centre d'échanges » pour développer, en association avec des entreprises, une recherche technologique à finalité industrielle.

(Lire page 14 l'article de FREDERIC GAUSSEN.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 4 000 L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 190 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,80 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (West Coast), 1,75 \$.

هكذا من الأصل



## MODERNITÉ

## Pensée chrétienne et vie économique

par RENÉ LENOIR (\*)

**E**MILE POULAT, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, dans une communication au Centre Lebrun, pose une série de questions stimulantes sur les rapports entre l'économie et la pensée chrétienne. Questions qui prennent un particulier relief dans le contexte actuel (1).

A propos de lettres pastorales collectives dans plusieurs pays, il constate que l'Eglise, confrontée aux problèmes de développement au Sud et de nouvelle pauvreté au Nord, « entre en économie ». Elle s'est dotée d'une pensée sociale depuis Léon XIII : peut-elle avoir une pensée économique ?

Avoir une pensée sociale, c'est déjà avoir une pensée économique. La séparation du social et de l'économie est anti-économique, ou alors l'économie, si elle se veut autonome par rapport au social, est une discipline tronquée, ce qui expliquerait certains de ses déboires. L'abolition de l'esclavage n'est pas un phénomène social ou humanitaire. Préner au Brésil la distribution de terres aux paysans est un choix économique fondamental : celui de faire manger les gens à partir de leur travail au lieu de pousser les cultures d'exportation sur des ranchs mécanisés.

L'acculturation de l'Eglise et des catholiques à la modernité ne doit-elle pas être un préalable à l'inculturation de l'Evangile au sein de cette modernité, interroge Emile Poulat. Or il n'y a pas aujourd'hui, malgré des précurseurs comme F. Ferroux, de pensée chrétienne cohérente, et les catholiques s'opposent entre eux.

## D'abord l'éthique

Mais cette épousaille de la modernité ne peut se faire via une dénaturation du message chrétien. Le véritable progrès de conscience, aujourd'hui, c'est de reconnaître la spécificité des niveaux de connaissance, des langages, de leur logique propre, pour mieux faire apparaître ce qui relève d'une description scientifique, parfois tatonnante, parfois assurée, des phénomènes, et ce qui relève des valeurs que la foi transmet et défend. La seule position chrétienne assurée ne peut être que d'ordre éthique.

Si l'Eglise s'était acculturée du temps de Newton, il ne resterait rien aujourd'hui de ce qu'elle aurait dit alors. Si elle avait cru un siècle plus tard au déterminisme triomphant, que dirait-elle devant l'ouverture, l'indétermination de l'Univers que la science a découverte ensuite ? En économie devrait-elle suivre Ricardo ou Keynes, Marx ou Hayek ?

Quel message précis pourrait-elle transmettre sur l'hypertrophie des phénomènes financiers alors qu'aucune théorisation de ce phénomène récent, en train de changer la nature même de l'économie, n'est faite ? Mais n'est-ce pas en devoir, avant toute théorisation, de s'étonner que l'argent,

qui servait jadis à produire plus ou mieux, soit utilisé de plus en plus à des opérations spéculatives d'achat et de revente d'entreprises (2) ?

Le consensus des économistes existe sur des questions conjoncturelles, aujourd'hui, par exemple, sur l'excès de consommation des Américains. Et les Eglises n'y pourraient guère ajouter. Il n'existe pas sur les problèmes de fond : la façon de réduire la pauvreté au Nord, de développer le Sud, de réguler les échanges sur le long terme, de faire vivre l'homme sans le transformer en assistant alors que machines et ordinateurs travaillent de plus en plus à sa place. L'économiste est-il le mieux placé pour les remises en cause radicales ? Il explique, commente, il peut prévenir, mais il ne peut dire la norme ni la fin. S'il sort tant soit peu de sa spécialité, il se fait taxer d'idéologue.

La pensée chrétienne peut-elle accepter le paradigme de l'époque, cette action de développement qui continue de confondre la croissance, mesure exclusivement quantitative, et de développement humain qui comporte de tout autres dimensions ? Quand l'économiste annonce 6 % de croissance au Brésil, n'est-il pas nécessaire qu'une autre voix (celle d'un autre économiste, pourquoi pas ?) rappelle qu'il s'agit d'un développement chaotique dans un pays où 30 millions de gens souffrent de la faim et où 20 à 30 millions d'enfants sont abandonnés, phénomènes inconnus dans des pays d'Afrique à croissance lente ?

Cette pensée doit contester les sciences humaines (économie, sociologie, psychologie, linguistique) chaque fois que l'une d'elles, à partir de son point de vue propre, se présente comme pensée exhaustive de l'homme et de la société. C'est alors qu'elle pose de bonnes questions, stimulantes pour ces sciences en train de se faire.

## Distribution des rôles

Peut-on, s'interroge encore E. Poulat, s'en tenir à une distribution rassurante des rôles ? Nous sommes en régime de séparation de la société et de la religion : ni la politique, ni l'économie, ni la connaissance ne se reconnaissent d'instance supérieure.

A voir. Pas de politique, pas d'économie et pas d'application de la science sans référence éthique. On pourrait multiplier les exemples dans des domaines comme la biologie, l'énergie nucléaire, les relations économiques internationales. Et ce ne sont pas seulement des chrétiens qui le savent. Agnostique ou athée, l'homme qui pense sait bien qu'il n'y a pas d'action sans référence à des valeurs.

Une critique généreuse, qui ne prendrait pas les problèmes éco-

nomiques à bras le corps ne risque-t-elle pas d'apparaître futile ? Je ne suis pas du tout impressionné par la diatribe de l'économiste américain Michael Novak (3) dirigée contre « ces responsables religieux, dont peu comprennent les lois du développement de la croissance et de la production ». L'économiste saurait-il, lui, comment produire plus ? Il le sait de moins en moins. Aujourd'hui, c'est la technologie qui mène la danse. En agriculture, par exemple, l'hydraulicien, l'agronome et le chimiste savent produire plus. Au Soudan, 1 million d'hectares sont irrigables, de quoi inonder de céréales un tiers de la planète. Mais le problème, justement, est de produire avec ceux qui vont vivre de leur travail. Ce problème-là, le technicien ne sait pas le résoudre. L'homme politique le pourrait. Il faut croire qu'il est mal conseillé ou que la communication entre lui et l'économiste ne passe pas.

## La finance mondialisée

Autre exemple de la prépondérance de la technique : l'interconnexion des Bourses de valeurs et l'interconnexion des réseaux ont créé un phénomène d'amplification des tendances et d'accentuation de la mondialisation de la finance (phénomène constaté après le krach boursier et non pas annoncé avant lui).

Fort heureusement, si la théorie est incertaine, les pratiques de l'économie sont souvent heureuses. Elles sont le fait de patrons ou d'hommes politiques chrétiens ou non chrétiens. L'étaient-ils les Allemands et les Français qui ont créé les caisses d'épargne au dix-neuvième siècle ? Rompent avec un demi-siècle de taylorisme, les Japonais nous ont apporté les cercles de qualité. En France, la participation des salariés aux fruits de l'entreprise n'existerait pas sans le courant chrétien favorable à la

(\*) Ancien ministre.

diffusion de la propriété. Les politiques d'aménagement du territoire menées un peu partout sont un élément de mieux-être pour les populations. Quand la Communauté européenne conclut les accords de Lomé avec cinquante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, elle avance dans la voie d'une meilleure régulation mondiale des échanges.

C'est pourquoi on ne peut que se rallier à la proposition d'enquête élargie d'E. Poulat. Sans doute, est-il temps de faire un bilan des pratiques et des concepts et de juger les théories à leurs fruits. La pensée chrétienne ne peut pas ne pas entrer dans ce « Kulturkampf » qui, via l'économie, module la planète. Le fait que l'Evangile soit à distance de toute culture, fût-ce en pays chrétien, n'est pas un empêchement, mais un atout à l'heure de la mondialisation de tous nos problèmes. Il est bon que les évêques américains soient intervenus avec la vigueur que l'on sait, car la prophétie de Max Weber, dans les dernières lignes de l'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme, s'est réalisée :

« Aux Etats-Unis, sur les lieux mêmes de son paroxysme, la poursuite de la richesse, dépouillée de son sens éthico-religieux, a tendance, aujourd'hui, à s'associer aux passions purement agnostiques, ce qui lui confère le plus souvent le caractère d'un sport. Nul ne sait encore si, à la fin de ce processus gigantesque, apparaîtront des prophéties entièrement nouvelles ou bien une puissante renaissance des pensées et des idéaux anciens ou, encore — au cas où rien de cela n'arriverait — une pétrification mécanique agglomérée d'une sorte de vanité convulsive. »

(1) Foi et développement, n° 155/156/157, octobre-décembre 1987, Centre de l'Éthique, 39, bd Saint-Germain, 75005 Paris.

(2) Cf. Claude Julien, « L'argent », Le Monde Diplomatique, mars 1987.

(3) The Spirit of Democratic Capitalism. Traduction française : Une éthique économique. La valeur de l'économie de marché. Paris, La Car et Institut La Botte, 1987.

## La France, catalyseur de l'Europe de la science

par CLAUDE ALLÈGRE (\*)

**C**RÉER le savoir, le diffuser pour former les hommes de demain et en irriguer l'économie, voilà les enjeux du vingt et unième siècle. Ordinateurs, lasers, satellites marquent notre vie de tous les jours et déterminent le succès ou l'échec des pays dans la dure compétition économique du siècle. Mais déjà se profilent de nouveaux noms, annonciateurs de nouvelles mutations technologiques. Biotechnologie, intelligence artificielle, supraconducteurs « ordinaires », ils sont autant d'espoir pour ceux qui inventent, les développeurs. Ils sont la certitude de difficultés pour ceux qui ne les maîtrisent pas. Serons-nous demain les uns ou les autres ? Aurons-nous su former les hommes et les femmes capables de créer les nouveaux éléments de progrès et d'inventer un avenir de succès ?

Dans le siècle qui s'annonce où l'innovation technologique et le savoir vont jouer le rôle essentiel, l'Europe n'a pas de handicap naturel. Elle a des faiblesses et des atouts. La recherche scientifique européenne est encore la deuxième du monde, bien loin devant l'Union soviétique et le Japon. C'est peut-être une surprise pour certains, c'est la pourtant la réalité. Dans cet ensemble européen, la recherche française occupe une place de premier plan au même titre que l'Allemagne fédérale ou la Grande-Bretagne. Pourtant, c'est vrai, l'Europe n'a pas su jusqu'à présent organiser le transfert des découvertes scientifiques d'une manière totalement satisfaisante. Ni vers l'industrie ni vers l'université.

Les causes sont multiples et d'origine aussi bien culturelles que structurelles. Il n'existe en Europe aucun équivalent du Massachusetts Institute of Technology ou du California Institute of Technology, où Prix Nobel de physique ou de biologie côtoient les grands ingénieurs de l'électronique ou de l'aéronautique, à l'exception de Zurich. Sur un continent aux structures morcelées, haché par les frontières et les réglementations dispersées, la division ne favorise pas les transferts entre laboratoires de recherche et PME innovatrices.

Si l'Europe veut prendre le bon départ du XXI<sup>e</sup> siècle, elle devra accroître son effort de recherche mais aussi le coordonner. Elle devra faire naître cet espace universitaire, scientifique et technologique européen impliquant une libre circulation des étudiants, des cursus universitaires, des hommes, des idées et des brevets. Si elle ne le fait pas, elle perdra lentement ses acquis et deviendra petit à petit un continent dépendant scientifiquement et technologiquement des Etats-Unis et du Japon.

Dans ce choix pour l'Europe, le rôle de la France est essentiel. L'Allemagne, puissante, est de plus en plus tentée par l'illusion de l'autosuffisance, en sciences comme ailleurs. La Grande-Bretagne de M<sup>me</sup> Thatcher regarde davantage vers l'Europe de l'Atlantique et le fameux « train-train » des scientifiques et ingénieurs anglais, un moment égaré, reprend de plus belle. La France seule peut devenir le catalyseur de cette Europe de la science qui est la clé de notre avenir. Elle pourra y être aidée par l'Italie renaissante.

Mais dans le monde politique, qui a compris cela ? Depuis le

général de Gaulle qui, lui, avait compris ces enjeux du futur, la droite, trahissant totalement sa pensée, n'a fait que dégrader lentement les moyens de notre recherche scientifique. Elle a laissé notre Université devenir la plus pauvre des pays développés. En 1981, la France dépensait quatre fois moins par étudiant que les Etats-Unis. Elle avait deux fois moins d'étudiants par tête d'habitant. Que le ministre de la recherche de de Gaulle soit devenu un sous-secrétaire sous les ministères Chirac et Barre, cela ne traduit pas leur désintérêt pour la recherche ? Y a-t-il doute sur la réponse lorsqu'on voit que cette désaffection symbolique n'a fait qu'accompagner la décroissance régulière du budget pour atteindre en 1981 1,8 % du PNB, le même taux que des grands pays scientifiques du monde ?

Est-ce faire preuve d'esprit partisan que de constater que l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République a constitué une rupture brutale ? Les budgets de recherche augmentent de 30 %. Les recrutements de chercheurs reprennent. Un ministre d'Etat parle au nom de la recherche et de la technologie. En quelques mois, l'espoir est revenu et, on peut le dire aujourd'hui, cette action a sauvé la recherche française de l'apoplexie. Cet effort pour la recherche n'a pas été un feu de paille. Il a été maintenu tout au long des cinq années de gouvernement Mitterrand, faisant passer les dépenses en recherche de 1,9 à 2,3 % du PNB. Il est vrai aussi que l'action du côté de l'université n'a pas été aussi claire et aussi facile. La tâche était beaucoup plus difficile car l'appareil d'enseignement supérieur était, d'un point de vue psychologique que matériel, beaucoup plus malade que l'appareil de recherche.

Tout cet effort a été repensé progressivement dans un cadre de plus en plus européen grâce à l'action menée personnellement par le chef de l'Etat : projet Esprit, programme Eurika, action pour bâtir l'espace scientifique et technologique européen, projets Comett et Erasmus. Et puis brutalement, l'arrêt. L'arrêt imposé par l'arrivée de M. Chirac à Matignon. Le ministre de la recherche à qui l'on a doublé la charge en lui confiant les universités devient un sous-ministre. Une responsabilité multipliée par deux, une position ministérielle divisée par deux, le budget de la recherche réduit brutalement de 25 % en un an. Le recrutement de chercheurs est tari, Eurika chloroformé. L'Europe de la science mise en veilleuse. Le coup d'arrêt fut si brutal que les revues scientifiques s'en firent l'écho de plus en plus scandaleux.

L'espoir est maintenant que François Mitterrand soit candidat à la présidence de la République et y soit élu. L'espoir, c'est qu'il ait les moyens politiques de reprendre l'œuvre qu'il avait entreprise pour le renouveau de la recherche française, qu'il puisse donner les moyens à l'université française de s'adapter au siècle à venir et de former les hommes et les femmes dont le pays aura besoin, qu'il puisse faire naître cet espace scientifique et technologique européen dont sa stature politique et sa détermination peuvent garantir l'éclosion.

(\*) Professeur à l'université de Paris-VII. Prix Crafoord 1986.

## Au courrier du Monde

## LOGIQUE

## Électeurs du marais

Je comprends l'effroi de M. Bernard Laguerre, qui, dans le Monde du 16 février, constate que d'ores et déjà 62 % des électeurs ont fait leur choix, sans tenir compte des programmes des candidats : ce qui, en démocratie, devrait s'imposer. Mais je voudrais le rassurer comme je me rassure, en lui faisant remarquer ce qui suit.

Dans tous les pays démocratiques, il en va ainsi. Partout, les incertitudes, qui ont voté, votent et voteront toujours « contre », se partagent toujours à égalité, ou à peu près, en deux camps. Nulle part un camp n'approche de la majorité absolue. Pour qu'il gagne, il lui faut une majorité de voix du marais électoral.

Autrement dit de ces gens, comme M. Laguerre et moi-même, qui ne votons pas contre un camp, mais pour un homme ; celui qui nous paraît le plus en mesure d'être utile au pays. Il y a donc dans l'exercice de la démocratie une logique réconfortante. Puisque les arbitres sont les

citoyens au vote réfléchi. Électeurs et électrices du marais, ne soyons donc ni pessimistes ni complexes.

ROBERT GRAS

Limours (Essonne)

## RUBRIQUE

## Vieillesse ou maladie ?

Pourquoi « L'amour au couchant », article au demeurant fort intéressant sur la vie amoureuse et la sexualité des personnes âgées, a-t-il été classé par le Monde dans la rubrique « médecine » ? Cela veut-il dire, comme en témoigne l'omniprésence des médecins dans tout ce qui touche aux troisième et quatrième âges (voir les colloques, par exemple) que la vieillesse est encore et toujours une maladie ? Une maladie dont certains espèrent nous guérir ! Notre sujet aurait pu glisser subrepticement de la colonne « médecine » à celle voisine des « secteurs de pointe ».

BERNARD ENNUYER (Paris.)

## LE MONDE diplomatique

Mars 1988

## ARMEMENT

## L'INDUSTRIE FRANÇAISE A L'OMBRE DE L'ÉTAT

Le financement des industries d'armement par l'Etat soulève toujours de vives polémiques. Le Monde diplomatique explique les enjeux de cet engagement stratégique, tant pour la sauvegarde de l'indépendance nationale que pour l'emploi.

## ISRAËL

## UN ÉTAT À L'ÉPREUVE

Israël a toujours pu compter sur l'assistance militaire et économique des Etats-Unis. Mais quelle aide extérieure pourrait aujourd'hui le défendre contre lui-même ? Le recours systématique de ses dirigeants à la force militaire pour mettre fin à l'insurrection palestinienne laisse cet Etat sans défense contre l'érosion des valeurs démocratiques.

En vente chez votre marchand de journaux

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Téléx MONDIPAR 850 672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81



Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André F. Malin, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Favre (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak  
Rédacteur en chef : Daniel Veret  
Correspondant en chef : Claude Salas

## ABONNEMENTS

BP 587 09

75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par voie aéroportée)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer tous les adresses propres et capitales d'imprimerie.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Comptez 30-15 - Tapez LEMONDE

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

## ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24



URSS : pour la première fois depuis le début des troubles du Caucase

## Sévère réquisitoire dans la presse contre les « manquements et erreurs » de la politique des nationalités

MOSCOU

de notre correspondant

Mis en difficulté par les événements du Caucase, les parisiens de la politique d'ouverture de M. Gorbatchev ont maintenant ajouté leur contre-offensive. Mardi, c'étaient les grandes quotidiennes nationales, *Pravda* en tête, qui publiaient sur plus d'une page (*le Monde* du 9 mars) un compte rendu de la visite que le secrétaire général avait faite, quelques jours plus tôt, dans une grande usine de Moscou, pour y défendre sa ligne devant quelque vingt mille ouvriers.

Il n'était nulle part question des troubles qui secouent l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais le message n'en était pas moins clair : difficultés ou pas, on continue. Les *Nouvelles de Moscou*, elles, appelaient, mercredi matin 9 mars, un chat-ouïe. Page 4, on y lit le premier article factuel qu'un journal de diffusion nationale ait consacré à la crise caucasienne depuis les gigantesques manifestations d'Erzeroum. On ne dira pas qu'il s'agit d'un modèle de journalisme, mais la loi du silence, est ainsi brisée. Et, page 3, Egor Jakovlev, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, consacre son éditorial à réfuter l'analyse conservatrice du développement des tensions nationales — s'inscrivant notamment

en faux contre l'idée qu'il serait imputable à la « glasnost ».

Après avoir énuméré ces tensions — du problème des Tatars de Crimée à l'agitation diffuse dans les républiques baltes, en passant, bien sûr, par les trente et un morts de Soumgaït — M. Jakovlev explique qu'elles tiennent d'abord « aux manquements et aux erreurs » de la politique des nationalités menée sous Lénine et Brejnev.

« Les nôtres tenaient lieu d'action, écrit-il. On parlait d'une famille fraternelle, alors que dans la pratique on mettait des entraves aux échanges culturels et aux études des enfants dans leur langue nationale. Cela a été notamment le cas avec la Nagorny-Karabakh, dont les liens traditionnels avec l'Arménie ont été violés. Au lieu de l'internationalisme socialiste, c'est [donc] son contraire qui était ainsi suscité : tout ce qui était national reculait devant ce qui était nationaliste ».

Bref, c'est à une complète libéralisation de la politique des nationalités qu'appelle le rédacteur en chef de ce journal phare de la « perestroïka », et le fait est d'autant plus notable que M. Gorbatchev avait indiqué, lors du plénum de février, qu'il fallait consacrer d'urgence une réunion du comité central à cette question nationale. Avant-goutte de la position que les réformateurs tentent d'y faire prévaloir, M. Jakovlev s'insurge d'ailleurs dans son article contre le fait que le « législateur soviétique » ait, sous Staline et encore en vigueur, « l'ABC primitif » auquel il avait réduit ce problème.

« Peut-on, demande par exemple M. Jakovlev, faire état d'un seul pas important fait ces dernières décennies en faveur du développement de la structure étatique des [différentes] Républiques et de leur union ».

[dans le cadre de l'URSS] ? » Et sans prendre la peine de répondre à sa question toute rhétorique, le rédacteur en chef explique que « c'est l'époque elle-même qui a mis à l'ordre du jour la consolidation du droit des républiques et l'amélioration de leurs rapports ».

## Critique du KGB

Un coup à gauche (l'extrémisme ne fait que compliquer les choses et l'on ne peut donner satisfaction à un peuple sans tenir compte des intérêts de l'autre) et M. Jakovlev lance une attaque à peine voilée contre le KGB auquel il fait implicitement reproche de n'avoir pas fait son travail en n'arrivant pas à la montée des tensions. « Quels que soient les gens qui cherchent à profiter de cette situation critique, écrit-il en effet, une chose est évidente : des erreurs ont été commises dans l'appréciation de l'état d'esprit des masses et l'évaluation de ce qui pourrait en découler ».

« Seule la prise de conscience de la situation pourra aider à la redresser », affirme donc M. Jakovlev qui dénonce sans périphraser « ceux qui voudraient bien imputer ce qui s'est passé au processus de démocratisation en prétendant que sans ce processus il n'y aurait pas eu les troubles en question ».

Pour M. Jakovlev, il faut, comme l'avait dit M. Gorbatchev aux ouvriers de Moscou, « garder au contraire la tête froide devant des difficultés qui ne seront pas les dernières » et comprendre que « la route de la démocratie n'est pas à sens unique » car l'imprudence ne mène qu'à la destruction de la structure étatique mais aussi ceux « qui font tout pour détruire les libertés en les réclamant à cor et à cri ».

« S'il n'y a pas de démocratie, il ne restera que la possibilité de rejeter nos idées », conclut M. Jakovlev en soulignant à la fois que « l'heure de la raison a sonné » et qu'il faut aller de l'avant dans la préparation de la dix-neuvième conférence du parti qui doit être consacrée à la démocratisation politique.

Page 4 du même numéro des *Nouvelles de Moscou*, on apprend que le couvre-feu est toujours en vigueur à Soumgaït, et le journal cite longuement des témoins qui expliquent comment c'est l'absence d'information et le développement consécutif des rumeurs qui ont semé la panique chez les Arméniens comme chez les Azeris. La veille, dans un cimetière de Moscou, quelques centaines d'Arméniens de la capitale s'étaient réunis pour marquer leur deuil et entendre plusieurs de leurs compatriotes arrivés du Caucase. Leurs récits faisaient simplement dresser les cheveux sur la tête, avec enfants jetés par les fenêtres des immeubles, femmes encochées évanouies, bébés décapés en morceaux et bain de sang. Ces récits n'ont bien sûr pas pu être confirmés de source officielle, mais le moins qu'on puisse dire est qu'ils avaient la force de l'authenticité.

BERNARD GUETTA.

● **PRÉCISION.** — L'auteur de l'article « Le Caucase : Babel au carrefour des empires » (*le Monde* du 9 mars), M. Charles Urvieux, que nous avons présenté comme « universitaire », est professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales.

● **URSS : création du premier centre de sondage d'opinion.** — Le premier centre fédéral soviétique d'étude de l'opinion publique va être créé prochainement et sera dirigé par l'académicien Tatiana Zaslavskaja, a annoncé, le mercredi 9 mars, le *Litvinskaja Gazeta*.

POLOGNE

## Des manifestations étudiantes violemment réprimées

Les forces de l'ordre ont dispersé, sans ménagement, quelque quatre mille jeunes gens qui manifestaient, le mardi 8 mars dans la soirée, à Varsovie, à l'occasion du vingtième anniversaire des événements du 8 mars 1968, au cours desquels la police était déjà brutalement intervenue sur le campus de l'université de la capitale polonaise. Les zomos (unités anti-émeutes), très nombreux, en tenue de combat, ont chargé les étudiants alors que plusieurs d'entre eux tentaient de se frayer un passage pour déposer une gerbe de fleurs au pied du monument érigé à la mémoire du poète Mickiewicz, dont l'œuvre n'a cessé d'inspirer les Polonais dans leur lutte pour l'indépendance nationale. Une centaine de personnes ont ensuite été interpellées, selon une source dissidente.

Des policiers armés de matraques ont aussi brutalement intervenus à la mi-journée à Cracovie, dans le sud du pays, contre un millier d'étudiants. Ceux-ci, comme leurs camarades de Varsovie, réclamaient notamment la reconnaissance de l'association indépendante des étudiants, NZS, et scandaient des slogans favorables à l'organisation de Lech Walesa — « Pas de liberté sans Solidarité ». Selon des témoins, une centaine d'interpellations ont eu lieu. Des barricades ont été dressées et, après les affrontements, le boulevard ceinturant la vieille ville ressemblait à un champ de bataille.

Des manifestations similaires ont été signalées à Gdansk, dans le nord de la Pologne. A Poznan, dans l'ouest du pays, six jeunes Polonais ont été interpellés. — (AFP, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

## M. Dubcek a été ovationné par les Pragoais

M. Alexandre Dubcek, confiné depuis 1970 à Bratislava et dans les environs immédiats de la capitale slovaque, a pu, dans la soirée du mardi 8 mars, se rendre à deux reprises à Prague pour y rencontrer certains de ses amis politiques, annonce le mensuel tchèque *Listy* publié par Jiri Pelikan.

Dans la zone piétonnière de Prague, il fut constamment entouré par une foule de gens qui voulaient au moins lui serrer la main, lui poser des questions ou lui demander un autographe. Cela malgré ses mises en garde pour rappeler qu'il était encore sur une liste noire et qu'il n'était pas bon de lui manifester une telle attention. Lorsqu'il assista à des représentations du théâtre Semafor et de la nouvelle scène du Théâtre national, le public lui fit une ovation spontanée, et certains artistes vinrent le saluer.

Ce relâchement s'est produit après la publication de son interview à l'*Unité*, l'organe du PC tchèque, le 10 janvier dernier. Il y plaidait pour les idées du printemps de Prague — qu'il personifiait en tant que premier secrétaire du PC en 1968 — et demandait la réhabilitation de ses amis et de lui-même, requête qui se heurte à une fin de non-recevoir tant à Moscou qu'à Prague.

Cette levée de l'assignation à résidence sans aucun procès est intervenue après la visite de présentation à Moscou de M. Jakes, qui venait de succéder, à la tête du PC, à M. Gustav Husak, l'homme qui s'était chargé de normaliser la Tchécoslovaquie en succédant à M. Dubcek le 17 avril 1969, puis en le faisant chasser du parti.

Am. B.

ESPAGNE

## La police a retrouvé le véhicule piégé du commando de l'IRA

La police espagnole a découvert, dans la soirée du 8 mars, à Madrid, sur la Costa del Sol, une voiture contenant au moins 70 kilos d'explosifs, qui devait servir à l'attentat préparé par le commando de l'IRA, dont les membres ont été tués dimanche à Gibraltar. Selon la direction de la sécurité de l'Etat à Madrid, le véhicule piégé — une Ford Fiesta immatriculée en Espagne — a été retrouvé sur un parking de la station touristique. Il renfermait cinq paquets d'explosifs. Soient de fabrication soviétique et un système d'horlogerie réglé pour faire détoner la charge à 11 h 20 le mardi 8 mars. L'heure prévue pour faire exploser les bombes « correspond à peu près à celle du défilé de la relève de la garde devant le palais du gouverneur militaire de Gibraltar », a précisé un haut fonctionnaire espagnol. Il n'a pas confirmé les informations selon lesquelles la police serait à la recherche d'autres personnes. Evelyn Glenholmes, vingt-neuf ans, appartenant au commando de l'IRA.

Le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher, a adressé, lundi, un télégramme de remerciements au président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, pour la collaboration de la police espagnole dans cette affaire.

En Grande-Bretagne, une contre-verse s'est développée, mardi, sur les circonstances dans lesquelles les trois membres de l'IRA ont été tués. Après l'approbation unanime, le 7 mars, à la Chambre des communes, de la « neutralisation du commando », plusieurs députés, dont le dirigeant du Parti social-démocrate, M. David Owen, réclamaient maintenant des « explications » sur la mort du trio. Certains parlementaires se demandent si les deux hommes et la jeune femme de l'Armée républicaine irlandaise n'ont pas été « sommairement exécutés » dans une embuscade tendue par les soldats des forces spéciales. Pour le Sinn-Féin, la branche politique de l'IRA, le commando a été éliminé « sur ordre du gouvernement de Londres ».

Le gouvernement de Dublin a, pour sa part, mis en cause l'opération des forces spéciales britanniques. Dans un communiqué publié à l'issue de sa réunion du 8 mars, le cabinet irlandais se déclare « gravement préoccupé par le fait que trois Irlandais non armés aient été tués à Gibraltar alors qu'il apparaît, d'après les informations disponibles, qu'ils auraient pu être arrêtés ». Cette prise de position pourrait raviver la tension qui se manifeste depuis un mois dans les relations anglo-irlandaises en raison du refus des autorités britanniques de poursuivre en justice des policiers du Royal Ulster Constabulary (RUC), accusés d'avoir abattu six « terroristes présumés », non armés, en 1982. — (AFP, Reuters.)

## Proche-Orient

ISRAËL : les retombées de la prise d'otages du Néguev

## La condamnation unanime du terrorisme n'atténue pas les divergences politiques entre droite et gauche

Unanimité dans la condamnation, division dans l'analyse des conséquences : au lendemain de l'opération de l'OLP dans le Néguev (six morts, dont les trois membres du commando palestinien), la classe politique et la presse israéliennes se sont retrouvées pour condamner le terrorisme, mais les divergences subsistent.

Au sein du Likoud (droite) le parti du premier ministre, M. Yitzhak Shamir, comme chez les travaillistes amis du ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres, l'opération de l'OLP a été ressentie avec la même indignation, commentée avec la même fermeté, au diapason de son employé, mardi 8 mars, par la presse pour dénoncer cet acte « odieux ». Et, déjà, des doigts accusateurs désignent l'Égypte, où, selon les autorités militaires, serait venu le commando palestinien.

Une carte d'identité égyptienne dérivée à Rafah (ville divisée entre Israël et l'Égypte, au sud de la bande de Gaza) ainsi que de l'argent et des cigarettes d'Égypte ont ainsi, selon la police, été retrouvés sur les corps des trois Palestiniens. Le chef d'état-major israélien, le général Dan Shomron, a révisé à cette occasion qu'« en un mois, il y a déjà eu deux infiltrations à partir du territoire égyptien ». Il n'en fallait pas plus pour que des députés d'extrême droite exigent qu'Israël proteste officiellement auprès du Caire et qu'une partie de la presse demande que le gouvernement égyptien « prime la responsabilité de ce qui arrive sur ses frontières ».

Mais, si l'ensemble du gouvernement de coalition (Likoud-travaillistes) est d'accord pour affirmer qu'« Israël ne fléchira pas dans sa lutte constante contre le terrorisme » (M. Shamir), ou que le pays « pourchassera sans relâche les terroristes », il en va différemment quant au fond du problème, à savoir comment mettre un terme à la crise actuelle. La prise d'otages dans le Néguev n'a en rien entamé l'hostilité du Likoud à toute concession et notamment au plan Shultz qui prévoit des négociations sur le sort des territoires occupés. Le vice-premier ministre, M. David Levy (Likoud), voit simplement

renforcée sa conviction que des élections anticipées sont nécessaires afin, a-t-il dit, « de lever toutes les ambiguïtés sur le plan Shultz ».

En revanche, une autre nécessité continue de s'imposer, selon les travaillistes, celle d'une réponse politique à la révolte des territoires occupés. « Les territoires ne doivent pas attendre leur objectif », a estimé le ministre travailliste de la défense, M. Rabin, répétant que « seuls les moyens politiques permettront l'achèvement de la paix ».

Ces « moyens » paraissent toutefois bien minces : le président syrien Hafez el-Assad vient en effet d'émettre de vives critiques — ressemblant à un rejet pur et simple — à l'encontre du plan Shultz, dans lequel il n'a vu aucun élément nouveau. « Je ne veux pas examiner les projets proposés qui sont les mêmes qu'avant. Les nombreux plans qui ont été élaborés au fil des ans, mais rien n'a changé, même si les termes diffèrent. Si nous sommes incapables de parvenir aujourd'hui à la victoire [...] pourquoi nous précipiter vers la défaite », a-t-il déclaré mardi.

Le secrétaire d'Etat ne paraît pas pour autant se décourager. Recevant mardi à Washington un ambassadeur israélien, il a insisté pour obtenir rapidement de M. Shamir

(attendu le 15 mars aux États-Unis) une réponse à ses propositions de paix, réponse que le premier ministre parait, quant à lui, surtout soucieux de ne pas formuler trop vite.

Sur le terrain, les affrontements se sont poursuivis avec la même intensité dans les territoires occupés, où deux Palestiniens ont trouvé la mort mardi. Et ce, à l'heure où un certain embarras perce dans ces mêmes territoires après l'opération du Néguev. Si la presse palestinienne s'est bornée, mardi, à relater les faits sans commentaires, une voix s'est élevée pour critiquer l'action de l'OLP. Le maire destitué de Gaza, M. Rachad Chawa, a estimé que cette opération « faisait du tort aux Palestiniens et ne servait nullement leur cause ». « Le soulèvement nous a fait gagner le soutien de l'opinion internationale, car nous sommes un peuple opprimé qui n'a pour arme que la pierre. Cette opération ne nous aide ni sur le plan du soulèvement lui-même ni vis-à-vis du monde », a déclaré M. Chawa (considéré comme pro-jordanien) à l'AFP.

Un Palestinien de vingt-huit ans a été tué par balles dans un village proche de Ramallah, tandis que le corps d'un policier palestinien était découvert mardi matin dans un camp de réfugiés près de Jéricho. — (AFP, Reuters.)

LIBAN : libérés après six jours de détention

## Les deux responsables d'OXFAM avaient été enlevés par le groupe Abou Nidal

Les deux responsables de l'organisation caritative britannique OXFAM, M. Peter Coleridge, directeur pour le Proche-Orient de l'Oxford Committee for Famine and Relief, et le Syrien Omar Traboulsi, directeur pour le Liban, enlevés jeudi dernier au Liban sud, ont été libérés, le mardi 8 mars, après six jours de détention par le Fath-Consell révolutionnaire d'Abou Nidal.

M. Walid Khalef, membre du comité central du Fath-CR et porte-parole de cette organisation, a

annoncé, mardi à la presse à Saïda, que les deux responsables de l'OXFAM avaient été « arrêtés pour enquête » car M. Coleridge « était en train de photographier sans autorisation préalable dans le camp palestinien d'Am-Heloué ». Il a ajouté que les deux hommes avaient été arrêtés « pour des raisons de sécurité » et que son organisation « usera de ce droit chaque fois qu'il le faudra ». « Les organisations humanitaires, a-t-il dit, sont moyennées par les services de renseignement ennemis, ce qui nous oblige à les surveiller de près ».

M. Coleridge parlait au domicile de M. Monstapha Saad, chef de l'Organisation populaire nassérienne, qui contrôle Saïda et qui avait réclamé la libération des deux responsables de l'OXFAM. Il a ajouté que, en « tant que Britannique », il avait commis une erreur « en photographiant sans autorisation » le camp palestinien d'Am-Heloué. « J'en assume l'entière responsabilité, a-t-il dit, mais je n'états pas au courant des nouvelles mesures de sécurité ». — (AFP.)

La « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran

## Téhéran disculpe Moscou et accuse Washington et Paris

M. Hachemi Rafсандjani, président du Parlement iranien, a disculpé l'URSS de la responsabilité des attaques irakiennes contre les villes iraniennes et a accusé les États-Unis et la France d'aider l'Irak à « trafiquer » ses missiles de fabrication soviétique de façon à leur permettre d'atteindre Téhéran, situé à quelque 500 kilomètres de la frontière irakienne.

Selon M. Rafсандjani, les experts iraniens qui ont examiné « plusieurs missiles n'ayant pas explosé » ont confirmé qu'il s'agissait de Scud-B de fabrication soviétique. « Mais, a-t-il ajouté, il est clair que la plupart des pays de l'Est fabriquent ou assemblent ce missile et [que] l'Irak peut en obtenir par d'autres sources » que l'URSS. Les missiles irakiens tirés sur Téhéran, a souligné M. Rafсандjani, « ont été trafiqués » pour raccourcir leur portée, qui est normalement de 300 kilomètres. « Cela, a-t-il dit, n'est pas le fait des Irakiens, qui en sont incapables. Il n'y a aucun doute, ce sont de grandes puissances qui l'ont fait. Des grandes puissances comme les États-Unis ou la France. » « L'Irak n'oubliera jamais ceux qui ont aidé le meurtrier dans son crime », a

déclaré, pour sa part, le président iranien, M. Khamenei, lors de la visite d'un quartier bombardé de Téhéran.

La « guerre des missiles » s'est poursuivie mardi, pour la neuvième journée, entre l'Irak et l'Iran, avec les tirs, dans la nuit de lundi à mardi, de nouveaux missiles sur Bagdad et Téhéran. Bagdad a franchi un nouveau pas dans l'escalade en prenant pour cible, à deux reprises, Isfahan, connue pour ses superbes mosquées de céramique bleue. C'est la première fois depuis la reprise des bombardements des villes qu'Isfahan — « la moitié du monde », selon le dictionnaire iranien, — située à près de 400 kilomètres des frontières, est attaquée au missile. Elle avait été durement touchée par les raids irakiens en janvier-février 1987, et six cent quarante personnes y avaient été tuées, selon un bilan iranien.

## Une trentaine de morts

L'Irak a également bombardé, pour la quatrième fois, la ville sainte de Qom, à l'est de ses opérations aux eaux du Golfe et repris la « guerre des pétroliers », après une accalmie de trois semaines, en attaquant un tanker près des côtes iraniennes. Il ravive ainsi la tension dans cette région, alors que des incidents sérieux ont failli opposer la flotte américaine et la marine iranienne la semaine dernière.

Entre-temps, le bilan des morts à Téhéran et à Bagdad s'alourdit. L'Iran a annoncé trente morts et une centaine de blessés pour la seule journée de lundi à Téhéran. A Bagdad, les médias irakiens préparent la population à une longue guerre. La presse ne publie nulle photo des victimes des missiles irakiens. Aucun bilan n'est donné par les autorités, et la télévision ne montre pas les dégâts occasionnés dans la capitale. — (AP, AFP.)

هنا من الامم



## Amériques

BOLIVIE : restauration de l'Etat, assainissement de l'économie

## Les bienfaits de la révolution libérale

LA PAZ  
de notre envoyé spécial

Certes, ce n'est pas la révolution dont « Che » Guevara rêvait. « Che » Guevara, qui a toujours droit à son poster géant à l'université de La Paz, avec cette légende : « Ce n'est pas parce que tu es tombé que la lumière est moins haute ». Il y a plus de vingt ans que le leader guérillero est tombé et, au lieu d'une révolution populaire, c'est une révolution libérale qui s'est produite en Bolivie. Le pays des syndicats trotskistes et de l'agitation permanente, des militaires mafiosi et des coups d'Etat à répétition, a retrouvé le calme et même donné une certaine consistance à sa démocratie en devenant — ô scandale ! — l'un des meilleurs élèves, en Amérique latine, du FMI.

Quelques exemples, d'abord, pour s'assurer du changement. A La Paz, comme dans tant d'autres villes de la région, le mot « dollar » crié à tous les coins de rue par des changeurs improvisés n'a pas perdu de sa magie, malgré la chute du billet vert. L'économie bolivienne reste, comme on dit, fortement « dollarisée ». Mais la devise américaine se troque sur le trottoir à un taux à peu près égal à celui des banques. Il y a trois ans, la différence était de 1 à 9 en faveur du marché noir : il y a trois ans, quand la gauche était au pouvoir et que l'inflation atteignait le rythme de 40 000 % par an.

La monnaie se dépréciait alors à une telle vitesse que le taxi qu'on prenait pour monter à l'aéroport coûtait deux fois plus cher au retour qu'à l'aller. On parlait à la banque avec un sac pour retirer son salaire. Le papier-monnaie était devenu la troisième importation du pays. « Il fallait l'acheter en Angleterre. Il nous reste de cette époque 2000 tonnes de billets inutilisés », explique M. Juan Carlos, ministre des finances. Encore un an à ce régime-là, et l'inflation aurait atteint 1 million pour cent par an — un des records de l'histoire. Avec l'actuel gouvernement, elle a été ramenée, officiellement, à 10 % par an.

Autre exemple, cueilli au fil des rues. Sur le Prado, la principale avenue de la capitale, un écriteau posé sur une librairie boudée à double tour indique : « Fermée pour fraude fis-

cale ». Encore un spectacle insolite, dans cette partie du monde où les impôts sont faibles, en général, pour ne pas être payés. C'était particulièrement le cas en Bolivie, où ils ne rapportaient à l'Etat, selon M. Carriaga, que 1 % du PNB. « Tout le monde fraudait », explique le ministre, « on ne payait qu'avec le plus grand retard, en comptant sur l'hyperinflation pour dévaluer ce qui était dû ». Si l'Etat a supprimé les contrôles qui pesaient sur le marché et « dépolitisé l'économie », comme le dit le ministre du plan, M. Sanchez de Lozada, il fait sentir ici sa main de fer, tant il est impérial, pour lui, d'équilibrer le budget. Il a simplifié le système fiscal (qui ne comportait pas moins de quatre cents impôts), remplacé la taxation du revenu par celle de la consommation, ce qui paraît logique dans un pays où 60 % des habitants échappent à tout contrôle, car ils vivent en « économie informelle ». Résultat : ses recettes correspondent aujourd'hui à 14 % du PNB.

Dernier exemple, trouvé lui aussi en promenade. L'église San-Francisco, au cœur du vieux La Paz, à l'orée du marché indien, est un haut lieu du tourisme et un bel exemple d'architecture coloniale. En janvier, elle était envahie par la police, et on avait cessé d'y dire la messe. Des rétrogradés en effet, y campaient en permanence. On appelle de ce nom, en Bolivie, les mineurs qui ont été licenciés et théoriquement « reconvertis ». Pendant un an, ils ont reçu une allocation-chômage. Mais une centaine d'entre eux continuent de manifester, témoignant à leur manière du coût social d'une politique qui a diminué l'emploi pour assainir les finances publiques.

## « Dans la légalité »

Visages aux yeux brûlés, aux joues déformées par la mastication de la coca, ils étaient traités mille fois appartenant à la COMIBOL, la Corporation minière de Bolivie, l'un des « monstres étatiques » légués par les gouvernements antérieurs. La COMIBOL, qui exploite, à 4000 mètres d'altitude, sur l'Altiplano, la plupart des gisements d'étain du pays — longtemps sa principale richesse, — était devenue en effet, au

fil des ans, une aberration économique. Le nombre de fonctionnaires y dépassait celui des mineurs de fond ; ses équipements, ses méthodes de travail étaient archaïques au point qu'elle produisait l'étain à un coût cinq fois plus élevé que son prix de vente, et qu'elle perdait chaque année la bagatelle de 200 millions de dollars, le tiers de la valeur totale des exportations.

Il a fallu beaucoup de courage à l'équipe au pouvoir pour dégraisser le « monstre », car les syndicats de mineurs sont un bastion traditionnel de la résistance ouvrière. Elle n'a pas hésité, néanmoins, à licencier les deux tiers des effectifs — soit vingt-trois mille personnes — et assure que la COMIBOL a retrouvé, grâce à cette

mesure, le chemin de la rentabilité. Des coupes aussi sévères ont été faites dans d'autres « monstres », tels que la Banque centrale. Quand trois ou quatre mille rétrogradés ont menacé d'occuper La Paz, le gouvernement a décrété l'état de siège, comme l'y autorisait la Constitution, et arrêté pendant un temps les leaders du mouvement.

« Tout s'est fait dans la légalité », assure le Père José Granados, directeur de l'agence de presse Fides, qui appartient aux jésuites. La liberté de la presse a été maintenue. Malgré le grand nombre de grèves et de manifestations, il n'y a pas eu un seul mort dans les rues. On ne compte aucun prisonnier politique, aucun exilé. Et la

démocratie nationaliste fortement marquée à droite.

M. Paz Estenssoro, qui domine la vie politique bolivienne depuis un demi-siècle, est président depuis août 1985 pour la quatrième fois. Sur sa gestion, les avis sont unanimes. « Il a rétabli l'autorité de l'Etat », reconnaît M. Paz Zamora, aujourd'hui dans l'opposition. Il a même fait davantage : il a sauvé son pays.

## Homélie

Le ministre des finances explique comment : « Nous avons supprimé les contrôles de prix et le contrôle des changes. Nous avons libéré les taux d'intérêt et les conditions d'embauche.

Le président Paz Estenssoro  
« sauveur de la patrie »LA PAZ  
de notre envoyé spécial

M. Paz Estenssoro ne cultive guère la foule et encore moins les journalistes. A quatre-vingts ans passés, on le dit plus froid et distant que jamais. Il semble déjà être entré dans le panthéon où dorment les héros et les « sauveurs de la patrie ». Présent dans la vie politique depuis la fin des années 30, il aura été incontestablement le Bolivien le plus marqué du siècle. C'est à lui que ses compatriotes sont redevables de la révolution de 1952, la deuxième de l'Amérique latine, après celle du Mexique, et avant celle du Cuba.

La réforme agraire — pour distribuer la terre aux paysans indiens, — la nationalisation des mines d'étain (qui appartenaient auparavant à trois familles), l'extension du droit de vote aux analphabètes, c'est lui, lui-même élu dans ce dernier pays, il parle l'espagnol avec un fort accent yankee, ce qui lui vaut d'être surnommé « Net King Cole » par ses compatriotes, du

nom du pianiste noir américain, qui chantait des couplets latins. Le ministre ne dément pas son surnom en parlant de la task force formée par M. Paz Estenssoro dès son retour à la présidence pour élaborer, en trois semaines, un plan de redressement.

La Nouvelle politique économique — c'est son nom — n'a pas été conçue par des experts boyes, des disciples dogmatiques de Milton Friedman. « C'est sans dogmatisme que nous avons analysé la réalité nationale. Le pays n'avait plus d'administration, mais il vivait en démocratie. Nous avons dit : un pays démocratique ne peut pas régenter les prix. Une fois qu'on accepte ce postulat, il faut libérer les importations, pour réguler le marché. »

A en croire M. de Lozada, le président a même dû se contraindre sur ce point. « Le docteur Paz a toujours dit qu'il était un révolutionnaire et non un démocrate. Mais il devait respecter les règles démocratiques. »

Ch. V.

Nous avons aussi ouvert les frontières, en abaissant les droits de douane à un taux uniforme de 20 %.

Le déficit de l'Etat, qui atteignait 29 % du PNB, a été ramené à 4 % en 1986. Dans le même temps, le pouvoir d'achat a baissé. Mais cette baisse ne fait que traduire le déclin de l'activité économique. Le PNB a diminué de 13 % en 1980 à 1986 et, par habitant, de 30 %.

## CHILI

L'opposition reprend espoir  
après les manifestations du 8 marsSANTIAGO  
de notre correspondant

La Journée internationale de la femme, qui marque la rentrée politique de l'opposition chilienne, aura été particulièrement mouvementée cette année. Bravant l'interdiction des autorités, qui considèrent le 8 mars comme « commémoration marxiste », plusieurs milliers de manifestants — principalement des femmes et des jeunes — ont tenu tête aux forces de l'ordre pendant plusieurs heures dans le centre de Santiago. Les incidents, souvent très violents, se sont poursuivis tard dans la nuit. Des dizaines de personnes ont été arrêtées. Parmi elles, deux Français : Raymond Claudurel et Sylvie Chaurie. Des chauffourées se sont également produites à Valparaíso, à cent kilomètres à l'ouest de la capitale.

Malgré leur désunion, les partis d'opposition sont parvenus à mobiliser leurs sympathisants et se représentent à espérer, d'autant plus qu'ils viennent de remporter une victoire significative : les organisations des

mineurs de charbon, dernier réduit des partisans du régime dans le mouvement syndical, ont désigné une nouvelle direction à majorité communiste et démocrate-chrétienne. « Partout où se déroulent des élections à peu près régulières, commente un dirigeant syndical, la dictature est battue. Comment pourrait-elle gagner le prochain plébiscite sans fraude ? »

De son côté, le gouvernement dénonce, depuis déjà plusieurs semaines, l'existence d'un « plan terroriste du PC » et prépare l'opération, à travers de multiples déclarations publiques, à une escalade de la violence. De fait, des attentats parfois meurtriers ont eu lieu au cours de ces derniers mois. Les services de sécurité ont, de plus, découvert une puissante charge explosive sur la piste de l'aéroport d'une ville du Nord que le chef de l'Etat devait visiter. Ayant finalement décommandé son voyage, le général Pinochet a déclaré : « Dieu est avec moi ».

GILLES BAUDIN.

1 ALLER  
+1 RETOUR  
+1 NUIT

NICE 870 F\*  
LA PALME!

Spécial forfait avion aller-retour au départ de Paris plus une nuit d'hôtel 680 F : tarif aller-retour au départ de Paris valable du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 1988. Conditions particulières de vente et de transport. Prix susceptibles de modifications en fonction de la réglementation en vigueur. \*Taxe de sûreté 6 F.

AIR FRANCE

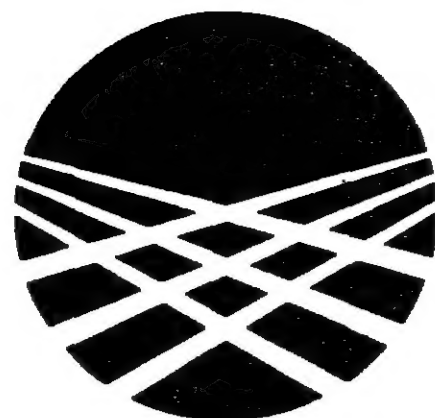
INSÉRI  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
Tome II  
LES MOISSONS DE LA FRANCIÉTÉ  
(suite de la France 3<sup>e</sup> superproduction)  
Remarque : éditée des 43 pays d'expression française.  
Dont du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> : les mois marseillais sous les palmiers.  
4<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
5<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
6<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
7<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
8<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
9<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
10<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
11<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
12<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
13<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
14<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
15<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
16<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
17<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
18<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
19<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
20<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
21<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
22<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
23<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
24<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
25<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
26<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
27<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
28<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
29<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
30<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
31<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
32<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
33<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
34<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
35<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
36<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
37<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
38<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
39<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
40<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
41<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
42<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
43<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
44<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
45<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
46<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
47<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
48<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
49<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
50<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
51<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
52<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
53<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
54<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
55<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
56<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
57<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
58<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
59<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
60<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
61<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
62<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
63<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
64<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
65<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
66<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
67<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
68<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
69<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
70<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
71<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
72<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
73<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
74<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
75<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
76<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
77<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
78<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
79<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
80<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
81<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
82<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
83<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
84<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
85<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
86<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
87<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
88<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
89<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
90<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
91<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
92<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
93<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
94<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
95<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
96<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
97<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
98<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
99<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.  
100<sup>e</sup> : les mois de la France 3<sup>e</sup> superproduction.

Les Fans du Président  
MITTERRAND ET APRES?  
Dans  
**Politis**  
LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI  
AU SOMMAIRE DU N° 8  
• Antiracisme et citoyenneté  
• Charity Show : la médiatisation de l'aide alimentaire

سكزا من الأصل



**1er janvier 1988 - Fiatagri et Fiatallis ensemble au sein d'une nouvelle société.**



Pour être compétitif, il faut effectuer dans **FiatGeotech.** tous les domaines des choix mûrement réfléchis et projeter **La terre** très loin dans l'avenir. FiatGeotech constitue la réponse **pour horizon.** immédiate à ce défi. Elle unit les forces de deux grands partenaires, Fiatagri et Fiatallis, spécialistes dans leur domaine d'activité respectif: mécanisation agricole et engins de travaux publics. FiatGeotech garantit l'optimisation des synergies au profit de Fiatagri et Fiatallis, qui bénéficient d'ores et déjà d'une solide réputation. Avec des ressources renouvelées, elles continueront à offrir des produits, des réseaux et des services d'excellente qualité. Maintenant, FiatGeotech marque de son empreinte toutes les terres: celles que l'on cultive et celles que l'on transforme. FiatGeotech dispose de nombreux atouts: 10 usines, 14.000 salariés, un chiffre d'affaires prévisionnel d'environ 2.395 millions de dollars pour 1988, et 265 millions de dollars d'investissements programmés pour la période 1988-1990. Ce sont là des bases solides pour apporter de nouvelles énergies et un dynamisme renforcé, et pour consolider une position dominante parmi les principaux groupes mondiaux. FiatGeotech reflète la volonté du Groupe Fiat de rationaliser la production et d'introduire de nouvelles technologies dans ces domaines d'activité, pour offrir à la clientèle des produits toujours plus avancés et un service efficace. A partir de maintenant, de nouveaux horizons s'ouvrent à la terre: FiatGeotech.

**FIATGEOTECH**  
TECHNOLOGIES DES TRAVAUX DE LA TERRE

هتدا من الاميل



## Amériques

PANAMA : manifestations, crise financière

L'état se resserre  
autour du général Noriega

De violents affrontements ont opposé mardi 8 mars dans les rues de Panama les forces de l'ordre à plusieurs milliers de personnes qui réclamaient le départ du général Manuel Noriega. Les manifestants ont résisté pendant plusieurs heures aux interventions des troupes de choc de la police, les fameuses brigades « Doberman ». Ces incidents sont les plus graves qui aient été enregistrés depuis la destitution, le 26 février, du président Eric Delvalle.

A Washington, la Maison Blanche a indiqué mardi que les Etats-Unis entendent étudier soigneusement l'évolution de la situation au Panama avant d'imposer éventuellement de nouvelles sanctions contre le régime du général Noriega.

PANAMA  
de notre envoyé spécial

Le gouvernement panaméen a annoncé le mardi 8 mars qu'il étudiait « sérieusement » la possibilité de rompre ses relations diplomatiques avec Washington en signe de protestation contre « la campagne d'intimidation et d'agression économique » des Etats-Unis à l'égard de Panama. Le ministre des affaires étrangères, M. Jorge Abadía, a également dénoncé les manœuvres militaires menées actuellement par les Etats-Unis dans la zone du canal, estimant qu'il s'agissait d'une « préparation en vue d'une intervention » au Panama.

Depuis le début des événements, déclenchés en juin dernier par les révélations fracassantes de l'ancien colonel Diaz Herrera — expulsé vers le Venezuela en décembre —, qui avait accusé l'« homme fort » du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, de fraude électorale, de meurtre et de trafic de drogue, c'est la première fois que les autorités évoquent la possible rupture des relations diplomatiques avec Washington. Les relations entre les deux pays connaissent une crise sans précédent à la suite de la décision des Etats-Unis de ne plus reconnaître l'autorité du général Noriega, démis de ses fonctions par le président Eric Delvalle.

L'état se resserre autour du général Noriega qui avait réagi à sa destitution en limogeant à son tour le président Delvalle et en faisant désigner, dans des conditions rocambolesques, un nouveau président de la République, M. Manuel Solís Palma. Les sanctions économiques prises la semaine dernière par les Etats-Unis contre Panama, en particulier le gel des comptes du gouvernement panaméen dans les banques situées en territoire américain (environ 50 millions de dollars) se révèlent efficaces. Faute de liquidités, le Panama n'a pas de monnaie nationale et utilise le dollar — les autorités ont été contraintes de décréter la fermeture des banques nationales et étrangères « jusqu'à nouvel ordre ».

Selon les banquiers, qui se disent « très préoccupés » par la situation, cette mesure était indispensable à la suite de la ruée des épargnants qui ont vidé leurs comptes la semaine dernière. Le gouvernement a dû cependant faire une entorse à sa propre réglementation en autorisant le paiement des chèques de plusieurs milliers de retraités qui avaient manifesté lundi leur colère et leur désespoir en dressant des barricades dans les rues de la capitale. Il est improbable, selon les banquiers consultés, que le gouvernement puisse répéter l'opération lundi prochain lorsqu'il devra honorer les chèques des quelque cent mille fonctionnaires, soit environ 33 millions de dollars. Le gouvernement ne disposerait, en effet, que de 20 à 30 millions de dollars. Un autre paiement, environ 82 millions de dollars, est prévu à la même date : le remboursement des intérêts de la dette.

Les chèques ne sont  
plus acceptés

Les magasins n'acceptent plus les chèques, ni les cartes de crédit, ni même dans certains cas les billets de 100 dollars, faute de monnaie. Les gens limitent leurs dépenses au strict minimum, gardant leurs précieux dollars pour les produits alimentaires. Les plus désemparés vont même jusqu'à « vendre » leurs chèques à moitié prix pour obtenir immédiatement du liquide. Plus grave : la confiance des banques étrangères est sérieusement ébranlée par cette crise qui s'étend depuis huit mois. A condition de ne pas être cités nommément, certains banquiers étrangers et panaméens estiment que le Centre financier international de Panama (plus d'une centaine de banques étrangères, dont le Crédit lyonnais et la BNP) ne pourra pas se relever de cette crise.

« Seul un départ rapide du général Noriega permettra de rétablir l'ordre et la confiance », affirment les milieux économiques qui sont à l'origine de la campagne menée contre l'« homme fort » du Panama.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Suite de la première page.)

Chez les républicains, M. Bush était certes le favori de ce super-mardi, mais sa victoire dépasse toutes ses espérances et la plupart des sondages : en fait le vice-président a raflé presque toute la mise — 16 Etats sur les 17 en compétition — et en particulier tout le Sud, y compris la Floride et le Texas.

Il l'emporte même dans le Missouri, c'est-à-dire dans le Middle West, de quoi rendre plus amer encore son rival Robert Dole qui, il y a quelques semaines, passait pour un formidable adversaire et affectait de traiter par le mépris mais brouillon sénateur n'a pas encore perdu. Mais M. Bush a déjà obtenu plus de 750 des délégués qui se réuniront à la convention républicaine de La Nouvelle-Orléans, soit 65 % du total requis pour obtenir l'investiture. Pour l'emporter, le sénateur Dole devrait lui obtenir 84 % de tous les délégués qui doivent encore être désignés : c'est pratiquement impossible, à moins que le vice-président ne s'effondre de lui-même, ou sous les coups de ses adversaires conjugués.

Déjà avant le vote de mardi, M. Dole a essayé de prendre la tête d'une coalition « anti-Bush », appelant à la rescousse les partisans des deux autres candidats encore en lice, les superconservateurs Pat Robertson et Jack Kemp. Mais ce dernier — qui, mardi, n'a, nulle part, pu faire mieux que quatrième — semble plutôt pencher pour le vice-président. Quant à l'extrême-droite Pat Robertson, son étoile ne cesse de pâlir.

Il a sans doute gagné les « caucus » de l'Etat de Washington, sur la côte du Pacifique, mais dans toutes les « primaires » il n'est arrivé qu'en troisième position. Il a même obtenu moins de voix parmi les chrétiens fondamentalistes que M. Bush. Il affirme vouloir continuer jusqu'à la convention, mais son éternel sourire se fait de plus en plus humble, sa voix de plus en plus doucereuse... Au bout du compte, il n'est même pas certain que son éventuelle alliance avec M. Dole apporte beaucoup au sénateur du Kansas.

En tout état de cause, les jeux pourraient être faits beaucoup plus tôt : si le sénateur Dole ne

gagne pas, le mardi 15 mars, l'importante primaire de l'Illinois (avec Chicago), c'en est fait de sa candidature. Et s'il gagne, tout reste à faire, pour lui.

Trois vainqueurs  
démocrates

Dans le camp démocrate, les choses sont, comme il est de tradition, beaucoup plus compliquées. S'il y a, au soir de ce super-mardi, un clair perdant, il y a aussi trois vainqueurs, c'est-à-dire qu'il n'y en a vraiment aucun.

Le perdant, c'est Richard Gephardt, qui avait pourtant fait un départ en fanfare en remportant brillamment, il y a un mois, les « caucus » de l'Iowa, et même une campagne populiste et protectionniste : il ne l'emporte que dans son propre Etat, le Missouri, et se trouve à court d'argent. La pente, pour lui, sera très dure à remonter.

Les vainqueurs sont Albert Gore, le sénateur du Tennessee — il gagne dans cinq Etats situés à la périphérie du véritable Sud (Tennessee, Kentucky, Oklahoma, Caroline du Nord, Arkansas), — le pasteur Jesse Jackson, qui l'emporte dans le Sud profond (Mississippi, Georgie, Virginie, Louisiane et Alabama), et M. Michael Dukakis, qui l'emporte en Floride et au Texas, dans le Maryland, et aussi dans des Etats industriels comme le Massachusetts — dont il est gouverneur — et Rhode Island. Ces trois victoires sont de nature différente, et ni leur sens ni leurs portées ne sont les mêmes : la plus frappante, la plus lourde de signification historique, c'est évidemment celle du pasteur Jackson. Un Noir qui s'impose dans tout le Sud traditionnel et arrive en seconde position dans un grand nombre d'autres Etats, c'est une date dans l'histoire des Etats-Unis, une « victoire pour l'Amérique », comme le proclame lui-même le candidat, et comme en conviennent — mi-figue, mi-raisin — les responsables du Parti démocrate.

Pour arriver à ce résultat, Jesse Jackson a recueilli la quasi-totalité des voix noires (souvent plus de 90 %), alors qu'en 1984, une bonne partie d'entre elles s'étaient portées sur Walter Mondale. Mais il a aussi attiré les votes d'une fraction des Blancs (un peu moins de 10 % en moyenne selon les premières estimations) : c'est sans doute peu dans l'absolu, mais c'est déjà beaucoup, dans ces Etats où les blessures d'hier sont à peine cicatrisées, où la lutte pour les droits

civiques date d'hier, et où les Blancs sont plus blancs qu'ailleurs.

Albert Gore a tout autant de raisons de se réjouir, et même de pousser un immense soupir de soulagement : il avait risqué très gros, en faisant porter presque exclusivement son effort sur ce super-mardi, en se présentant comme l'enfant du pays — ce qu'il n'est pas vraiment, parce que le Tennessee, ce n'est pas encore tout à fait le Sud, — et surtout parce que le jeune sénateur, élevé dans un établissement élitiste de Washington, et au passé plutôt libéral, ne correspond guère à l'idée que les sudistes se font d'eux-mêmes. Il a dépensé énormément d'argent (trois millions de dollars, avant tout en publicités télévisées), et il a eu l'astuce de concentrer ses attaques contre Richard Gephardt, dans l'espoir de l'éliminer de la course — ce qu'il a presque réussi à faire — et de se poser en seul adversaire crédible de M. Michael Dukakis.

Ce dernier a obtenu sensiblement moins de voix que ses deux concurrents (450 000 environ, contre 790 000 pour Albert Gore et plus de 600 000 pour Jesse Jackson, selon un premier décompte général), mais c'est lui qui en a tiré le meilleur parti, puisqu'il a remporté les deux « gros lots », la Floride et le Texas, qui envoient le plus grand nombre de délégués à la convention. Son succès — celui d'un libéral du Nord-Est — montre lui aussi que le Sud n'est plus ce qu'il était. Mais le gouverneur du Massachusetts, homme méthodique et très organisé, a remarquablement « ciblé » sa campagne : en Floride, il a jeté son dévolu sur l'électorat juif, dont il a obtenu 78 % des voix, sur les retraités, également très nombreux dans cet Etat qui se développe à vive allure, et sur les catholiques. Un peu partout, il a recueilli les suffrages de ceux qui se sont récemment installés dans le Sud, mais viennent du Nord-Est ou du Middle-West, ont souvent gardé la triple libéralité et se trouvent aussi être ceux qui votent le plus assidûment (la participation est d'ordinaire très faible pour les primaires).

Enfin, ce fils d'immigrés grecs à l'élocution saccadée et à l'accent bostonien disposait partiellement d'un atout précieux pour toucher les nombreux Latino-Américains du Texas et de Floride : il parle très bien espagnol, et en a fait largement usage, dans sa campagne.

Au total, et même si son message reste creux et ses discours désespérément plats, le gouverneur du Massachusetts apparaît

aujourd'hui comme celui qui a le plus de chances d'arriver en tête à la convention démocrate, en juillet. Dès maintenant, il peut compter sur un peu plus de cinq cents délégués contre un peu plus de quatre cents chacun pour M.M. Gore et Jackson. Un libéral du Nord-Est, un faux Sudiste et un vrai Noir, voilà un bien étrange résultat pour les responsables démocrates, qui avaient imaginé d'organiser cette « superprimaire » dans le but de reconstruire le Parti démocrate, pour éviter qu'il ne désigne à nouveau un candidat susceptible de faire fuir tous les modérés du Sud vers le candidat républicain.

Le succès  
du vieux magicien

Jusqu'à présent, les principaux candidats du « parti de l'âne » se sont livrés une lutte sans merci, à coups de très désobligeantes publicités négatives (à l'exception de Jesse Jackson, qui a refusé d'entrer dans ce jeu, et n'a pas d'ailleurs pas eu les moyens financiers). Il faudra bien pourtant, un jour, que des compromis soient trouvés et que des alliances se nouent, et il faudra bien aussi que le candidat finalement investi — qui, forcément, sera blanc — essaie de récupérer le capital de voix amassé par Jesse Jackson. Cela risque de poser des problèmes aussi délicats à Michael Dukakis qu'à Albert Gore, qui n'ont guère, jusqu'à présent, cultivé ce terrain-là.

Dès maintenant, les démocrates affectent de se réjouir que leur adversaire plus que probable soit George Bush, un homme qu'ils affirment pouvoir battre sans problème. Mais cette réputation ne l'a pas empêché de remporter un triomphe mardi, ni de gagner, trois semaines plus tôt, dans le New-Hampshire, alors qu'il semblait en perdition. S'il est débarrassé assez vite de la surenchère ultra-conservatrice au sein de son propre camp, M. Bush pourrait attirer les démocrates modérés, qui font régulièrement défaut à leur propre parti. Il lui suffirait pour cela que l'économie américaine « tiennent », comme elle semble devoir le faire, jusqu'à l'élection, et que M. Reagan obtienne un ou deux succès de politique étrangère. Après tout, la victoire du vice-président dans le Sud est aussi celle du vieux magicien, la preuve qu'au bout de huit années, et malgré tant de déboires et d'impairs, bon nombre d'Américains trouvent toujours le réagisme à leur goût.

JAN KRAUZE.

## Les « primaires » du Sud aux Etats-Unis

## ÉTATS-UNIS

M. Mario Cuomo dans le rôle  
de l'« imam caché » démocrate

« Je suis le seul homme politique en visite dans le Sud qui ne soit pas à la recherche d'un meilleur emploi... » Lancée à la volée, devant une foule curieuse et amusée, quelques jours à peine avant le « super tuesday », la plaisanterie, forcément, avait porté. Nul doute qu'au soir du 8 mars, en écoutant les moines résultats de leurs champions aux primaires du Sud, les électeurs démocrates de San-Antonio, au Texas, se sont souvenus avec un soupir de la visite « désintéressée » que venait de leur faire le charismatique gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo. Voilà qui ferait un bon candidat, très au-dessus de la mêlée démocrate !

Officiellement pourtant, c'est non. Le gouverneur l'a lui-même annoncé il y a presque un an. Il l'a même redit, avec moins de conviction, à l'automne, lorsque le hasard de ses déplacements l'a propulsé, lui si casanier d'habitude, depuis son fief du Queens dans le lointain Texas justement, enjeu convoité des primaires. Bref, jamais non-candidat n'aura été plus présent, y compris

lorsque, pour combler ses lacunes en politique étrangère, le gouverneur est allé, à grand renfort de publicité, étudier de plus près la « perestroïka » soviétique. Pas devenu adepte de la « glasnost » pour autant, il a cessé depuis de multiplier les petites phrases meurtrières sur ses concurrents déclarés à la Maison Blanche, en maintenant l'ambiguïté sur sa propre candidature.

Résultat : face à l'héritier réagien George Bush, qui, chez les républicains, s'apprête à recueillir une investiture qui lui revient presque de droit divin, Mario Cuomo joue les « imams cachés » démocrates. Une tactique électorale qui a fait ses preuves sous toutes les latitudes...

Si le calcul est risqué, il n'est pas inutile. D'autant que ce « super tuesday » démocrate, loin de clarifier la situation parmi les candidats, n'a fait qu'ajouter à la confusion. Loin aussi d'éviter la « dérive libérale » dont souffre le parti, il a précipité en plaçant parmi les favoris des libéraux extrêmes ou plus simplement bon teint comme Jesse Jackson ou Michael Dukakis.

## Un style

## « familial-grand public »

Jackson, par définition, n'a aucune chance. Pour être habile tacticien, le petit gouverneur du Massachusetts ne pèse pas encore, pour sa part, très lourd. Le « régionalisme » d'un Gore et le populisme démagogique d'un Gephardt n'ont rien de très emboussant. Face à Bush sans doute, et à la formidable machine républicaine, l'automne prochain, qui fera le poids ? Cuomo peut...

A tout prendre, le gouverneur l'a prouvé avec succès à la convention démocrate de San-Francisco il y a

quatre ans il est un tribun redoutable. Moins flamboyant que « Jesse », dans un style plus « familial-grand public », il sait convaincre. D'autant que lui, au moins, a des choses à dire, un credo qui mélange — il le précise lui-même — une certaine compassion vieille école à un solide réalisme en matière de fiscalité. Du conservatisme à visage humain en quelque sorte. Et qui porte ses fruits. Car si, après tout, M. Dukakis n'a d'autre titre de gloire que d'avoir opéré, dans son Etat du Massachusetts, un redressement spectaculaire, M. Cuomo en a fait autant à New-York, équilibrant quatre années de suite un budget dont il avait hérité grevé de plus de 1 milliard de dollars de déficit.

En outre, et ce ne saurait déplaire aux électeurs les plus frileusement conservateurs, il est un des rares gouverneurs démocrates à avoir opéré des coupes dans les impôts. Enfin, pour ne rien gêner, le gouverneur préconise une défense « forte » et, ce qui lui a valu l'admiration de Richard Nixon, il se dit prêt à ne pas « brader » l'initiative de défense stratégique (IDS), si chère à la Maison Blanche.

Reste que M. Cuomo est un Italo-New-Yorkais catholique, avec les inévitables réticences et rumeurs que cela suscite. Reste surtout que les primaires sont déjà bien avancées et que, s'il veut, « arracher » la faveur de la convention à la faveur de la confusion, il lui faudra malgré tout mettre la main à la pâte en s'inscrivant par exemple, pour le principe, aux primaires tardives de Californie. Même dans l'intérêt supérieur du parti, il est douteux que les rescapés des « sept nains démocrates », qui patagent depuis des semaines dans la neige et les ornières de la campagne, lui obéissent la place sans lutter.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

## Diplomatie

Un colloque de l'Union de l'Europe occidentale à Londres

Les difficultés de la coopération européenne  
en matière d'armementsLONDRES  
de notre correspondant

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) pourrait proposer cet été la création d'une agence européenne des armements comparable à l'Agence spatiale européenne. Tel est le principal résultat du colloque sur la coopération européenne dans le domaine des armements organisé les 7 et 8 mars à Londres par l'UEO.

M. John Wilkinson, député conservateur britannique et président de la commission scientifique, technique et aérospatiale de l'UEO, a été chargé de rédiger un rapport à ce sujet, qui sera présenté en juin à la prochaine assemblée générale de l'Organisation (1).

L'idée d'une institution européenne qui proposerait et financerait des programmes communs d'armement a progressé ces derniers mois, même si les obstacles à franchir avant qu'elle ne voie le jour apparaissent considérables. M. Hubert Curien, ancien ministre français de la recherche scientifique, a souhaité que la future agence ait un fonctionnement souple. Elle devrait offrir, selon lui, des programmes « au sein et à la carte ». Les premiers seraient obligatoires pour tous les Etats participants alors que les seconds seraient facultatifs.

cille de se mettre d'accord sur le prix du beurre qui n'engage pas véritablement la survie et la souveraineté des nations... », a-t-il déclaré.

Le ministre britannique de la défense, M. George Younger, a pour sa part plaidé pour une meilleure coordination dans le cadre de l'OTAN : « L'OTAN n'a pas et n'aura pas avec plusieurs années un système interopérable entre les différentes armées de l'air d'identification des avions amis et ennemis. Si nous avions à nous battre demain ou l'an prochain, ou même l'année suivante, nous abattrions inévitablement un certain nombre de nos propres appareils », a-t-il affirmé.

La coopération européenne dans l'aéronautique militaire était précisément au cœur du débat. On sait que la France s'apprête à produire — seule — le Rafale construit par Dassault, dont un prototype existe déjà, alors que la Grande-Bretagne, la RFA, l'Espagne et l'Italie préparent un « avion de combat européen » concurrent.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Font partie de l'UEO : Grande-Bretagne, France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

Un accord START entraînera un mieux  
une réduction de 35 % des armes stratégiques

affirme M. Jean-Bernard Raimond devant l'IHEDN

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a prononcé le mardi 8 mars devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) un discours sur les relations est-ouest et les négociations de désarmement, dans lequel il souligne notamment que l'approche française du désarmement « se veut politique et s'insère dans le cadre plus large d'une évolution du statu quo en Europe qui ne soit pas seulement celle du rapport des forces militaires ».

A propos des négociations sur les armes stratégiques, M. Raimond rappelle notamment qu'il a été convenu, lors du sommet de Washington, en décembre, d'exclure

les missiles de croisière lancés à partir de la mer des réductions de 50 %. « Un accord START n'entraînera pas une réduction de 50 % des têtes nucléaires des deux pays, conclut le ministre, mais plus vraisemblablement une limitation qui serait au mieux de l'ordre de 35 %, si l'on tient compte de surcroît de l'incidence des règles de décompte pour les bombardiers et les missiles de croisière qu'ils emportent. Cela ramènerait les Etats-Unis et l'URSS à la fin du siècle au niveau des forces stratégiques qui était approximativement le leur au milieu des années 70. Ce serait un très grand progrès, mais ce ne serait pas une révolution stratégique. »

**Picard**  
supprime la clé !  
**Parade**  
La serrure automatique sans clé  
— Un code que vous choisissez vous-même.  
— Un code que vous pouvez changer immédiatement vous-même.  
— Un code qui commande l'ouverture ou la fermeture sans effort des 10 pédales de votre serrure.  
— Plus d'usure, la porte est toujours bien fermée.  
— Plus de risque de clé oubliée à l'extérieur.  
— Plus de clé perdue ou volée.  
A. rue Saint-Sauveur  
75002 Paris - Tél. : 42-33-44-85



# Asie

## TUNISIE : soumis aux députés

**Le projet de réforme constitutionnelle est destiné à « renforcer la démocratie »**

résistance nationale (FRNSIP), le principal mouvement d'opposition « basé au Gabon ». De Libourne, le secrétaire général du Front, M. Quintin-Bonafant a nié la responsabilité de son organisation dans la tentative de coup, mais il a admis qu'elle « pouvait avoir été menée par des dissidents du Front ». Les autorités de Libreville affirment pour leur part que le FRNSIP n'a plus de représentation au Gabon, l'un des dirigeants, M. Alfonso Des Saints, ayant été expulsé en 1964 pour « des activités paramilitaires », qu'il serait allé poursuivre en Afrique du Sud.

## Veto américain et britannique à l'ONU contre des sanctions obligatoires

Un calme total régnait mardi soir à Sao-Tomé, où la population semblait ne s'être aperçue de rien jusqu'à ce que l'« homme fort » du pays, le président da Costa, lançât un appel public « au calme et à la vigilance ».

Indépendant depuis 1975, l'archipel de Sao-Tomé-et-Principe, ex-colonie britannique, a choisi de se rattacher au gouvernement d'obédience marxiste, très proche de l'URSS. Vivant essentiellement de la pêche et surtout de l'aide internationale, le pays figure parmi les moins avancés du monde.

Une première tentative de coup d'Etat avait eu lieu en 1976, année au cours de laquelle l'URSS avait installé sur place un radar de campagne et aussi l'Achébé, composé de six cents soldats angolais qui s'y trouvent toujours. Une autre tentative eut lieu en 1979. Une certaine déstabilisation du régime est apparue depuis 1982, dans le cadre d'un programme de libéralisation économique imposé par les institutions financières internationales. — (AFP, Reuters).

Le premier ministre, M. Hédi Baccouche, a présenté, mardi 8 mars, devant la Chambre de députés, un projet de réforme de la Constitution qui, a-t-il déclaré, « renforcera le régime républicain et la démocratie ». Ce projet, dont la mise au point a donné lieu à diverses consultations, y compris avec les partis de l'opposition, porte essentiellement sur deux points : la suppression de la présidence à vie et la succession du chef de l'Etat — qui illustraient, selon M. Baccouche, l'un des aspects de « la dégradation politique en Tunisie ».

Selon les nouvelles dispositions qui seront soumises aux députés dans les semaines à venir, le président de la République sera élu pour cinq ans au suffrage universel et rééligible seulement pour deux mandats consécutifs (quinze ans en tout). Il devra être âgé de quarante ans au moins et de soixante-dix au plus. De profondes modifications seront aussi apportées au mécanisme de la succession qui, jusqu'ici, était assurée automatiquement par le premier ministre en exercice jusqu'à la fin de la législature en cours.

L'amendement proposé prévoit que l'intérim de la magistrature suprême sera exercé par le président de la Chambre des députés pour une période de quarante-cinq à soixante jours au terme de laquelle de nouvelles élections - auxquelles il ne pourra se présenter - seront organi-

Par ailleurs, le projet redéfinit le rôle du premier ministre qui sera seulement appelé à « coordonner » l'action du gouvernement et à suppléer, le cas échéant, le chef de l'Etat à la présidence du conseil des ministres et non plus à « diriger » le

D'autres amendements prévoient notamment l'adoption des lois organiques à la majorité absolue et non plus à celle des deux tiers et l'abaissement de vingt-huit à vingt-cinq ans de l'âge de candidature à la députation. En outre, des dispositions transitoires donnent au président de la République la possibilité d'organiser des élections présidentielles et législatives jusqu'en 1990.

La législature actuelle se termine en principe le 1<sup>er</sup> novembre 1991, date à laquelle, selon la Constitution encore en vigueur, prend fin aussi le mandat présidentiel. L'éventualité d'élections législatives anticipées, qui a été récemment évoquée par le chef de l'Etat dans des déclarations à la presse, semble donc se confirmer.

Ainsi que l'a rappelé M. Baccouche devant les députés, le président Ben Ali s'était engagé à cette réforme constitutionnelle le 7 novembre, jour de sa prise de pouvoir. Il avait aussi annoncé, le même jour, une loi sur l'existence des partis politiques — qui est en cours d'élaboration — et une révision du code de la presse qui devrait être terminée avant la fin du mois.

M. Ben Ali a, d'autre part, décidé d'apporter une aide à la presse d'opposition dont deux de ses titres, *Al Mostaqbal*, du Mouvement des démocrates-socialistes (MDS) et *Attarak al Djedi*, du Parti communiste, viennent de suspendre leur parution pour raisons financières. Cette aide, a annoncé, mardi, le ministre de l'Information, M. Abdelwahab Abdallah, dans une interview au journal *La Presse*, prendra la forme d'une subvention représentant 60 % du prix d'achat du papier. En outre, les amendes infligées aux journaux avant le 7 novembre seront annulées.

**MICHEL DEURÉ**

## Amnesty International dénonce le « regain de violence politique »

Les victimes sont dix-huit prises au hasard, comme les paroisses villageoises tuées le 10 février 1987 dans la province de Nuevra-Escia par des soldats. Mais la plupart du temps, il s'agit de militants de gauche, de syndicalistes ou de chrétiens engagés. Amnesty appelle ces cas de massacres sanglants «épurations» et demande la libération de la famille, «enlantes» comprise. Militaires et «villants» — parmi lesquels on trouve des repris de justice — ont été condamnés à mort. Amnesty n'a relevé qu'un seul cas de condamnation. Des témoins ont été menacés ou tués. C'est pourquoi l'organisation humanitaire, qui a été créée en 1977, appelle ces cas «Cory», «demande au gouvernement Aquino de réaffirmer publiquement l'engagement qu'il avait pris sur la protection des droits de l'homme avant d'arriver au pouvoir».

Amnesty se penche sur les « exécutions extrajudiciaires », c'est-à-dire « les assassinats illégaux et arbitraires commis par les gouvernements ou avec leur accord ». Il s'agit surtout d'actes de représailles perpétrés par des soldats ou par des « vigilantes » — milices anticomunistes — à la suite de coups de main de la Nouvelle Armée populaire (NPA, guérilla communiste) ou de meurtres commis par les « mineurs », les « escadrons de la mort » de la NPA. Par Amnesty ne cache pas que certains de ces livres elle s'inspire à une campagne de terreur (elle a tué quatre-vingt-huit personnes dans la région de Manille entre janvier et novembre 1987).

**P. de B.**

(1) « Philippines : armée assassine - Hier et encore », Amnesty International, section française, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 14, Tél. : 43-38-74-74.

## Hanoï reproche au Vatican de déformer l'histoire

Le conflit s'aggrave entre les autorités du-Vietnam et le Vatican à l'occasion de la visite du 17 juin au 23 août 1975, à Rome, de cent dix-sept cléricaux, prêtres et laïcs, vietnamiens, français et espagnols, martyrisés aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Le Comité permanent de la conférence épiscopale catholique (quarante évêques représentant près de cinq millions de fidèles) a été reçu, le samedi 5 mars, par le président du Conseil d'Etat vietnamien, M. Vo Chi Cong. Il avait déjà été convoqué les 26 et 27 juin à Hanoï par le bureau des affaires religieuses du régime. *Le fait de la venue d'une délégation épiscopale au Cuvot d'une telle importance* a été perçu, à Hanoï, à la différence de Pékin, Hanoï a gardé des relations diplomatiques.

Dans un article publié dans le journal *Nhân Dân*, M. Phung Quang Huy, directeur des affaires religieuses, renouvela ses attaques contre le Vatican, accusé d'avoir déformé l'histoire et de porter un coup à l'unité de la nation : « Parmi les cent dix-sept martyrs, affirme-t-il, certains étaient d'hommes catholiques, tandis que d'autres étaient impliqués dans des affaires politiques et condamnés pour haute trahison. Parmi les missionnaires étrangers, plusieurs furent recherchés ou arrêtés à cause de leurs contacts avec des navires de guerre français qui débarquaient sur la côte ou ramenaient du Vietnam des collaborateurs chargés de fomenter des soulèvements armés contre la cour. »

D.H.E.A. CONTRE SIDA.  
SEPT MOIS D'ENQUETE SUR UN ESPOIR.

**D**eux cow-boys irlandais l'ont débusquée. Dix cobayes à Paris y ont cru. Une multinationale pharmaceutique a misé dessus. L'hormone DHEA, hypothèse pour les uns, espoir pour les autres, enjeu pour tous, soigne peut-être le Sida...

Sida. Top secret sur un espoir.  
Rolling Stone n° 3 page 28.



**Rolling Stone**

**SI ÇA COMPTE, ON RACONTE.**  
PARAIT LE DEUXIÈME MERCREDI DU MOIS. 30F.

**From S. Richardson**

هكذا من الاصل





# Politique

La campagne dans la majorité

## Les « premiers ministrables » de M. Jacques Chirac

En conclusion de sa première *Heure de vérité*, le 10 septembre 1986, M. Balladur avait affirmé en réponse à une question sur son destin de « premier-ministrable » pour l'après-88 : « Il ne faut pas en parler parce que je ne le serai pas. »

Cette proclamation téméraire était sans doute à mettre, à l'époque, au compte de ce que de Gaulle appelait avec ironie « mon inexpérience ». Toutefois — *voilà notons* — M. Balladur qui dans un article du *Monde* du 16 septembre 1983 avait conceptualisé la cohabitation, a confirmé son profil de potentiel chef de gouvernement. Ses responsabilités gouvernementales ne

l'ont pas privé du rôle éminent de principal conseiller politique de M. Chirac qu'il a joué aussi bien avant qu'après le 16 mars 1986. Le ministre d'Etat n'est en effet pas seulement associé à toutes les décisions prises par le gouvernement depuis deux ans, il participe à la définition du comportement politique de M. Chirac et de sa stratégie électorale.

Dans la fictive galerie des portraits où M. Chirac pourrait faire son choix, d'autres noms peuvent figurer. Celui de M. Charles Pasqua est avancé en raison notamment des succès

remportés par le ministre de l'intérieur dans sa lutte contre l'insécurité, de la fermeté de ses convictions, de ses talents de tribun, de son habileté d'homme politique et du fait qu'il tient l'appareil chiracien. Lui aussi joue depuis longtemps, auprès de M. Chirac, un rôle éminent, discret et varié.

M. Philippe Séguin a su, au poste de ministre des affaires sociales et de l'emploi, maîtriser et mettre au service du chef du gouvernement une énergie, des convictions et un caractère en même temps qu'un goût de la négociation et un sens de la diplomatie qui s'étaient jusqu'alors manifestés

de façon souvent intempestive. Mais il n'est pas, aujourd'hui, en situation de postuler à Matignon face aux deux précédents « poids lourds ».

Mais le « présidentiable » Jacques Chirac peut aussi porter son choix hors de son parti d'origine pour diriger son « premier » gouvernement. Les amis proches, « sans parti », ne manquent pas qui accepteraient une telle mission, de même que des personnalités politiques appartenant à l'UDF qui font un tel rêve, comme M. André Girard, ou M. François Léotard.

A. P.

### M. Pasqua : le plaisir du contre-pied...

Quoi ! M. Charles Pasqua à l'Hôtel Matignon ?

On imagine déjà la polémique : comment oser nommer à la tête du gouvernement le « premier filic » de France, l'ancien vice-président du Service d'action civique, ce vendeur de passés reconvertis dans le boniment politique, cet expert en vrai-faux passeport, ce faux comique ! Mais non, pas ce Pasqua-là, l'autre Pasqua, celui du jour : l'ancien résistant, le grognard du gaullisme, le baroudeur en chef du chiraquisme, l'architecte du RPR, le bon ministre de l'intérieur devenu l'homme de l'année 1987 après ses succès contre le terrorisme et la libération de Roger Auker et Jean-Louis Normandin. Charlie le bien-aimé des militants, celui que M. François Mitterrand lui-même juge « modéré ».

Qui eût simplement osé, il y a deux ans, envisager une pareille éventualité ? Le fait qu'elle puisse l'être aujourd'hui montre le chemin parcouru par cet homme à facettes multiples qu'a longtemps desservi une mauvaise réputation née dans les combats d'un militantisme sulfureux.

Que cela plaise ou non à ses adversaires, M. Pasqua a réussi à devenir une star. Y compris à l'Elysée ! Qui aurait parié, au printemps 1986, à l'aube de la cohabitation, que Charles le Diable et François le Rouge finirait par faire copain-copain ? Qu'on verrait le président socialiste de la République et le ministre chiracien de l'intérieur deviser courtoisement dans les salons, échanger des clics d'usage, se féliciter des ministères, s'amusent en compagnie au cours des réceptions officielles, liés par leur appartenance commune à la Résistance ?

M. Mitterrand ? M. Pasqua a depuis longtemps, lui aussi, succombé à la « tontonmanie ». « Oui, je m'entends bien avec François Mitterrand », nous confiait-il l'autonome dernier. Dès qu'il a été président il a été aimable avec moi, et je ne ferai jamais rien de déloyal à son égard. Mais il n'attend pas de cadeau de moi, comme moi je n'attends pas de lui. »

A la même époque, le ministre de l'intérieur voulait se persuader que le président de la République ne solliciterait pas un nouveau mandat : « François Mitterrand, nous disait-il, réalise des choses exceptionnelles. Qu'a-t-il à gagner dans une nouvelle

bataille ? Il sait que s'il est candidat, à la minute même où il le sera, il en prendra plein la gueule. Tout le monde l'attaquera parce que la France n'a jamais été aussi à droite. Il perdra sur le champ l'avantage qu'il a dans les sondages. Jusqu'à présent il est populaire parce que les Français lui savent gré d'avoir joué le jeu de la cohabitation, de ne pas avoir empêché le gouvernement de gouverner ; mais s'il annonce sa candidature, il perdra vingt points dans les sondages et sera ramené au score du Parti socialiste. Il donnera son image et ternira son bilan. Bien sûr, il ne faut jurer de rien et ne pas mésestimer le goût du pouvoir, mais s'il est sage il ne se représentera pas, ne serait-ce que dans son propre intérêt... »

#### Parachever l'Etat-RPR

Aujourd'hui, M. Pasqua fourbit son arsenal. Il aura respecté jusqu'au bout le président de la République dans l'exercice de ses fonctions, surtout parce que M. Mitterrand a eu à ses yeux une « pratique gaullienne » des institutions de la Ve République, mais il sera le premier à le « flinguer » (sic) dès que M. Mitterrand sera redevenu dans l'arène en tant que candidat du Parti socialiste. Le chef de l'Etat n'aura alors pire adversaire que « Charlie le Sabreur ».

M. Pasqua est prêt à ce choc frontal. Parce qu'il est prêt à tout pour faire élire son champion. Ses vieux compagnons de route, recrutés dans les milieux les plus hétéroclites, se tiennent à l'arrière. Personnellement, il a rodé ses arguments de campagne dans les meetings de province, où les auditoires militants, conquis par sa verve méridionale, lui font partout un triomphe. Chaque matin, au QG de la rue du Général-Foy, il organise les manœuvres du jour. Plus indispensable que jamais à M. Chirac, auquel il aimerait tout offrir, quelques jours avant le premier tour, la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann.

L'Hôtel Matignon ? M. Pasqua, à dire vrai, n'y pense guère. La place est, en principe, destinée à M. Balladur. Si M. Chirac est élu président de la République, le valeureux ministre de l'intérieur recevra de toute façon un bâton de maréchal. Cette victoire sera

aussi la sienne. Toutes les portes lui seront ouvertes. « Jacques » pourra-t-il refuser quoi que ce soit à « Charlie » ? Comme d'habitude, M. Pasqua fera semblant d'être grognon, sans raison. Il bougonnera. Conserver le poste-clé mais éprouver de la place Beauveuu ? Il n'en a guère envie. Sera-t-il volontaire pour le ministère de la défense ? Pour celui du commerce et de l'industrie ou même des affaires étrangères ? Il ne dit pas non.

Mais s'il le faut, bien entendu, il « prendra » Matignon. Si les circonstances devaient pour M. Chirac assez contraignantes pour justifier la nomination à la tête du gouvernement d'un militant à poigne capable aussi de faire preuve, au besoin, de doigté. Pour faire face par exemple à une menace de crise, verrouiller l'Etat, resserrer le carter, parachever — il en est bien capable, le bougre, et il aime ça — l'Etat-RPR. Il prendrait même un malin plaisir, si nécessaire, à se montrer alors... plutôt libéral pour prendre à contre-pied ses détracteurs. Comme il le fait déjà quand il souligne volontiers, en privé, en jouant des paradoxes, que « ce qu'il faudrait à la France, c'est la synthèse des valeurs pures du gaullisme et des valeurs pures du socialisme ».

Quoi qu'il en soit, M. Pasqua « prendra »... ce qui viendra. Dans l'hypothèse même où la défaite de son camp serait au rendez-vous présidentiel, son itinéraire personnel ne serait pas forcément interrompu. Si le scénario qu'il a écrit, celui à la catastrophe, qui, au RPR, apparaîtrait comme le plus apte, aux yeux des militants, à relever le flambeau ? Qui aurait assez de tonus pour ranimer les énergies, organiser la « résistance » ? En outre, pour peu que les résultats du scrutin donnent un coup d'arrêt au Front national, qui serait mis en place pour jeter les bases d'un rassemblement élargi à tous les azimuts de la droite française, jusqu'aux plus extrêmes ?

Au « Charlie's Club » il arrive que ces questions idéologiques soient posées. Et quand on lui demande ce qu'il en pense, le principal intéressé répond à la manière ambiguë... du sphinx de l'Elysée, son ennemi présumé : « Comme le disait de Gaulle, ce qui fait les grands hommes, c'est la rencontre de grands caractères et de circonstances exceptionnelles... »

ALAIN ROLLAT.

### M. Balladur : vers un grand parti libéral ?

M. Edouard Balladur, interrogé, un jour, sur la rumeur qui, au RPR, faisait de lui un « présidentiable bête », décocha un regard oblique dans la direction d'où était venue la question. « Ah ! Oui ? » demanda-t-il. « Nous voilà en France, Monsieur le ministre. Le « Ah ! Oui ? » est d'un grand sociétaire », s'exclama un convive. M. Balladur roit à peine.

Quelque poste qu'il lui soit confié, si M. Jacques Chirac est élu président de la République, le profil présidentiable du ministre d'Etat est fixé. Si, comme tout le monde le prévoit, c'est Matignon, M. Balladur y entrera avec la qualité que d'autres espèrent acquérir dans cette fonction. Ministre de l'économie avec une stature de premier ministre, l'ancien secrétaire général de l'Elysée sous Georges Pompidou sait donner à la mission qui lui est confiée la dimension dont il a le juge digne. Chef du gouvernement, nul doute qu'il aura, contrairement à son prédécesseur de 1974-1976 (M. Chirac) les « moyens » qu'il estimera nécessaires à son action.

Inventeur de la cohabitation pour le compte de M. Chirac et du RPR, M. Balladur en aura été, pendant deux ans, aux côtés du premier ministre, le navigateur. La victoire du pilote, sur le ligne d'arrivée, serait la consécration du travail accompli par le ministre d'Etat. Ce dernier y œuvre en tant que l'un des deux inspirateurs et animateurs, avec M. Charles Pasqua, de la campagne électorale de M. Chirac. Artisan du « redressement », qu'approuveraient les Français en élisant le premier ministre, M. Balladur en serait, tout naturellement, le continuateur à la tête du gouvernement.

Curieusement, le ministre d'Etat, qui a su opposer l'efficacité gestionnaire à la critique en demi-teinte de M. Raymond Barre, apparaît davantage comme un politique que comme un économiste. Il évoque le ministre des finances que fut M. Valéry Giscard d'Estaing, plutôt que celui qu'avait été, par exemple, M. Jacques Delors. Avec lui, la direction de l'économie française est

moins affaire de chiffres que de pouvoirs.

M. Balladur aime à dire que « pas grand-chose n'a vraiment d'importance », mais il admet que la vie — particulièrement la vie politique — soit faite de beaucoup de choses dépourvues de véritable importance. Il ne néglige aucune d'entre elles, naturellement, ce qui lui assure, par tout où elle s'exerce, une autorité inébranlable. Mieux vaut s'en éloigner que de tenter d'y résister.

Bien que haut fonctionnaire, le ministre d'Etat se défie de la technocratie et de la façon dont elle organise, à chaque époque, une mode autour d'un homme : Pierre Mendès France autrefois ; plus récemment, M. Barre. M. Balladur dénoncerait-il la prétention des fonctionnaires à imposer leur idéologie aux politiques ? Du moins croit-il, selon le titre de son livre, « *un homme plus qu'un Etat* ». Nullement disposé à abdiquer les responsabilités de la puissance publique, il fait davantage confiance à la compétence des responsables économiques qu'à l'économie dirigée.

Fidèle à la lignée gaulliste et pompidolienne, M. Balladur peut être homme de parti, mais il est, d'abord, l'homme d'un ordre, celui des carrières — dues au talent, certes — et des hiérarchies qui leur sont liées. Il n'aurait pas aimé les risques que les choix de M. Chirac avaient fait courir à cette société-là lorsque le président du RPR s'était opposé à M. Giscard d'Estaing aux élections européennes de 1979 et pour l'élection présidentielle de 1981.

Lorsque le ministre d'Etat évoque un rapprochement entre le RPR et la famille UDF, qui pourrait passer par des congrès communs et aboutir à l'émergence d'une unique formation libérale, il s'empare, certes, à gager le rival de M. Chirac dans l'actuelle compétition présidentielle. La tactique, pourtant, n'est pas tout. M. Balladur a en tête un grand parti qui, comme le PS, tolérerait les courants, mais conserverait les candidatures aux élections et le renouvellement des générations : un dessin politique ambitieux pour son premier ministre au long cours.

PATRICK JARREAU.

#### BIBLIOGRAPHIE

« La Droite la plus bête du monde ? », de Philippe Vasseur

#### Masochisme...

En ces périodes d'avalanches éditoriales, voilà un livre politique qui tombe bien ! Quelques deux cents pages pour poser cette question qui, depuis qu'elle fut soulevée jadis par Guy Mollet, a véritablement jamais trouvée de réponse satisfaisante : serions-nous en présence de la droite « la plus bête du monde » ?

L'opportunité de cette interrogation, à nouveau lancée à la face du microcosme, tient non seulement à la proximité de l'élection présidentielle, mais aussi à l'épisode cloche-mesle de la cantonale de Lille-Ouest. Certains pourront même se demander si, par prémonition, l'auteur n'a pas attendu ces nou-

velles bibelles majoritaires pour fustiger la courbe de ses venes.

Car voilà au moins quelque un qui sait de quoi il parle. Posé par un nouveau Guy Mollet, style Popereau, Laignel ou Chevènement, cette question n'aurait en évidence strictement aucun intérêt. Mais lancée par un député de droite, porte-parole d'un parti de droite, le sujet devient captivant. Iconoclaste invité, Philippe Vasseur, a osé. Eh, depuis du Pas-de-Calais dans la fourme de mars 1986, porte-parole du Parti républicain, il nous livre un singulier bilan de mandat introduit par cette question insistante à l'adresse de ses propres compagnons de combat : « Sommes-nous certains d'avoir tout fait pour perdre l'élection présidentielle ? » Philippe Vasseur n'est pas loin de penser qu'en deux ans la majorité pouvait, sur cette voie suicidaire, s'avancer davantage : cet « amendement Coluche » pour les pauvres défendu par le PR, mais mis en pièces par les technocrates balladuriens de la Rue de Rivoli ; « ces conjurations de vaincus » ou d'« ambitieux vieillissants » qui préférèrent toujours faire élire un adversaire plutôt que le partenaire ; « cette mise en scène digne du Grand Guignol » que fut sous le ciel de Fréjus en juin 1987 le règlement de compte entre Jacques Chirac et François Léotard ; « les gémissements des grands anciens » de la maison RPR ; la politique de l'autruche face à l'aigle Le Pen ; « la comédie du pouvoir législatif » ; l'Assemblée nationale ; « la boulimie électorale » sur le terrain.

#### Les limites du parler vrai

Rien n'est perdu, conclut pourtant Philippe Vasseur, car il est toujours possible de trouver plus bête que soi. Consolation minimale, car après le chapitre obligatoire sur les gros péchés de la gauche, ce livre confessionnel, se termine néanmoins dans un cauchemar : la réflexion de François Mitterrand, l'atomisation de l'UDF, l'implosion de la majorité, bref le déluge.

Ses amis pardonneront sans doute difficilement à Philippe Vasseur un tel masochisme. Les limites du « parler vrai », dans ce milieu, sont vite atteintes. Philippe Vasseur a voulu les dépasser. Le journaliste qu'il fut et qu'il pourrait redevenir, a étouffé l'honorable parlementaire. La lucidité et l'humour sont sans doute, dans le microcosme, les choses les moins bien partagées. Il n'est pas interdit d'imaginer. A sa façon, Philippe Vasseur démontre qu'il ne faut pas désespérer de cette droite-là.

B. G.

« La Droite la plus bête du monde ? », Editions Belfond, 196 p., 98 F.

DANIEL CARTON.

### M. Raymond Barre à Toulouse

## « Je compte sur vous pour gagner le premier tour »

TOULOUSE  
de notre envoyé spécial

« Je compte sur vous pour gagner ce combat, je compte sur vous pour gagner le premier tour. » M. Raymond Barre a enclenché mardi soir 8 mars à Toulouse, où il a battu tous ses records d'affluence — trois mille à quinze mille personnes — la vitote supérieure, après une semaine passée « à faire du secteur », à se précipiter tour à tour des jeunes, des commerçants, des enseignants, des agriculteurs, l'ancien premier ministre, en lançant ce double appel à la mobilisation, a voulu profiter de ce grand rassemblement en province pour tenter de secouer ce qu'il appelle lui-même cette « drôle de campagne ».

Mobilisation contre son adversaire, M. Mitterrand, et mobilisation, voilà le fait nouveau, contre son concurrent, M. Jacques Chirac. A l'un et à l'autre, il reproche d'« escamoter » cette campagne, le premier pour ne pas avoir à répondre du bilan de son septennat, le second pour ne pas avoir à peindre dans le tableau de la cohabitation.

« Des problèmes graves se posent, a relaté M. Barre, que ni l'équivoque ni la complaisance ne nous aideront à surmonter. C'est le grand paradoxe de cette campagne : on ne veut point débattre de ce qui est grave et de ce qui est important. [...] Pour ce qui me concerne, je me suis exprimé déjà sur un certain nombre de sujets fondamentaux ; il y a évidemment ceux qui ne veulent pas s'en rendre compte, mais il y a aussi ceux qui y puisent chaque jour leur inspiration. »

Cette dernière touche ne fut pas la seule pierre lancée, mine de rien, dans le jardin de M. Chirac. Manifestement, M. Barre commence à perdre

patience. La campagne implicite de M. Mitterrand l'irrite. Celle d'étoffement de M. Chirac l'exaspère, mais il sait aussi qu'on ne mobilise pas aussi facilement contre le concurrent. Le fusil à gros calibre pour le premier, le fusil à tir dans les coins pour le second.

Contre « l'illusionnisme » François Mitterrand, M. Barre y est allé gaillardement : « M. Mitterrand veut s'avancer masqué, a-t-il ironisé au milieu des rires entendus, drapés, inaugurant ici ou là, commémorant là, murmurant partout, suggérant comme le guide mélodieux d'une foule endormie [...]. Il paraît que cette attitude est digne d'admiration, que cette habileté est suprême, que ce sens politique est raffiné (...). Il y a deux manières d'amuser un peuple : l'inondation de promesses trompeuses — cela a été fait en 1981 — l'assomoir en le faisant rêver, »

Evocant les visites faites avant lui, en ce haut lieu du monde rural, par trois autres candidats, MM. Jacques Chirac, André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, l'ancien premier ministre a dénoté tout caractère électoraliste à sa propre promenade au hasard des stands : « Cette visite est guidée par le plaisir que j'ai de regarder les vaches qui me regardent, a-t-il affirmé, avant d'ajou-

ter, énigmatique : « Je suis un névrosé obsessionnel... »

Comme on le questionnait sur les aides annoncées aux agriculteurs par le gouvernement, M. Barre a répondu : « Ce n'est pas moi qui vous ai fait des promesses ! »

« Pensez aux femmes d'agriculteurs ! » lui a lancé une paysanne. « Les femmes savent que je m'occupe discrètement d'elles », lui a-t-il rétorqué.

A un croisement, M. Barre a rencontré le candidat des Verts, M. Antoine Waechter, avec lequel il s'est entretenu, quelques instants, auprès d'une brune de Savoie.

#### Propos de Salon

C'est un Raymond Barre particulièrement jovial qui a parcouru, mardi 8 mars, les allées du Salon de l'agriculture à Paris, tapotant les vaches par-ci, donnant par-là le biberon aux veaux...

Evocant les visites faites avant lui, en ce haut lieu du monde rural, par trois autres candidats, MM. Jacques Chirac, André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, l'ancien premier ministre a dénoté tout caractère électoraliste à sa propre promenade au hasard des stands : « Cette visite est guidée par le plaisir que j'ai de regarder les vaches qui me regardent, a-t-il affirmé, avant d'ajou-

ter, énigmatique : « Je suis un névrosé obsessionnel... »

Comme on le questionnait sur les aides annoncées aux agriculteurs par le gouvernement, M. Barre a répondu : « Ce n'est pas moi qui vous ai fait des promesses ! »

« Pensez aux femmes d'agriculteurs ! » lui a lancé une paysanne. « Les femmes savent que je m'occupe discrètement d'elles », lui a-t-il rétorqué.

A un croisement, M. Barre a rencontré le candidat des Verts, M. Antoine Waechter, avec lequel il s'est entretenu, quelques instants, auprès d'une brune de Savoie.

Anglais en croient 1 170 000, les Italiens 810 000, les Allemands 620 000. Savez-vous que depuis 1983, le chômage a diminué dans tous les grands pays développés à l'exception de la France ? L'emploi s'est effondré en France depuis 1981. L'emploi a continué de regagner après 1986 parce qu'on a trop attendu « un choc psychologique », parce que la politique mise en œuvre ne s'est pas attachée suffisamment à revitaliser notre économie, pour l'investissement, la recherche, l'innovation... »

Pour M. Barre, une bonne politique pour l'emploi repose sur ces quatre piliers : la rénovation du système éducatif, un effort sur la recherche et la technologie, « un combat constant » en faveur de l'investissement des entreprises et pour la création d'entreprises. « On me dit, a-t-il encore remarqué, que la France est depuis 1986 un pays qui investit beaucoup. L'investissement productif a heureusement repris en 1986 et 1987 mais pas suffisamment pour combler le retard pris depuis 1981 par rapport à nos partenaires. »

Pour clore ce chapitre, l'ancien premier ministre a exposé à nouveau ses vues pour réformer « notre fiscalité à bout de souffle » : une réforme qui se voit « efficace et juste », fondée sur trois principes : l'allègement, la simplification et l'harmonie européenne. « Je pense, a-t-il encore expliqué, que l'on peut consacrer de l'ordre de 130 milliards de francs sur cinq ou sept ans pour réaliser la réforme fiscale sans aggraver le déficit. On a bien diminué les impôts de près de 70 milliards de francs depuis deux ans. »

Et à tous les sceptiques de droite ou de gauche de préciser : « la réforme fiscale n'inquiète que ceux qui n'ont

pas la volonté de la faire, ceux qui souhaitent seulement utiliser la fiscalité à des fins électorales. » Ceci expliqué devant un auditoire extrêmement attentif.

#### « Ceux qui ont accepté la cohabitation... »

M. Barre a ensuite réaffirmé que semblable effort ne pouvait être entrepris que dans la durée n'a point manqué pour finir d'armer les armoiries d'acier. « J'observe, a-t-il noté, que ceux qui ont accepté il y a deux ans la cohabitation la refusent aujourd'hui. Les arguments invoqués en 1987 n'étaient donc pas aussi solides et fondamentaux que ceux qui les utilisaient, le disaient. Je répète pour ma part qu'il n'est pas possible de conduire une grande politique pour la France avec un exécutif gravement divisé. Je me suis prononcé pour la dissolution de l'Assemblée. Ce que je souhaite, ce n'est pas d'obtenir une majorité à ma dévotion, c'est renforcer la majorité élue en 1986 et si possible l'ouvrir (...). Je ne souhaite pas en effet que notre pays tranche le grand débat national de l'élection présidentielle dans les termes archaïques d'un affrontement droite-gauche. Ce que je propose aux Français, c'est le libéralisme social qui allie l'efficacité et la solidarité dans une société de liberté. »

Repousser M. Mitterrand à gauche. Confiner M. Chirac sur la droite. Prendre toute sa place au centre. La stratégie de M. Barre apparaît aujourd'hui au grand jour. Nouveaux ses proches qui l'invitent à se montrer moins docile avec M. Chirac. A Toulouse, M. Barre a montré qu'il était peut-être prêt à les contredire.



# Politique

## La campagne dans l'opposition

### « M. Chirac a intégré dans son attitude l'échec de la droite » affirme M. Pierre Bérégovoy

Au nom du PS, M. Pierre Bérégovoy, directeur régional de la campagne du futur candidat socialiste, a estimé, mardi 8 mars, que, lors de sa prestation de dimanche soir sur TF 1, M. Jacques Chirac avait émis « trois contre-vérités ». Provoquant à une analyse détaillée des déclarations du premier ministre, l'ancien ministre de l'économie et des finances a affirmé que la politique menée avant mars 1986 avait permis de réduire l'inflation en ramenant à 3 points l'écart avec la RFA, d'augmenter l'investissement industriel, d'équilibrer la balance des paiements ; il a souligné que l'allocation parentale d'éducation avait été créée en 1985 par le gouvernement de M. Fabius, que le chômage avait baissé en 1985 pour la première fois depuis 1969, que la

gestion socialiste de la sécurité sociale s'était traduite par trois années d'excédents en 1983, 1984, 1985, que les prélèvements obligatoires avaient baissé de 0,1 point en 1985 et 1986, que la campagne d'affichage du PS n'a coûté que 20 millions de francs contre 117 pour celle du RPR, etc.

Au terme de sa démonstration, présentée sous forme de tableau comparatif, M. Bérégovoy a conclu en disant : « M. Chirac a péché par excès de propagande. Ce n'est pas digne de la fonction de premier ministre et de la fonction à laquelle il aspire. Après le jockey des promesses électorales, nous sommes en train de vivre une nouvelle comédie qu'on pourrait peut-être intituler, malicieusement, Jacques le menteur... »

Interrogé sur l'attitude de M. Chirac, qui cherche à contraindre M. Mitterrand à un duel idéologique droite-gauche, M. Bérégovoy a répondu : « Je me suis demandé pourquoi un tel langage. J'ai le sentiment que M. Chirac a intégré l'échec de la droite et que son principal souci, aujourd'hui, est de se présenter en quelque sorte comme le futur chef de l'opposition de droite. Nous avons un candidat premier ministre opposant qui a revêtu la tunique du chef de l'opposition au président de la République qui serait réélu. Sa prestation de dimanche dernier a été dogmatique, sectaire et intolérante ; cela n'augure rien de bon pour la fonction de chef de l'Etat si M. Chirac devait l'être un jour... »

### La direction du PC s'inquiète du manque d'« ampleur » de la mobilisation militante

Le comité central du PCF, réuni à huis clos, le mardi 8 mars, devait achever ses travaux mercredi. Après avoir écouté un rapport introductif de M. Paul Laurent, dirigeant chargé des fédérations, consacré à « l'engagement des communistes dans la campagne de l'élection présidentielle », les membres de cette instance, flanqués d'une soixantaine de secrétaires fédéraux — à l'exception de celui du Doubs que la Place du

Colonel-Fabien ne reconnaît pas — se sont félicités du climat et de la mobilisation dans le parti.

En déplacement à Vesoul (Haute-Saône), M. André Lajoinie, candidat du PCF, a déclaré, le même jour, qu'en cas de victoire du candidat PS, « les communistes seront disponibles pour participer au gouvernement dès lors qu'on leur proposera de faire une politique de gauche ».

Enfin, parmi ceux qui devraient normalement rejoindre le vote pour André Lajoinie, il a jugé que le vote en faveur du candidat du PCF, « c'est le vote clair de la protestation et du refus du déclin ». « Montrons à tous ceux qui ne veulent à aucun prix ni de Chirac ni de Barre, comme président, qu'ils n'en sont pas pour autant réduits à approuver les choix de François Mitterrand au premier tour ».

#### Il y a beaucoup à faire

La dernière partie de son long rapport a semblé, « moins optimiste », aux yeux d'un participant, « que ses premières phrases introductives ». M. Laurent a en effet souligné que « le déploiement de l'activité de chacun et chacune des communistes », qui doit, selon lui, être l'activité essentielle de toute la hiérarchie du Parti semble laisser à désirer. « Disons-le nettement, a lancé le rapporteur, il y a beaucoup à faire pour donner cette dimension capitale de notre campagne l'ampleur et l'accélération nécessaires ». S'adressant, tant aux membres du « Parlement communiste » qu'aux premiers secrétaires fédéraux présents, et par leur intermédiaire aux secrétaires de section et de cellule, M. Laurent a souligné que « les directions du Parti à tous les niveaux redoublent d'efforts pour généraliser la mise en œuvre de ce style de campagne — l'engagement individuel de chaque communiste — en s'appuyant sur les bons résultats déjà obtenus ».

Après avoir mis en évidence quels sont, selon lui, les facteurs de déclin de la France, le rapporteur a noté que « c'est le vote André Lajoinie au premier tour qui comptera et non le vote pour un François Mitterrand qui s'adresse à la droite pour lui dire « travaillons ensemble, chacun son tour peut-être, selon la loi commune ».

Estimant que le « climat [est] favorable » pour le PCF actuellement, M. Laurent a affirmé que « le rôle des organisations qui dans tous les cas se placent aux côtés de ceux qui se révoltent, manifestent leur volonté de changement, s'est traduit par un progrès de leur influence ». « Cela se voit pour la CGT », a dit le dirigeant communiste, et « cela se voit pour notre parti ».

M. Laurent a indiqué que « le danger » que représente M. Jean-Marie Le Pen « ne doit pas être sous-estimé » et qu'il est possible pour le PCF de « réduire son influence néfaste ». Au sujet de M. François Mitterrand, il a estimé que le PS fait mener « une campagne sur le thème du « sauveur », du « père de la patrie », « il vante sans cesse ses mérites d'un rassemblement unissant pour gouverner la France, une partie de la droite au Parti socialiste », option qui est confirmée, selon M. Laurent, « par le refus persistant du PS de se prononcer pour la dissolution de l'Assemblée nationale » en cas de victoire de son candidat.

D'une phrase, il a qualifié la candidature de M. Pierre Juquin d'« exutoire [pour] des électeurs socialistes mécontents » et d'« élément de division et de confusion ».

Cet appel insistant lancé aux cadres dirigeants et les « quatre candidats du succès » qui s'y rallient — rôle des membres du comité central et des secrétaires fédéraux, travail répété auprès de chaque adhérent, lien entre chaque lutte et le vote communiste, implication de chaque adhérent dans la campagne — tranche quelque peu avec l'optimisme général qui est apparu à travers les seize interventions, plus celle du secrétaire général, qui ont été faites après la lecture du rapport par M. Laurent.

Les uns ont noté que l'engage-

### La nouvelle politique, fille de « pub » ?

Ne dites pas au président de la République qu'il fait la publicité de Jacques Séguéla, il croit que c'est le contraire. Pourtant, livré encore une fois en 1988 à l'ardeur créatrice et prolixe du père (putatif) de la « France tranquille » de 1981, le chef de l'Etat paraît, après chaque intervention du publicitaire, plus proche de la qualité de support commode et malléable d'autres réclames élaborées qui ne le concernent en rien. Il n'est pas absolument sûr que tel soit son idéal ni celui de ses conseillers en communication.

Suivons pas à pas ou, pour parler comme lui, concept après concept, Jacques Séguéla tel qu'en lui-même ses riches œuvres le créent.

Un : il lance « Génération Mitterrand » et en livre, cède en main, pour le vulgum pecus, la genèse touchante et l'explication rassurante d'évidences révélées.

Deux : il en récupère à tout hasard les retombées vagues politiques dont fait du temps raffiné. Avec lui (et le PS) ce n'est pas cher et ça peut rapporter gros. En face (à droite), tout n'est que gabegie et vaine agitation pour un résultat publicitaire préhistorique.

Trois : sur la lancée, Jacques Séguéla fait connaître à son tour la trompe publicitaire le lancement à la prochaine rentrée de la « première université de consommation européenne ». C'est « évidemment » privé d'enseignement

supérieur », RSCG-Campus, est une création de l'agence dont il est l'un des associés.

Sous le titre *Ma chemise pour l'Europe* essoré, avec astérisque, du clin d'oeil « *Merlot le bière* » — de la pub en circuit publicitaire fermé, en quelque sorte, — on lit un appel aux futurs étudiants qui commence par cette sentence : « Génération demain, l'Europe est à vous. »

#### Mélange des genres

Par cette formule dense, Jacques Séguéla parvient à la fois à réinventer le schéma verbal « Génération Mitterrand » et à emprunter fort courtoisement au probable — imminent — candidat le thème politique dont il se propose d'extraire, comme ses adversaires, le substantifique moelle électorale.

La boucle est ainsi, si l'on ose dire, deux fois bouclée : le nœud de la pub politique est sciemment bécoté, aussitôt que créé, dans l'ordre de la publicité tout court à des fins plus... personnelles. Dans le même mouvement, l'argumentaire ou le flu commun européen est réinventé dans la même pub « privée » à l'instant où il fait son apparition avec la deuxième vague d'affiches politiques séguélaques.

Heureux papa d'une autre formule choc : « Trop de pub tue la

pub », Jacques Séguéla n'envisage assurément pas que trop de pub ou trop de mélange des genres puisse « tuer » la politique.

Pourquoi du reste s'abandonnerait-il à un aussi néfaste pressentiment ? Ses trivoltés ou impermanences créées enseignent simplement, ni plus ni moins, que les exploits des grands prêtres (Paul Quilès et Maurice Benassy) de la tonitruante bien tempérée annoncent l'avènement d'une nouvelle dimension de la politique.

Gaz « mutant » (comme les futurs solides étudiants de Jacques Séguéla) en expansion, l'espace public d'œuvre désormais à l'infinit des combinaisons inédites. La valeur politique ajoutée à la conquête ou à la gestion du pouvoir pourrait s'y marier dans l'avenir à maîtrise publicitaire, à l'efficacité du show-business et à la volonté de domination réelle ou fantasmatique de systèmes de communication voués à une industrialisation croissante.

Pour le pire, le rim ou le meilleur ? Si l'on peut, à la rigueur, se dispenser de la réponse de François Mitterrand, Jacques Séguéla devrait absolument faire connaître la sienne. Par exemple lors du cours inaugural de son université où le personnel politique aurait pour thème à inscrire s'il veut être formé pour le « premier business de l'an 2000 : la communication ».

MICHEL KAJMAN.

## PROPOS DE CAMPAGNE

### Mme Catala

#### Epine

Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat (RPR) à la formation professionnelle, a estimé, le 8 mars, à Rambouillet, que « le Front national, rendu puissant grâce aux socialistes, avait été une épine dans le pied de la majorité depuis mars 1986 ». Toutefois, selon elle, le parti de M. Le Pen a « de grandes aspirations comme la sauvegarde de notre identité nationale, qui rassemble beaucoup d'électeurs, et nous devons aller dans ce sens ».

### M. Delebarre

#### Néophyte

M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste, en déplacement à Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), le mardi 8 mars, a déclaré : « C'est étonnant de voir Jacques Chirac parler de l'Europe avec l'air des vocations tardives et le zèle des néophytes, lui

qui, hier encore, opposait la France à l'Europe et refusait l'intégration à l'Espagne et au Portugal. Plus les Français sont convaincus de l'importance de l'enjeu européen pour l'avenir de la France, plus ils prennent conscience de la nécessité d'avoir à la tête de l'Etat un président à la hauteur de cet enjeu : François Mitterrand. Dans cette perspective, Jacques Chirac s'est rendu compte lui-même qu'il évoluait de deuxième série puisqu'il est allé quinquander le label ou la caution de Valéry Giscard d'Estaing. »

### M. Juquin

#### Signatures

« Nous avons recueilli quelque quatre cents signatures, et nous n'avons aucune difficulté pour trouver les cent encore manquantes », a assuré M. Pierre Juquin à Strasbourg, le mardi 8 mars. Le candidat rénovateur à l'élection présidentielle a rappelé que huit cents promesses de parrainage d'étus se sont, selon lui, portées sur son nom. Au cours d'une visite au Parlement européen, il a estimé que l'Acte unique de 1992 était « dérisoire et médiocre » et qu'il ne sera qu'une « coalition d'intérêts eurochaviristes ».

### M. Méhaignerie

#### Absurde

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a affirmé, le mardi 8 mars à Marseille, que l'idée d'une alliance entre centristes et socialistes est « absurde et sans fondement » : « Ces institutions ne peuvent bénéficier qu'à François Mitterrand et à un PS en panne de majorité ». Le ministre de l'équipement a ajouté : « J'ai toujours été contre la cohabitation, non pas pour des raisons institutionnelles mais pour des raisons d'efficacité : toute action politique, pour

réussir, a besoin de durée et de clarté. »

### M. Millon

#### Non

M. Charles Millon, délégué général des comités de soutien à M. Raymond Barre, s'est déclaré le mardi 8 mars sur France-Inter, « convaincu qu'aucun parti, aucun leader, aucun homme politique soutenant actuellement Raymond Barre ne participera à une expérience de cohabitation, en cas de victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle ». Il a estimé « fort probable que le gouvernement nommé par François Mitterrand, en cas de victoire, n'obtiendra pas la confiance de l'Assemblée nationale ; le président de la République aura alors le choix entre une dissolution de l'Assemblée ou remettre son mandat en jeu ». M. Millon a ajouté qu'« actuellement tous les grands problèmes (chômage, aménagement du territoire, politique agricole) sont évacués et ne sont pas résolus par le fait de la cohabitation ».

### M. Rocard

#### Mythe

Dans une interview au Quotidien de Paris du mercredi 9 mars, M. Michel Rocard explique qu'il ne « partage pas du tout le mythe d'un premier ministre qui ne serait ni de droite ni de gauche, pas même celui d'un gouvernement d'union nationale (...). La bipolarisation est une bonne chose car elle ouvre aux citoyens un choix. Ce n'est pas la bipolarisation qui fait problème en France : c'est notre manière de le vivre qui consiste à ce que la victoire de l'un soit la négation de l'autre et de ce qu'il représente, de qui excite tout véritable esprit d'ouverture et toute prédisposition au compromis ou à la transaction ».

## Des comités de soutien en veux-tu, en voilà...

### Singularités polynésiennes

Deviette : savez-vous où la candidature de M. Jacques Chirac est, à la fois, la plus soutenue et la plus contestée ?

Réponse : en Polynésie française.

Par un de ces paradoxes qui font, en effet, le charme de la vie politique tahitienne, le candidat du RPR ne bénéficie pas moins, sur ce territoire, de deux comités de soutien... ennemis. Ennemis à un point tel que l'un des deux est l'adversaire du comité de soutien à... M. François Mitterrand.

Toute cela à cause de M. Gaston Flosse, dont la mise à l'index, depuis la nuit d'émeute du 23 octobre 1987, a provoqué un extraordinaire renouveau sur la scène locale.

Marginalisé par ses anciens amis et tenu en suspicion au ministère des DOM-TOM et au quasi d'Orsay, le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud tente de refaire surface. Il a pris le tête d'un comité de soutien à son « frère » tahitien, M. Chirac. Mais son ancien compère local, M. Alexandre Léontieff, député RPR, qui lui a ravi le pouvoir et dirige la nouvelle majorité territoriale qui lui a confié la présidence du gouvernement polynésien, n'entend pas lui laisser le champ libre. Il a constitué son propre comité de soutien à M. Chirac, et le premier ministre s'est fait un devoir d'en être honoré afin de ne pas laisser ses ouïes tactiques dans le même panier.

Cette situation est d'autant plus singulière que M. Léontieff pratique localement, pour essayer de sortir le territoire de son état de crise, une cohabitation à l'envers de celle prévalant en métropole. Pour gouverner la Polynésie, il s'appuie, depuis le

mois de décembre 1987, sur une coalition où de nombreux anciens partisans de M. Flosse pactisent avec la gauche, et même l'extrême gauche locale.

C'est ainsi que la présidence du comité de soutien au futur candidat socialiste vient d'être confiée, par quatre de ces composantes, à l'un des principaux alliés de M. Léontieff, qui n'est autre que l'un des plus virulents adversaires de M. Flosse, en la personne du maire de Mahina, président de Te A'a Api, M. Émile Vernaudeau.

La semaine dernière donc, MM. Léontieff et Vernaudeau, venus de concert à Paris, ont sollicité le soutien logistique, dans la campagne nationale, des députés-majors du RPR et du PS. Le premier s'est adressé à M. Chirac, le second à M. Mitterrand...

#### Un hommage très appuyé

Reçu le jeudi 3 mars à l'Élysée par le président de la République, M. Vernaudeau, qui brigue d'ores et déjà un siège de député, a « supplié » M. Mitterrand de confirmer sa candidature : « C'est vous, et vous seul, que les Polynésiens veulent comme président, lui a-t-il dit. Vous avez prouvé, au cours des sept dernières années, que vous étiez le meilleur président possible pour la France. Les Polynésiens ont confiance dans votre sagesse, votre expérience, votre équité et votre sens de la justice. Ils savent que vous êtes profondément attaché à la démocratie et aux libertés. Les Français du bout du monde que nous sommes veulent rester français, quoi qu'on ait pu dire ou écrire, mais ils demandent cependant

qu'on respecte leur identité et leurs valeurs traditionnelles. C'est pourquoi ils sont partisans de l'autonomie interne, cette forme de décentralisation qui est si bien adaptée aux territoires français d'outre-mer. Or les Polynésiens savent que vous respectez leurs spécificités et que vous laissez évoluer le statut de leur territoire dans le sens du progrès afin qu'ils puissent assumer plus complètement leur destinée avec l'aide de la France. »

Après cet hommage très appuyé, M. Vernaudeau a engagé avec M. Mitterrand une conversation détaillée sur les problèmes du territoire et il a quitté l'Élysée sans l'ombre d'un doute sur la volonté du président de la République de solliciter le renouvellement de son mandat.

Il a ensuite réitéré, devant la presse, ses critiques contre « la politique de mépris, de corruption généralisée et d'intolérance » menée en Polynésie française « sous le pouvoir de M. Flosse » avec, au passage, une diatribe contre la « partialité sectaire » de RFO.

Puis M. Vernaudeau a dit le plus grand bien de « l'esprit d'ouverture et de dialogue » de M. Léontieff, président du comité de soutien à M. Chirac...

Les seuls qui se distinguent par leur classicisme en Polynésie sont, au fond, les barriétaires, regroupés autour de M. Franz Vanizette, ancien président de l'Assemblée territoriale.

Encore qu'il existe déjà, à Papeete un comité de soutien particulier à... M. François Léotard, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1995...

A. R.



مقدون الاصل



## Enquête

Les interrogations face aux affrontements dans les territoires occupés

Dans la communauté de Strasbourg  
l'ombre d'un douteSTRASBOURG  
de notre envoyé spécial

**M**JEAN KAHN, président de la communauté juive de Strasbourg, vous le dira à sa manière, dynamique, courtoise et ferme : non, non et non. Il n'y a pas de désarroi dans la communauté. Il vous l'injectera avec tant de douce autorité, cet antidote au poison des gros titres, cet élixir anti-médias qu'on lui ferait tout de suite crédit, à plus de cent pour cent, de qualités s'il n'ajoutait, curieusement, qu'il parle de la communauté juive « profonde ».

Pourtant, s'il est un endroit de France où « juif » ne se marie pas avec « superficiel », c'est bien Strasbourg. Qui oserait demander à cette communauté de quelque quinze mille membres, la mieux structurée de l'Hexagone, la plus enracinée dans son terroir, l'Alsace, de faire sérieux ? Elle l'est.

Sérieuse, solide, ancienne. Forte d'une solide tradition scolaire, universitaire et intellectuelle toujours vivace. Est-ce à dire monolithique et compréhensif à tout prix sur la chronique compliquée et meurtrière de Gaza et de la Cisjordanie ?

Ecoutons encore Jean Kahn avant de partir à la recherche des profondeurs et des surfaces puisque, aussi bien, par sa voix, c'est la communauté qui parle : « solidarité » indécrottable à l'égard d'Israël, « soutien, tout le soutien possible, à la démocratie israélienne » et « confiance » dans son bon droit et ses ressources pour sortir au mieux de l'épreuve.

Pas de jugement : « Nous sommes ici, eux sont sur place. Si la communauté, « qui se porte bien », a des « inquiétudes », c'est de voir une nouvelle fois la forteresse assiégée, même par des jeteurs de pierres.

Une familiarité  
évidente

Si Jean Kahn, qui est aussi vice-président du CRIF et à ce titre très actif dans la vie nationale et internationale des institutions juives, a un doute, c'est d'une autre nature : « On parle trop des juifs. J'ai été troublé de voir que tous les hebdomadaires ont tiré sur les juifs. Est-ce que le juif se vend tellement bien ? Est-ce donc qu'il est indispensable de le mettre en vitrine ? »

Reflets contestés, quelquefois détestés. La télévision aussi en ferait trop, et mal, sans discernement ni équilibre. Presque tous vous le diront (en tout cas vingt-quatre heures avant la diffusion de la bavure filmée par le cameraman israélien de CBS).

Strasbourg perçoit les mille signaux que la Terre promise émet en permanence. Le coup de fil d'une famille : « Les gens ont l'air de s'imaginer que Jérusalem vit en état de siège. C'est faux. La vie est presque normale. » Presque. L'histoire du fils Lévy, réserviste, qui a reçu un de ces fameux cailloux

pendant une période : « Un caillou ? Une pierre de plusieurs kilos, méthodiquement lâchée d'une fenêtre à son passage. A quelques centimètres près, il était mort. » Ou encore les dires et écrits du fils de l'ancien rabbin, un « ultra-gauchiste » que chacun verra à la télévision défendre la position israélienne du refus radical de ce que fait l'armée dans les territoires occupés.

Dans cette familiarité plus qu'évidente entre les juifs et « leur » Etat, qui peut prétendre, de l'extérieur, se glisser ? Sur un jumelage aussi essentiel, aussi abstrait, comment voir passer, au plus, l'ombre d'un doute ? Si l'on vous donne quelque chose à entendre, c'est le plus souvent, indirectement, au-delà des mots.

René Gutman, jeune grand rabbin de Strasbourg et du Bas-Rhin : « Israël reste un Etat, au-delà du symbole qu'il porte. Un Etat enerré dans un enjeu et une impasse. On a le sentiment que pour Israël une défaite militaire ne sera jamais une simple péripétie de l'Histoire. »

## Un tourment ?

Comme tant d'autres, le grand rabbin (fait) confiance à la « démocratie israélienne ». D'un autre côté, il ne peut « pas ne pas considérer qu'il y a là un échec fondamental de la reconnaissance judéo-arabe ».

Méditatif, René Gutman poursuit : les pierres « viennent des mosquées » — symboliquement, c'est-à-dire de l'intégrisme. Là est le « signe de la régression ». Les pierres ne frappent pas seulement les hommes. Elles font voler en éclats « le dialogue judéo-arabe » qui avait « sa chance » depuis « la venue de Sadat en Israël, cet événement un peu surréel », cette incroyable « reconnaissance », d'où on l'attendait le moins, « de la dignité juive après la shoah ».

Disons-le à la place du grand rabbin qui n'ose le suggérer que pour s'effrayer de son audace : ce dernier constat, les auditoires de la grande synagogue n'y sont guère réceptifs. La communauté a quelque peine à penser avec le rabbin que « l'essence même d'Israël est visée » à Gaza, et pas seulement son existence.

Solidaire, cela va sans dire, modéré dans ses jugements — seul de tous nos interlocuteurs, il trouve le « discours journalistique » mesuré — et l'ensemble des médias « serein », le grand rabbin laisse percevoir l'expression d'une réelle préoccupation. Un tourment, est-ce trop dire ? Superficiel ? Nul n'oserait même le penser.

Ces interlocuteurs ne seront pas rares, avant l'inéluctable « mais », à se libérer d'abord de la pensée qui leur trotte dans la tête. « Tschah face à des civils, c'est inconcevable, dira l'un. Mais... » Et tel autre : « Bien sûr qu'il faut rendre Gaza, et discuter, dès que ce sera possible, de la Cisjordanie. Mais... »

« Mais » il y a l'inévitable, la lancinante « solidarité nécessaire ». Comme tous, le professeur Lazare Landau la place en exergue, avant d'ajouter : « Il y a chez nous un nombre considérable de personnes

qui pensent que le gouvernement israélien aurait dû faire preuve d'imaginaire pour instaurer sur tout le territoire de l'ancienne Palestine une politique et une dynamique de coopération plutôt que d'occupation. »

Les colombes, comme lui qui a participé « dans le passé à des discussions secrètes entre des dirigeants arabes nationalistes et des délégués des organisations juives mondiales », ont donc une voix, qui peut se faire entendre. Mais quand la communauté parle, doutes, nuances ou vertiges s'estompent devant l'expression plus carrée, assurée et inévitement péremptoire de la certitude, avant tout, du bon droit.

L'expression publique de la différence ne va pas sans risques de conflit. Le sociologue Freddy Raphaël, doyen de la faculté des sciences sociales, en fit l'amère expérience, il y a quelques années, après ce qu'il appelle « l'avalanche du Liban », quand « les notables refusèrent de s'interroger sur la violence » ou sur « l'enlèvement » d'Israël dans le conflit.

Ce fut presque la rupture (Freddy Raphaël avait pourtant été durant douze ans vice-président de la communauté) et la révélation de ce que le discours des notables peut légitimer de plus excessif et inadéquat à ses yeux : « le chantage à Auschwitz » ou « l'apologie de la



Manifestation devant l'ambassade d'Israël à Paris le 25 janvier 1988 à l'appel d'organisations juives pour combattre l'occupation d'Israël

l'ence » ou sur « l'enlèvement » d'Israël dans le conflit.

Ce fut presque la rupture (Freddy Raphaël avait pourtant été durant douze ans vice-président de la communauté) et la révélation de ce que le discours des notables peut légitimer de plus excessif et inadéquat à ses yeux : « le chantage à Auschwitz » ou « l'apologie de la

violence » plus ou moins déguisée. Le conflit des sentiments et des appréciations serait-il tellement différent aujourd'hui ? Faut-il donc croire avec Jean Kahn que le débat se ramène à une affaire de « profondeur » ou de superficialité ? Ecoutons encore Freddy Raphaël : « Après le départ de Warshawski [l'ancien grand rabbin], l'arrivée d'un successeur jeune

et bien pris en main par l'establishment, je me sens bien sûr très isolé. Pas seul. On m'arrête dans la rue. On me demande « ce que j'en pense », avant d'entrer dans des interrogations plus rationnelles. Des petites gens, des sans-voix, âgés souvent. Des juifs de base, en somme. Des juifs de la fidélité. »

MICHEL KAJMAN.

## Les juifs de France et la « guerre des pierres »

(Suite de la première page.)

Le désarroi est bien là, tel qu'en 1982, lorsque l'armée israélienne a exercé un droit de poursuite jusqu'à Beyrouth. Après une phase d'abattement — « chacun voudrait être à cent pieds sous terre, ne rien voir, ne rien entendre », affirme M. Léon Herzberg, dentiste à Nancy.

On reconnaît d'abord les inconditionnels, les « supporters à 100 000 \$ », comme dit Enrico Macias. Ils sont reçus en délégation par l'ambassadeur d'Israël, M. Ovedia Soffer, pour lui exprimer leur soutien (le 20 janvier). Ils font signer la pétition « Confiance à Israël », lancée fin février par le bimensuel *Actualité juive*. Ils proclament — le texte en éprouve curieusement le besoin, — que « quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas divisés ».

## « Les flagellants »

Le 23 février, au Centre Rachi, quatre cents fidèles applaudissent M. Soffer. L'ambassadeur remercie mais fait remarquer que les auditeurs étaient vingt fois plus nombreux à Marseille. « Vous les amis d'Israël, j'aime nous l'amitié de ne pas vous joindre aux lanceurs de pierres », demande-t-il « avec gravité ». L'assistance ne s'arrête qu'un instant à la nuance qu'apporte M. Soffer lorsqu'il se moine en coïte contre ceux qui transforment la Judée-Samarie en « deuxième Hollywood » pour tournages de « westerns » : la presse française « n'est pas la plus virulente ».

On reconnaît ensuite les esprits tourmentés, dits « flagellants » par les premiers. Ils remuent sur le trottoir de l'ambassade, à l'attache

de presse, une pétition qui en appelle aux « droits de l'homme » en parlant des Palestiniens. Membre de l'association France-Palestine, le médecin Francis Kahn est sommé lors de la manifestation et contre-manifestation du 20 janvier de présenter, avant de prétendre avoir voix au chapitre, son brevet de défense des droits des refusés d'URSS. Les observateurs notent en tout cas que, par rapport à 1982, les manifestations ont fondu, des deux côtés.

Il y a encore les bonnes volontés, qui tiennent une corde un peu raide, puisqu'elles souhaitent « aider politiquement Israël plutôt que de donner des leçons de morale », comme dit le chercheur Jacques Tarnier. Au lieu de manifester, ils tentent des rapprochements entre juifs et Palestiniens modérés. A Paris, mais cela rapproche tout de même. Le rédacteur en chef du quotidien arabe de Jérusalem *El Fajr*, M. Hanna Siniora, a ainsi été présenté à l'establishment de la communauté le 8 février. La soixantaine de participants a discuté « tard dans la nuit ».

Ce camp-là, disent les spécialistes, serait en augmentation. Le 2 mars, par exemple il faut être arrivé avec une heure d'avance pour entrer au Centre Rachi et écouter l'historien Zeev Sternhell et le professeur de biophysique Henri Atlan, s'exprimer au nom de La Paix maintenant, à l'invitation des amis français du mouvement israélien. A la tribune, se trouvent également Alain Finkielkraut, M. Henri Bulawko, président du cercle Bernard-Lazare, et M<sup>me</sup> Elisabeth Badinter.

Les portes du bâtiment sont assiégées à 20 h 30. Certains risquent l'asphyxie dans le sas d'entrée, sans que s'émouvent les gardiens du tem-

ple. Eric Gheballi, secrétaire général de SOS-Racisme, affirme, à propos des territoires qu'il ne s'agit pas d'« un problème moral », mais seulement d'« un problème politique ». Dans la salle comble, la philosophe Elisabeth de Fontenay demande comment La Paix maintenant « se représente les interlocuteurs palestiniens ». M<sup>me</sup> Marie-Claire Mendès France est aussi présente, elle qui, en tant que présidente du Centre international pour la paix au Proche-Orient, est allée dire tout net aux dirigeants israéliens : « En tant que juifs, nous ne sommes pas fiers du tout. Il faut que cela cesse. »

## « Une assurance-vie »

La communauté « ordinaire », elle, en dit rarement aussi long. Quand ils parlent, les juifs français rappellent d'abord qu'Israël est une « assurance-vie », comme Cathy, vingt-huit ans, partie en 1977 pour s'installer et revenue parce que sa famille lui manquait. « C'est un bijou qui ne doit s'abîmer ni par l'intérieur ni par l'extérieur », dit Jacqueline, qui a fêté ses vingt ans en Israël, en 1967. « C'était un mythe. Je ne pourrais pas supporter sa destruction. Des tracts appelaient à jeter les juifs à la mer. C'est tellement petit qu'on sentait que cela pouvait être vrai. » En son point le plus étroit, dit-elle, Israël ne mesure pas plus que « la distance Paris-Enghein ».

« Je suis très troublée, indique Jacqueline. Ces événements symbolisent un échec. Voir tuer un enfant, je ne le supporte pas. Mais j'ai confiance dans l'état d'esprit de la majorité des Israéliens. Ils ont beaucoup souffert. Ils ne donnent pas la mort par vengeance ou par amertume, mais parce qu'ils ont une arme en main et qu'il faut s'en servir. Si Israël ne réagit pas, j'ai l'impression qu'il se morit. » Il y aurait, dit-on, « quelques extrémistes de droite » parmi les soldats israéliens. « Des brutes, des imbéciles, des excités », comme les juge un commerçant de soixante-sept ans. Mais on en revient vite aux motifs de « fierté », les « progrès scientifiques », les kibboutzim visités pendant les vacances.

Pourquoi toujours des enfants ? Nicole, mère de famille de quarante-cinq ans, a posé la question à un cousin d'Israël. « Ils poussent les femmes et les enfants devant. Ils ne mettent pas la vie sur le même plan que nous », dit-elle. Ces enfants seraient, dit-on, des martyrs, des enfants-suicides, fanatisés à l'iranienne. Les femmes, les mères, la mémoire juive ne peuvent pas croire autre chose.

A entendre cette famille de Paris et de banlieue, de Pologne et du Maghreb, Israël reste injustement traité par des médias. Elle aimerait voir quelques cartes de la région, à la télévision, plutôt que toujours ces lanceurs de pierres dans leur tablier d'écolier. Elle aimerait entendre parler de la situation dans laquelle avaient été laissés les territoires avant 1967. Elle ne s'opposerait pas à ce qu'on s'intéresse moins aux bavures militaires — avouées et donc à moitié pardonnées — et davantage aux discours que tient en arabe Yasser Arafat sur Radio-Bagdad, parfaitement traduits par les soins de

l'ambassade. « Les médias renvoient l'image d'un peuple sanguinaire, dit Cathy. C'est pour cela que je me révolte. J'aurais envie d'en parler à tous les non-juifs pour leur expliquer. Il doit y avoir des raisons à l'attitude de l'armée, que l'on ne nous donne pas. »

Le mari de Jacqueline, qui lui ne cherche pas, croit-on, comprendre, de raisons, renvoie chacun à son histoire. La mort de Palestiniens dans des « opérations de maintien de l'ordre » ne le « choque pas plus » que celle de Malik Ousseline ou celle de dix Mélaniciens à Hien-goune. Il évoque Charonne et la Tamisie, où sa famille a tout laissé, mais qu'il « ne revendique pas pour autrui ». « Il n'y a pas d'OAS israélienne. N'importe quel Etat aurait perdu son âme en quarante ans de guerre », dit-il.

« J'ai pris  
une claque »

Mais Jacqueline, soudain, trouve des larmes à la place des mots : « Les morts, je les ai là. C'est pour cela que je ne parle pas beaucoup. Je ne peux pas aller plus loin dans ma critique, ce n'est pas la même claque », dit Maurice, dans sa galerie de tableaux. Mais si l'on n'est pas d'accord, cela reste de l'ordre du non-dit. Lorsqu'on insiste, la conversation revient au point de départ : « On voudrait un processus de négociation s'engage. »

Avant même qu'on ne l'interroge, M. Patrick Gaubert, chargé des relations avec la communauté au ministère de l'Intérieur, fait part de la question à laquelle, lui non plus, n'a pas trouvé de réponse : « Que voulez-vous qu'on dise ? » M. Gaubert a pris la température de l'antisémitisme : elle est en hausse, légère, après une forte chute depuis le procès Barbié.

Les juifs français cherchent eux aussi des réponses ou au moins des explications. Pendant qu'Abraham Souss, le représentant de l'OLP à Paris, adresse à tous les maires de France une pétition contre « la brutalité de la répression militaire israélienne » (avec le numéro de CCP de l'organisation caritative SOS-Gaza), l'ambassadeur d'Israël publie son agenda pour montrer qu'il ne chôme pas. Les institutions communautaires, qui n'avaient pas de discours en réserve, sont presque contestées. « C'est le désert », affirme un commerçant sur le ton, cette fois, de la protestation. En 1982, au moins, un colonel israélien de Saida était venu faire une conférence.

Fin février, le matraquage de deux jeunes Palestiniens par quatre soldats israéliens fait des victimes, de ce côté-ci de l'imaginaire. Une mère, mille mètres de famille, se demandait : « Où va-t-on ? Dix jours plus tard, les enfants cèdent l'écran aux terroristes de la première génération de l'OLP, qui prennent un autobus de civils israéliens en otage dans le désert du Neguev. Les Juifs de France recommandent d'aller voir, du côté de la communauté arabe, s'il y a du « désarroi ».

CORINNE LESNES.

## L'attitude des instances représentatives

## « Faire confiance » à Israël

**L**ES juifs de France sont-ils à 98 % derrière Israël ? Aucune des deux interprétations n'était décourageante. « Tout se passe », estime le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, et le président du Consistoire central, M. Jean-Paul Elkann, comme si les adversaires des juifs « voulaient se débarrasser de leur mauvaise conscience ». Comme tout, le professeur Lazare Landau la place en exergue, avant d'ajouter : « Il y a chez nous un nombre considérable de personnes

un acte de foi ? Aucune des deux interprétations n'était décourageante.

« Tout se passe », estime le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, et le président du Consistoire central, M. Jean-Paul Elkann, comme si les adversaires des juifs « voulaient se débarrasser de leur mauvaise conscience ». Comme tout, le professeur Lazare Landau la place en exergue, avant d'ajouter : « Il y a chez nous un nombre considérable de personnes

La CRIF a prévu de réunir, symboliquement, une assemblée générale à Jérusalem, afin de témoigner de cette solidarité, réaffirmée, d'autre part, par le président du Fonds social, M. David de Rothschild. Beaucoup de juifs engagés dans le militantisme communautaire éprouvent la nécessité de telles démonstrations, au moment où l'on cherche, estiment-ils, à obtenir d'eux un désaveu d'Israël, qui serait, aussi, un aveu : des siècles de persécutions n'aboutiraient, en fin de compte, qu'à transformer la victime en bourreau.

Que cette pensée hante les censeurs d'Israël, ou beaucoup d'entre eux, expliquerait les « doubles standards » appliqués dans l'évaluation des événements du Proche-

Orient. Jamais les centaines de milliers de morts de la guerre Iran-Irak ou les victimes des combats entre milices communistes libanaises n'ont soulevés, dans les médias, une émotion comparable à celle que provoque la répression des émeutes de Cisjordanie et de Gaza. A cela, des mouvements juifs qui se situent politiquement à gauche et qui se veulent les correspondants diasporiques des courants qui réunissent, en Israël, La Paix maintenant, répondent que le niveau d'exigence que l'opinion applique à l'Etat hébreu lui crée une obligation supplémentaire — outre celle de principe — d'y répondre.

Le débat devient, alors, celui de la responsabilité des juifs de la diaspora. Faut-il considérer, comme l'affirme le CRIF, que seuls les Israéliens peuvent proposer des solutions politiques ? Ou bien faut-il penser, comme le Centre international pour la paix au Proche-Orient, invoquant le souvenir de Pierre Mendès France et de l'appel qu'il avait coigné en 1982, qu'une étincelle peut venir de l'extérieur ?

En d'autres termes, les juifs doivent-ils se borner à affirmer leur solidarité avec Israël lorsque la sécurité ou l'existence de celui-ci est menacée, ou bien doivent-ils se considérer comme moralement impliqués dans l'évolution de l'Etat hébreu ? L'inconditionnalité, que certains d'entre eux réclament, ne serait-elle pas le premier pas vers l'indifférence ?

PATRICK JARREAU.



Quelques heures après une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC

## Un gendarme est tué à Ajaccio par un commando de quatre hommes

Un gendarme, Stéphane Chariot, vingt-sept ans, a été tué, à Ajaccio, le mardi 8 mars peu après 13 heures, de deux balles dans l'abdomen par un commando de quatre hommes qui ont mitraillé la caserne de gendarmerie. Cet attentat a suivi de quelques heures une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC au cours de laquelle, des membres de l'organisation dissoute ont distribué un document préconisant « la construction d'une nouvelle société socialiste ».

**AJACCIO**  
de nos envoyés spéciaux.

De nombreux Corses ont relevé la troublante coïncidence. Juste une heure après le premier bulletin radio relatant une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC au cours de laquelle, un commando motorisé comprenant au moins quatre hommes, a tiré plusieurs rafales d'armes automatiques sur la sentinelle de la caserne de gendarmerie d'Ajaccio au cours d'une opération sans succès. Trop mal préparée, trop mal repérée pour ne pas résulter, au moins partiellement, de l'improvisation.

Un groupe isolé a-t-il voulu briser cet effet qu'aurait pu produire dans l'île la conférence de presse ? Le commandement « militaire » de l'ex-FLNC a-t-il précipité une action programmée pour plus tard ? Les Corses, une nouvelle fois, s'interrogent sur les mystères de la logique interne de l'organisation dissoute.

Sur ces contradictions aussi : cette faiblesse originelle qui fait détruire par ses « durs » les projets plus cohérents de ses « politiques », et contredire par le Sud (Ajaccio), plus soucieux, les tentatives d'ouverture du Nord (Bastia).

L'histoire de l'organisation clandestine est une longue suite d'avancées et de reculs, de brusques abandons, de menaces et d'excuses. Cheminement escouffant, difficile à suivre. Cette fois, pourtant, la validation de ces mouvements contradictoires est quasi simultanée. L'ex-FLNC s'est exprimé, le mardi 8 mars, de manière très désordonnée.

Au petit jour, dans une pièce d'une villa aux murs tendus de drap, cinq journalistes ont d'abord écouté un responsable de l'organisation, le visage recouvert d'une capote, présenter une plate-forme de propositions souvent positives, en tout cas acceptables pour beaucoup de Corses, même non nationalistes. Un texte pondéré qui préconise, notamment, un meilleur contrôle des fonds publics, la dissolution de l'Assemblée régionale pour une meilleure refonte des pouvoirs locaux, enfin des solutions économiques. Bref, un plan pour l'île qu'aurait pu imaginer un parti autonomiste, voire même, un parti français.

En début d'après-midi, l'ex-FLNC a montré le visage qu'on lui connaît ces dernières années, celui d'un mouvement ultra-radicalisé, qui n'hésite plus, désormais, à tuer. Les projets économiques du petit jour étaient brusquement devenus dérisoires. La Corse, brutalement tirée de sa torpeur hivernale, se

retrouvait psychiquement au 5 août 1987, après l'assassinat à Bastia, par un commando nationaliste, du gendarme Guy Aznar. Un autre « ennemi colonialiste », selon

cation artisanale, a été lancé simultanément par-dessus le mur de la caserne. Par miracle, seul l'un des enfants a été touché, victime d'une commotion auditive. Sur les pierres

### Mystères et contradictions du nationalisme corse

L'expression de l'ex-FLNC, un autre gendarme, venait de succomber, lui aussi, à la guerre que les clandestins ont décidé de mener contre les représentants les plus symboliques de « l'Etat impérialiste français ».

#### Plusieurs rafales d'armes automatiques

A 13 h 10, le 8 mars, Stéphane Chariot, âgé de vingt-sept ans, marié et père d'une petite fille, réglait la circulation devant la porte arrière de la caserne Battesti, siège de la légion corse de la gendarmerie, sur les hauteurs d'Ajaccio. Depuis dix jours, la porte principale avait été condamnée parce que jugée trop dangereuse, justement, en cas d'attaque. Des travaux y avaient été entrepris, et on utilisait une porte annexe, en fer, seule ouverture d'un haut mur de pierres sèches. Une vingtaine d'enfants jouaient dans la cour, près de cette porte, attendant l'heure de retourner en classe, lorsque, brusquement, les passagers d'une Opel Ascona blanche qui renouait la rue ont tiré plusieurs rafales d'armes automatiques sur le périmètre de la porte.

Stéphane Chariot s'est égaré sans avoir eu le temps de réagir, atteint de deux balles – sans doute de calibre 11,43 – dans l'abdomen. Le gendarme, chef du détachement de secours en montagne, devait décéder à son arrivée à l'hôpital.

Un engin explosif de faible puissance, vraisemblablement de fabri-

cation artisanale, a été lancé simultanément par-dessus le mur de la caserne. Par miracle, seul l'un des enfants a été touché, victime d'une commotion auditive. Sur les pierres

sèches du mur, dix-sept impacts de balles.

Présents à quelques mètres, dès les premiers coups de feu, des gendarmes sont intervenus et ont réussi à tirer sur la voiture, qui s'éloignait en direction du maquis tout proche. Mais le chemin des Millelli est une voie sans issue et le commando qui avait agi à visage découvert n'avait aucune chance de s'enfuir par la route.

Après un carambolage avec un véhicule qui circulait en sens inverse sur l'étroit chemin, les quatre hommes ont abandonné la voiture pour s'éloigner à pied. Deux d'entre eux ont été rapidement interceptés par leurs poursuivants. Mais, selon les enquêteurs, la prise n'était pas bonne : les deux hommes arrêtés – dont, selon certaines informations non confirmées, un mépris fils d'un ancien joueur professionnel de football d'origine canaque – ne portaient pas les armes du commando. Leurs deux compagnons ont fait disparaître, dans leur fuite dans le maquis, la preuve de l'assassinat.

Tard dans la nuit, une soixantaine de gendarmes fouillaient encore, à l'aide de chiens, ce coin de broussailles et d'épines, sans espoir de retrouver les tireurs en raison de la proximité de cette zone avec la ville. La gendarmerie chargée de l'enquête sur l'assassinat de Stéphane Chariot dispose cependant du véhicule, une voiture volée immatriculée dans le Finistère. Des douilles,

selon d'autres informations, auraient été retrouvées sur les lieux de l'attentat. Les enquêteurs se montrent cependant discrets sur la valeur de leurs indices et interrogent les deux nationalistes interpellés, placés en garde à vue.

S'il n'y avait cette conférence de presse du matin à laquelle certains spécialistes trouvent même des « accents socialistes », il serait facile d'opter pour la stricte thèse de la radicalisation longtemps promise, entreprise depuis la mort, en août 1987, du gendarme Guy Aznar. La logique étroite de la terreur en Corse peut fournir un code de lecture à ce nouvel assassinat. La mort de Guy Aznar répondait, en effet, à la capture, au mois de juin précédent, de Charles Péri, l'un des chefs militaires présumés de l'ex-FLNC dont la photographie figurait, depuis la fin du printemps, sur l'affiche de l'appel à témoins lancé par le ministère de l'Intérieur.

#### Attentats et ouvertures politiques

La mort de Stéphane Chariot est aussi sûrement la réplique à l'arrestation d'un autre portrait de « l'affiche », Jean-André Orsini, lui aussi membre de la bande dite des « fugitifs », cerné le 27 février dernier par les policiers dans une maison d'un village proche d'Ajaccio. Et comme l'organisation clandestine fait tout payer, même ses morts par inadvertance, pourquoi ne pas mettre dans la balance le décès de Jean-Baptiste Acquaviva – autre portrait de l'affiche – le 14 novembre, lors d'une opération de commando contre une ferme ?

S'il n'y avait cette conférence de presse du petit jour, ce même mardi, on pourrait mettre aussi l'assassinat de Stéphane Chariot sur le compte de ce curieux « dialogue entre Corses », selon l'expression d'un

homme politique insulaire, que l'ex-FLNC entretient avec le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua. Depuis que ce dernier a appelé, l'été dernier, ses compatriotes à coopérer avec les forces de l'ordre et à éliminer eux-mêmes la violence nationaliste par la délation, l'organisation clandestine, pour la première fois, doit hausser le ton, frapper plus fort face à un adversaire dont la voix porte dans l'île.

Il n'est pas absurde de penser que l'ex-FLNC cherche à affaiblir le ministère de l'Intérieur en pleine campagne électorale, alors que les succès antiterroristes de celui-ci constituent, pour une bonne part, l'argumentaire de son candidat, M. Jacques Chirac. Faut-il rappeler que la campagne présidentielle doit garder en Corse ses particularismes et que les candidats, s'ils choisissent, comme M. Raymond Barre, le mois dernier, de poser le pied sur l'île, ont intérêt à préparer ici un discours non hexagonal.

S'il n'y avait cette conférence de presse, Sa teneur, son contenu, affaiblissent ces analyses fondées sur la riposte. Elle remet peut-être en lumière les profondes divergences existant au sein de l'ex-FLNC. Comme souvent, des commandos semblent surgir pour tuer lorsque la direction politique de l'organisation tente de trouver des ouvertures politiques. Le docteur Lafay a été tué en juin 1987, alors que l'ex-FLNC s'apprêtait à mettre un terme à ses attentats contre les continuateurs installés dans l'île, considant du mauvais effet de cette campagne d'explosions. Un tueur dans l'ombre avait vidé un chargeur sur le vétérinaire de Corte, devant les locaux de FR 3 à Ajaccio, enrayant, pour de longs mois, toute velléité de pondération.

PHILIPPE BOGGIO  
et MICHEL CODACCIONI.

### Un document du mouvement dissous Pour une « nouvelle société socialiste »

**BASTIA**  
de notre correspondant.

C'est un document de six pages dactylographié, que quatre hommes en civil, se richant de l'ex-FLNC, ont remis aux six journalistes à Bastia, le mardi 8 mars vers 5 heures du matin, dans une villa isolée du sud de Bastia. « Le nationalisme corse, affirme le texte, a franchi, désormais, une étape historique, celle de la construction d'une nouvelle société que nous qualifions, dans toute la dimension du terme, de socialiste, dans la mesure où nous sommes déterminés à remettre en cause toutes les formes d'exploitation. La ténacité, donc, les hommes de l'ex-FLNC, classent ainsi une position politique jugée, jusqu'à présent, ambiguë par les observateurs.

Autre nouveauté : les institutions prévues par le statut particulier appliqué en Corse depuis 1982 ne sont pas contestées, c'est l'organisation de leur fonctionnement qui s'efforce de préciser l'ex-FLNC. « Pour nous, comme préalable à la réforme des listes électorales, s'emparant dans un premier temps de la réforme en Kanaky (les fonctionnaires et militaires de passage n'auront pas droit d'être inscrits) », l'ex-FLNC définit les mesures d'une nouvelle politique économique sociale et culturelle » pouvant se développer en Corse avec une « assemblée de Corse dissoute et réélue au scrutin régional (scrutin départemental depuis 1984) et aux compétences plus étendues notamment sur le plan économique et culturel ».

L'ex-FLNC propose la « recréation d'un tissu économique productif », notamment dans quatre domaines :

1) Les transports : les « super-taxis » de Corse doivent bénéficier d'une baisse notable du coût des transports ; en revanche, les produits importés concourant directement ces produits corses ne doivent pas bénéficier de la « continuité territoriale » ;

2) La distribution des produits locaux doit être privilégiée avec notamment la délimitation du label « produit corses » ;

3) Finances et fiscalité : l'ex-FLNC propose des « directives d'orientation du crédit avec des taux préférentiels pour la création de structures productives » et « l'obligation de réinvestir l'épargne corse en Corse » ; il préconise « la création d'un office de développement économique » ;

4) La formation des hommes et les politiques sociales doivent être adaptées aux besoins économiques de la Corse. L'université pourrait être le maître d'œuvre avec des « filières tournées vers les ressources locales : bois, pierre, agriculture, énergie, agro-alimentaire » et le développement des formations de haut niveau (notamment troisième cycle et recherche). L'ex-FLNC prône la « corrélation » des emplois. Pour le secteur privé : embauche des salariés sur place ; pour le secteur public : les postes doivent être pourvus en priorité par des Corses. L'enseignement obligatoire de la langue corse reste la revendication unique pour le développement culturel.

M. C.

### Les réactions

● M. FRANÇOIS MITTERRAND : « L'insolérable terrorisme ». – Le président de la République a adressé à M. Stéphane Chariot le télégramme suivant : « J'ai appris avec une profonde peine l'attentat dont votre mort le gendarme Stéphane Chariot vient d'être victime à Ajaccio. Je tiens à vous assurer de la solidarité du pays tout entier face à cet insupportable terrorisme. Dans ces circonstances particulièrement cruelles pour vous même et votre fille, je tiens à vous adresser mes très sincères condoléances et à vous exprimer mes sentiments d'affliction. »

● M. JACQUES CHIRAC : « Un lâche attentat ». – Le premier ministre a qualifié l'attaque meurtrière de Corse de « lâche attentat » dans un message adressé au directeur général de la gendarmerie. « Je souhaite, a-t-il ajouté, que toutes les volontés soient mises en œuvre pour que les auteurs de ce meurtre soient interpellés et puissent rendre compte de leurs actes devant la justice. »

● M. ROBERT PANDRAUD : « Sans pitié ». – Pour le ministre délégué chargé de la sécurité, « sans pitié nous lutterons contre les assassins ». Il a déclaré en outre : « Nous avons déjà pris des mesures et nous continuerons à en prendre d'autres.

(...) Nous avons dit que nous démantellerions les réseaux terroristes ; nous avons été très efficaces dans beaucoup de réseaux. Il n'y a pas de raison que nous ne réussissions pas en Corse. »

● M. ANDRÉ GIRAUD : « Nous ne pouvons accepter ». – Le ministre de la Défense, dont dépend la gendarmerie, a déclaré, mardi 8 mars, à Antenne 2, qu'il était « indigné par la lâcheté de l'attentat. Nous avons libéré des hommes courageux qui sont en train de faire triompher tout ce que possible la loi de la République ».

● Le PS : « Vigoureuse dénonciation ». – Porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne a fait savoir que le PS « dénonce avec la plus grande vigueur la mort d'un gendarme à Ajaccio ». Son communiqué ajoute que le PS « n'a jamais voulu exploiter l'insécurité et le terrorisme à des fins politiques, mais se doit de constater que, depuis 1986, la Corse a connu une recrudescence des actions violentes et meurtrières ».

● En Corse, M. JEAN-PAUL DE ROCCA-SERRA, président (RPR) de l'Assemblée de Corse, ainsi que M. JEAN ROSSI, président (UDF) du conseil général de la Corse-du-Sud, ont exprimé leur indignation et leur émotion.

NOUVEAU – A PARTIR DU 28 MARS

**PARIS-SEVILLE**  
**10 VOLS**  
**HEBDOMADAIRES**

**3 VOLS SANS ESCALE**

**LUNDI, MERCREDI, VENDREDI**

**DÉPART ORLY SUD : 15 H 25**

**ARRIVÉE SÉVILLE : 17 H 30**

**7 VOLS (AVEC ESCALE A VALENCE)**

**TOUS LES JOURS**

**DÉPART ORLY SUD : 17 H 50**

**ARRIVÉE SÉVILLE : 21 H 25**

Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux.  
Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS – Tél. (1) 47.23.01.23  
1, rue Scribe 75009 PARIS – Tél. (1) 47.42.38.60 / Aéroport d'Orly – Tél. (1) 46.86.46.60.

**IBERIA**  
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

هنا من الاميل



## Justice

La libération du gardien de la paix  
auteur de la « bavure » de Marseille

Plusieurs syndicats de policiers  
manifestent leur satisfaction

Après trente-trois jours de prison, le gardien de la paix Jean-Pierre Aveline, auteur de la « bavure » de Marseille, a été remis en liberté, le mardi après-midi 8 mars, sur décision prise, le matin même, par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence (Le Monde du 9 mars).

Placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de se concerter avec les témoins, quels qu'ils soient, ni avec les hommes de la brigade de surveillance Nord à laquelle il appartenait, le policier reste inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

En apprenant la libération du policier, M. M. Dore, mère de la victime, a déclaré : « Trente-trois jours pour l'assassinat de mon fils, ce n'est pas cher payé. La vérité est sortie. J'ai entendu trop de mensonges. Je veux que la vérité éclaire. » Tandis que M. Dore affirmait : « La vérité, les policiers la connaissent, qu'ils la disent. On veut dans cette affaire innocenter le policier. (...) C'est bien lui qui a appuyé sur la gâchette. »

De leur côté, plusieurs syndicats de policiers ont manifesté leur satisfaction. La Fédération autonome de la police nationale (FASP) « s'est félicitée » de la remise en liberté de Jean-Pierre Aveline. « Cette mesure, a indiqué M. Eugène Accasio, secrétaire général du SNPT/FASP, nous réjouit et, comme nous le souhaitons, prouve qu'un policier doit être considéré comme un citoyen à part entière. » Nous regrettons, a-t-il ajouté, que les avertissements du ministre de la justice et la pression de la rue nous aient conduits à cette situation.

La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, proche de l'extrême droite), qui « se réjouit », ajoute dans un communiqué qu'« elle attend avec impatience le non-lieu mérité pour ce représentant de l'ordre et la condamnation de tous ceux qui ont porté atteinte à son honneur ».

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, proche de la majorité), qui « se félicite » de la libération du policier, estime que « sa détention n'était pas nécessaire » puisqu'il avait agi « dans le cadre d'une mission de police ».

L'affaire du Carrefour du développement

La Cour de cassation confie  
à la chambre d'accusation de Rouen  
le sort d'une plainte de M. Nucci

Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation rendu le lundi 7 mars remet en mémoire l'un des épisodes de l'affaire dite du Carrefour du développement. Cet arrêt annule en effet celui de la chambre d'accusation de Paris qui, le 7 décembre 1987, avait lui-même annulé l'ordonnance rendue le 6 octobre précédent par le doyen des juges d'instruction, M. Alain Sauret, et déclarant recevable une plainte contre X... déposée par M. Christian Nucci pour recel de malfaiteur et visant en fait celui qui était devenu M. Yves Chaillet le vrai faux passeport qui facilitera sa fuite des premiers mois.

La censure de la chambre criminelle ne saurait être tenue en elle-même pour un rebondissement. L'arrêt juge seulement que les magistrats d'appel, dès lors qu'ils

déclaraient le doyen des juges d'instruction sans qualité pour se prononcer sur la recevabilité d'une plainte, n'auraient pas dû ordonner le retour de la procédure entre les mains du procureur de la République en vue de la désignation d'un juge d'instruction compétent, mais soit se prononcer eux-mêmes sur la recevabilité de la plainte de M. Nucci, soit désigner le magistrat apte à le faire.

En conséquence, la Cour de cassation a désigné la chambre d'accusation de Rouen pour statuer sur cette affaire.

Ancien ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci, député PS de l'Isère, a fait l'objet d'un vote par lequel les deux Assemblées parlementaires l'ont estimé, à la majorité, justiciable de la Haute Cour de justice.

Une commission arbitrale  
pour les enfants  
retenus en Algérie

Le ministre français des affaires étrangères a annoncé, le mardi 8 mars, la création prochaine d'une commission arbitrale franco-algérienne pour le règlement des dossiers individuels des enfants de couples mixtes franco-algériens séparés retenus par leur père en Algérie. Cette annonce a été faite vingt-quatre heures avant la réception à l'Élysée du Collectif des mères d'Algérie, accompagné d'une délégation de députés des quatre principales parités (RPR, UDF, PS et PC) qui devaient s'entretenir avec M. Mitterrand.

La commission arbitrale serait mise en place en attendant la signature d'une convention entre les deux pays. Elle réglerait les dossiers un par un et, contrairement aux médias qui avaient été désignés par Alger et Paris, serait habilitée à faire exécuter les décisions prises.

## AÉRONAUTIQUE

Les Chinois lancent un nouveau satellite de télécommunications. — La Chine a lancé avec succès, le lundi 7 mars, un nouveau satellite de télécommunications portant ainsi à vingt le nombre des charges utiles qu'elle a mises en orbite par ses propres moyens. Pour ce tir effectué depuis la base de Xichang, située dans le sud-ouest du pays, les Chinois ont fait appel à un lanceur de type Longue Marche, dont ils ont l'intention de commercialiser les services auprès des pays étrangers intéressés. Ce satellite, si l'on en croit les précisions données par l'agence Chine nouvelle, serait une version améliorée d'un satellite de télécommunications lancé en février 1986. Lors de son dernier tir réussi, en août 1987, le fusée Longue Marche avait lancé un satellite porteur d'expériences de microgravité fournies par la société Matra.

Une septième inculpation  
dans l'affaire  
des fausses factures  
de Nancy

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé de l'affaire des fausses factures de Nancy, a inculpé le mardi 8 mars, un entrepreneur en peinture de Maxéville (Meurthe-et-Moselle), M. Gérard Malgras, de « faux en écriture de commerce et abus de biens sociaux ».

M. Malgras, qui a été écroué à la maison d'arrêt de Briey, est la septième inculpé dans cette affaire. Le juge lui reprocherait d'avoir surévalu des devis destinés à l'un des six autres inculpés, M. André Gusa, entrepreneur en maçonnerie à Toul. Selon son défenseur, M. Philippe Souche, M. Malgras conteste les faits qui lui sont reprochés. L'avocat a fait appel de l'ordonnance de mise en détention.

Cette inculpation est intervenue le jour même où la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy devait examiner la demande de mise en liberté de deux des inculpés, M. Michel Bouriez, directeur général des hypermarchés Cora et président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, et de M. Richard Zanier, directeur technique d'une entreprise filiale de Cora. La chambre doit rendre son arrêt, mercredi 9 mars, dans l'après-midi.

La Ligue des droits de l'homme répond aux inspecteurs de police. — Saisi par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) à propos de Dominique Loiseau, inspecteur de police, inculpé et en détention provisoire depuis le 20 janvier 1988 (Le Monde du 27 février), le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Yves Joffe, lui a répondu : « Dès que nous aurons été saisis par les avocats de M. Loiseau, nous ne manquerons pas d'intervenir si, bien entendu, nous relevons des manquements aux droits fondamentaux de la personne humaine. » La défenseur de M. Loiseau est M. Jacques Vergès.

La nouvelle controverse sur le risque de transmission hétérosexuelle du virus du SIDA lancée le 7 mars à New-York par les célèbres sexologues américains William Masters et Virginia Johnson (Le Monde du 9 mars) se fonde pour l'essentiel sur une étude effectuée à partir d'un groupe de huit cents personnes. La méthodologie et les principaux résultats de ce travail font l'objet d'un ouvrage publié conjointement

aux États-Unis et en France (1). Les conclusions et les extrapolations des sexologues américains, qui estiment notamment que trois millions de citoyens américains sont très vulnérables au virus du SIDA, sont très vivement critiquées par de nombreux spécialistes et épidémiologistes de cette maladie. A Londres, lors de la cérémonie d'ouverture d'une conférence internationale

deux cents hommes du groupe d'étude n'avaient régulièrement utilisé un préservatif au cours de l'année précédente. Sur les deux cents femmes, six seulement demandaient régulièrement à leurs partenaires d'utiliser un préservatif. « Tout ce que nous pouvons dire, commente la méthodologie retenue pour un tel travail, est en déclarant ne pas vouloir extrapoler de manière hasardeuse, les sexologues américains développent très longuement les risques que comporte une telle situation. » Cette insouciance, écrivent-ils, laisse à penser que les autorités responsables de la santé publique ont fait à leur devoir de faire comprendre au public que l'épidémie de SIDA a éclaté. Les avertissements de nombreux experts sur le risque encouru par la multiplication des partenaires semblent n'avoir pas été pris au sérieux par la partie même de la population hétérosexuelle à laquelle ils étaient destinés.

Cet état de choses soulève de nouveaux sujets d'interrogation, car « le SIDA a indiscutablement établi une solide base de propagation dans les rangs des hommes et des femmes ayant des partenaires multiples se considérant comme exposés à la contamination par le virus », écrivent Masters et Johnson. Ils étaient convaincus, pour la plupart, que le problème du SIDA ne concernait pas les hétérosexuels. Beaucoup d'entre eux assuraient même être capables d'éviter tout contact avec des personnes contaminées.

Dans tous les cas, afin d'éliminer le risque de sélection des sujets potentiellement séropositifs par voie sexuelle, n'ont été retenus que les personnes n'ayant pas subi de transfusion sanguine depuis 1977. n'ayant pas fait

## Médecine

La transmission hétérosexuelle du SIDA

Le rapport de Masters et Johnson déclenche  
une vive polémique aux États-Unis et en Europe

usage de drogue et n'ayant pas eu de rapports homosexuels ou bisexuels depuis 1977.

Toute l'étude a été menée de façon rigoureusement anonyme. Sur les quatre cents personnes monogames, seul un cas de séropositivité a pu être établi. Dans le groupe à partenaires hétérosexuels multiples, le taux de séropositivité était de 5 % chez les hommes et de 7 % chez les femmes. Les pourcentages montaient à 14 % et à 12 % chez les femmes et les hommes déclarant avoir plus de douze partenaires annuels durant les cinq dernières années. Les taux de séropositivité les plus élevés ont, comme prévu, été retrouvés à New-York et à Los Angeles.

D'une manière générale, les auteurs américains ne parviennent pas à mettre en évidence l'existence de risque spécifique lié à telle ou telle pratique sexuelle. Seule la fréquence des partenaires semble constituer un risque de contamination. « Moins de 10 % des hommes et des femmes ayant des partenaires multiples se considéraient comme exposés à la contamination par le virus », écrivent Masters et Johnson. Ils étaient convaincus, pour la plupart, que le problème du SIDA ne concernait pas les hétérosexuels. Beaucoup d'entre eux assuraient même être capables d'éviter tout contact avec des personnes contaminées.

Les faits avaient été révélés au procès, dit des médecins de Poitiers par l'un des experts, le professeur Jean Lassner. M. Milhaud a été inculpé, à sa demande, afin de

laquelle ils étaient destinés.

Cet état de choses soulève de nouveaux sujets d'interrogation, car « le SIDA a indiscutablement établi une solide base de propagation dans les rangs des hommes et des femmes ayant des partenaires multiples se considérant comme exposés à la contamination par le virus », écrivent Masters et Johnson. Ils étaient convaincus, pour la plupart, que le problème du SIDA ne concernait pas les hétérosexuels. Beaucoup d'entre eux assuraient même être capables d'éviter tout contact avec des personnes contaminées.

Dans tous les cas, afin d'éliminer le risque de sélection des sujets potentiellement séropositifs par voie sexuelle, n'ont été retenus que les personnes n'ayant pas subi de transfusion sanguine depuis 1977. n'ayant pas fait

usage de drogue et n'ayant pas eu de rapports homosexuels ou bisexuels depuis 1977.

Toute l'étude a été menée de façon rigoureusement anonyme. Sur les quatre cents personnes monogames, seul un cas de séropositivité a pu être établi. Dans le groupe à partenaires hétérosexuels multiples, le taux de séropositivité était de 5 % chez les hommes et de 7 % chez les femmes. Les pourcentages montaient à 14 % et à 12 % chez les femmes et les hommes déclarant avoir plus de douze partenaires annuels durant les cinq dernières années. Les taux de séropositivité les plus élevés ont, comme prévu, été retrouvés à New-York et à Los Angeles.

D'une manière générale, les auteurs américains ne parviennent pas à mettre en évidence l'existence de risque spécifique lié à telle ou telle pratique sexuelle. Seule la fréquence des partenaires semble constituer un risque de contamination. « Moins de 10 % des hommes et des femmes ayant des partenaires multiples se considéraient comme exposés à la contamination par le virus », écrivent Masters et Johnson. Ils étaient convaincus, pour la plupart, que le problème du SIDA ne concernait pas les hétérosexuels. Beaucoup d'entre eux assuraient même être capables d'éviter tout contact avec des personnes contaminées.

Les faits avaient été révélés au procès, dit des médecins de Poitiers par l'un des experts, le professeur Jean Lassner. M. Milhaud a été inculpé, à sa demande, afin de

Les suites de l'affaire d'Amiens

Le professeur Alain Milhaud  
est inculpé à sa demande

Le professeur Alain Milhaud, qui avait suscité une vive polémique en faisant inhaler du protoxyde d'azote à un jeune homme, Pascal Louette, en état de coma dépassé, dans son service du CHR d'Amiens (Somme), a été inculpé, le mardi 8 mars, de « coups et blessures volontaires sur une personne incapable de se défendre en raison de son état physique ou mental » par le juge Jean-Michel Stoltz.

Les faits avaient été révélés au procès, dit des médecins de Poitiers par l'un des experts, le professeur Jean Lassner. M. Milhaud a été inculpé, à sa demande, afin de

Plusieurs personnalités s'associent  
à un « testament de vie »

Le professeur Alain Milhaud a pris l'initiative de rédiger un nouveau « testament de vie » qu'ont déjà signé un certain nombre de personnalités et qui vise à obtenir de sujets qu'ils autorisent, au cas où ils se trouveraient en coma végétatif prolongé ou en coma dépassé, que l'on pratique sur eux des expérimentations cliniques.

Les signatures sont recueillies par l'Association pour le développement de l'expérimentation en médecine (ADEM - CHU Nord, 80030 Amiens). Nous publions ci-dessous le texte de ce « testament ».

« Tout en espérant que des textes législatifs ou réglementaires viennent bientôt renforcer et compléter la loi sur les prélèvements d'organes en les facilitant et en ajoutant la notion d'expérimentation humaine sur des sujets porteurs de dommages cérébraux globaux irréversibles.

Je soussigné...

1) Dans le cas où après un accident je me trouvais en « coma dépassé » (mort cérébrale = mort) j'accepte que mon corps serve en priorité aux prélèvements d'organes à des fins thérapeutiques ou, pour toute expérimentation utile aux progrès et connaissances médicales.

2) Dans le cas d'état végétatif chronique (état inchangé depuis plus d'un an, simplement constaté par trois médecins dont un spécialiste de neurologie), j'accepte que les experts en recherche clinique, pratiquent sur moi des essais diagnostiques et thérapeutiques d'intérêt général, présumés non dangereux.

Voici la liste des premiers signataires :

Henri Caillaud, ancien ministre, ancien sénateur, avocat à la cour (Paris) ; Lionel Margent, avocat à la cour (Amiens) ; Gérard Soulié, professeur de droit à l'université de Picardie (Amiens) ; médecins : Denise Brille, ancien directeur de recherche à l'INSERM (Paris) ; Louis Campes, président fondateur de la Société française de neuro-anesthésie-réanimation (Toulouse) ; Jacques Chopin, chef du Centre de réanimation polyvalente (Maz-Trouville) ; Maurice Cara, professeur honoraire d'anesthésiologie (Paris) ; Christian Conseiller, chef du département d'anesthésiologie, Cochin (Paris) ; Henri Danon-Bolleau, psychanalyste (Paris) ; Gérard Desmet, chef du laboratoire d'hormonologie (Amiens) ; Raymond Galinski, chef du département d'anesthésiologie, Boucicaut (Paris) ; Julien Guelfi, professeur honoraire de physiologie médicale (Paris) ; Daniel Guillemin, professeur de chirurgie cardio-vasculaire (Suresnes) ; Gilbert Huault, chef du Centre de réanimation pédiatrique, Bicêtre (Paris) ; Jean-Marie Idatte, professeur de néphrologie (Paris) ; Henri Kreis, professeur de néphrologie, Necker (Paris) ; Jean-Philippe Lesbre, professeur de cardiologie (Amiens) ; Alain Milhaud, professeur d'anesthésiologie (Amiens) ; Paul Milliez, doyen honoraire, Broussais (Paris) ; Alain Nèbhart, professeur d'anesthésiologie (Besançon) ; Gérard Oksendambler, professeur d'anesthésiologie (Rouen) ; Dominique Pette, doyen honoraire (Poitiers) ; Jacques Pietri, professeur de chirurgie thoracique et SAMU de Paris ; Henri Poullin, professeur de chirurgie cardio-vasculaire (Amiens) ; Jean Quichaud, professeur d'endocrinologie (Amiens) ; Jean-Claude Quiret, chef du Centre de réanimation cardio-vasculaire (Amiens) ; André Snadja, professeur d'anatomopathologie (Amiens) ; René Sioppa, professeur de clinique chirurgicale (Amiens).

L'affaire du centre de transfusion sanguine de Châteauroux

Le docteur Jean Klein  
a été licencié abusivement

LIMOGES  
de notre correspondant

Rebondissement spectaculaire dans la « guerre du sang », qui sévit depuis près de deux ans dans l'Indre (Le Monde du 22 octobre 1987) : le conseil des prud'hommes de Châteauroux a jugé, le mardi 8 mars, « abusif » le licenciement du directeur du centre de transfusion sanguine (CTS) de Châteauroux, le docteur Jean Klein.

Au mois de juillet 1987 le docteur Klein avait été licencié pour faute grave par l'Association de gérance du centre présidée par le docteur Patrick Serpou. Il était accusé de « rébellion permanente » contre une autorité dont il contestait la représentativité. L'union départementale des associations de donneurs de sang bénévoles de l'Indre se solidarisa alors massivement avec le docteur Klein en menant notamment plusieurs grèves des dons du sang.

Le docteur Klein en augmentant le potentiel du laboratoire d'analyse du CTS avait voulu en faire le partenaire privilégié de l'hôpital public de Châteauroux, lui-même dépourvu de laboratoire, ce qui heurtait les intérêts des laboratoires privés avec lesquels travaillait jusqu'alors exclusivement le Centre hospitalier.

Diverses actions juridiques se sont alors succédées auprès du tribunal de grande instance de Châteauroux, de la cour d'appel de Bourges, du tribunal administratif de Limoges ; elles avaient finalement abouti à prendre le parti de l'Association de gérance et à entériner le licenciement du docteur Klein. Un audit sur cette affaire, demandé par la préfecture de l'Indre, était resté ensuite « au secret » au ministère de la Justice.

Or la décision du Conseil des prud'hommes vient bouleverser en termes sévères ce « consensus ». Le

licenciement est jugé abusif. Le président de l'Association de gérance a, estimant les prud'hommes « outrepassés ses droits » et à « persisté malgré les interventions du docteur Klein pour faire respecter la loi », lequel docteur Klein « a en toutes les raisons d'intervenir » pour tenter d'obtenir un « fonctionnement normal de l'institution ». En conséquence, l'Association de gérance est condamnée à lui verser 455000 francs d'indemnités pour licenciement abusif et préjudice moral.

GEORGES CHATAIN.

## SPORTS

Ricard  
est un parrain

Publicité ou parrainage ? Face à la nouvelle loi interdisant la publicité sur l'alcool dans le sport, il faut choisir. En ce qui concerne le circuit automobile de Castellet, dans le Var, M. Christian Bergelin, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, vient de trancher : la présence de la marque d'apéritifs Ricard relève du parrainage et non de la publicité.

Dans une lettre adressée à M. Hervé Kervella, président de la Fédération française de moto (FFM), le ministre écrit : « Le circuit Paul-Ricard a depuis longtemps apporté un soutien important pour le développement des sports motocyclistes et automobiles. Il s'agit en l'occurrence d'une activité de parrainage qui ne s'associe pas directement de la société Ricard et la vente de ses produits. »

Le président de la FFM est donc rassuré. Il ne violera pas la loi du 30 juillet 1987 — dite loi Barzach — en organisant le Grand Prix de France de vitesse le 24 juillet et le Bol d'or en septembre sur le circuit du Var.

● CYCLISME : Paris-Nice. — Au terme d'une longue échappée solitaire, la Britannique Sean Yates a remporté, mardi 9 mars, la première étape, disputée entre Villard-Regnier-Sabon et Saint-Etienne. Le Français Bruno Wojnietz, qui a gagné le sprint du peloton, était second avec 2 min 12 s de retard. L'italien Stephen Roche ne s'est pas présenté au départ. Opéré du genou gauche en novembre dernier, le champion du monde a préféré, après avis médical, différer sa rentrée.



# Education

2 milliards de francs pour le « plan Monory »

## « Une première étape décisive »

nous déclare le ministre de l'éducation nationale

« Vous avez rendu publics, en décembre dernier, un plan et un chiffre : 25 à 28 milliards de francs en année terminale. Le conseil des ministres vient d'arrêter les premières mesures d'application pour 1989. Où en êtes-vous ? »

« Le conseil des ministres a décidé d'inscrire au projet de budget de 1989 une série de mesures nouvelles. Il faudra y ajouter les mesures nécessaires pour tenir compte de la démographie scolaire, c'est-à-dire l'augmentation du nombre d'élèves dans les lycées (y compris les classes de techniciens supérieurs), du fait de la prolongation de la scolarité. Il est impossible de dire, à ce jour, de combien le budget 1989 sera supérieur au budget de 1988. Mais l'ensemble des mesures adoptées aujourd'hui se traduiraient par un accroissement très significatif, en tout état de cause, du budget de l'éducation nationale en 1989 par rapport au budget 1988, qui était de 7,5 milliards de francs en fonctionnement. »

« On peut donc dire qu'une étape décisive est désormais franchie. C'était le plus difficile. L'important était d'amorcer le mouvement. Je crois qu'il ne sera plus possible de revenir en arrière, car toutes ces mesures, comme toutes les propositions inscrites dans mon plan, se fondent sur une réflexion préparatoire extrêmement sérieuse, menée par des hommes et des femmes dont la compétence est incontestable. »

« Il y a pourtant un trou dans les mesures annoncées : vous souhaitez revaloriser de 10 % les départs de carrière des instituteurs et de 10 % à 15 % ceux des professeurs du secondaire, ainsi qu'une possibilité de promotions accélérées. N'en est-il pas question ? »

« Il n'est pas possible de renouer à ces objectifs. Mais j'ai insisté, pour commencer, sur ce qui me paraissait le plus urgent : la formation des maîtres, l'initiative locale, la réussite scolaire à l'école élémentaire, la revalorisation du taux des heures supplémentaires. La voie est tracée et il n'est pas question de s'arrêter en chemin. Cela dit, il faut éviter le double écueil de la précipitation et de la démagogie, surtout dans une période qui porte à la surcharge électorale. »

« Vous démontrez clairement qu'on ne peut pas résoudre la crise de recrutement des enseignants sans revaloriser les traitements ? »

« J'en suis sûr. Et le débat est déjà engagé publiquement. Les hommes politiques ne peuvent rien contre cette réalité : la France ne sortira de la crise que si elle a une meilleure éducation. La vraie question, qui n'est pas encore suffisamment débattue dans la campagne électorale, est celle du chômage. Et l'opinion publique doit s'habituer à ne plus parler seulement du traitement social, mais aussi du traitement éducatif du chômage. Pour cela, il faut des enseignants de qualité et en nombre suffisant. »

« Le seul argument de l'équilibre de la grille de la fonction publique ne tient pas : on n'a guère de mal à recruter d'autres fonctionnaires, mais on en a pour recruter des enseignants. Il conviendrait donc dans un proche avenir d'aller plus loin en matière de revalorisation financière, aussi bien que de revalorisation morale de la mission des enseignants dans la nation. »

« Avec moi, les technocrates n'ont jamais gagné ! » Les « technocrates » de la Rue de Rivoli n'avaient qu'à bien se tenir, lorsqu'ils reçurent, sans avertissement, le 15 décembre dernier, le « paquet » de M. Monory : un plan de 28 milliards. Leur colère fut à la mesure de leur surprise et leurs premiers contacts avec les représentants de l'éducation nationale furent plutôt froids.

Aujourd'hui, une première étape est franchie et M. Monory, qui se dit enchanté de ses relations avec les représentants du gouvernement est convaincu que sa méthode était la bonne. « Il fallait commencer par afficher les besoins réels, sans les censurer, pour qu'une prise de conscience se fasse dans l'opinion publique et dans les milieux politiques. Après, c'est aux responsables de faire les choix. »

Propos recueillis par F. G.

## Pour un « traitement éducatif du chômage »

Cette prise de conscience est-elle parvenue à un niveau suffisant pour influencer les décisions ? M. Monory ne cache pas, qu'à son goût, il y a encore du chemin à parcourir. L'éducation ne lui semble pas avoir pris dans le débat électoral (y compris dans le discours de M. Barre) la place qu'elle devrait avoir — notamment pour la lutte contre le chômage. « On assiste à un débat de comptables, alors qu'il s'agit d'un problème philosophique, observe-t-il avec regret. Il faudrait que l'idée du « traitement éducatif du chômage » devienne un véritable slogan. »

Quant aux décisions du conseil des ministres, elles résultent de « transactions », dans lesquelles le ministre de l'éducation n'a pas obtenu tout ce qu'il désirait.

Faisant ses comptes, il estime disposer d'à peu près 4 milliards de

mesures nouvelles — ce qui, souligne-t-il avec satisfaction, correspond bien à la première année d'un plan de 28 milliards sur sept ans. Cette somme se décompose de la façon suivante : 2 milliards, pour accueillir les 90 000 élèves supplémentaires qui se présenteront dans les lycées (y compris dans les classes de techniciens supérieurs) à la rentrée prochaine ; 2 milliards pour les mesures particulières d'application de son plan : augmentation de 20 % de la rémunération des heures supplémentaires dans le secondaire ; création de 75 000 heures de plus (coût : 1 milliard) ; soutien aux élèves en difficulté dans le primaire (300 millions) ; bourses de recrutement pour des étudiants se préparant à devenir enseignants (150 millions) ; aide à l'innovation dans les établissements scolaires (250 millions)...

Tout cela, estime M. Monory, correspond aux « urgences » pour lesquelles il fallait « se battre en priorité ». Mais le ministre de l'éducation s'est heurté à un refus catégorique des finances concernant la revalorisation des traitements de tous les enseignants. Il demandait en effet une augmentation de 10 à 15 % des débuts de carrière et une possibilité de promotion accélérée pour les enseignants les plus « méritants ». Les finances jugent ces propositions « insupportables », en raison des répercussions qu'elles ne manqueraient pas d'avoir sur l'ensemble de la fonction publique.

Pour M. Monory, si l'opinion n'est pas encore mûre pour prendre une telle décision, celle-ci n'en est pas moins indispensable pour faire face à la dramatique crise de recrutement à laquelle la France aura à faire face lorsqu'il faudra à la fois mener 74 % d'une classe d'âge au niveau du bac et renouveler les départs massifs à la retraite.

Du côté du ministère et de la recherche de l'enseignement supérieur, on n'a jamais caché que l'on préférait une démarche plus discrète et plus prudente que celle de M. René Monory. Après la définition des enjeux, des besoins et des objectifs — qui ont fait l'objet de deux rapports récents sur l'avenir de l'université et sur la condition des enseignants du supérieur — le ministère s'est attaché à traduire, chapitre par chapitre, les évolutions budgétaires souhaitables.

En somme, au lieu d'afficher d'entrée de jeu le montant global de l'investissement formation nécessaire pour les prochaines années, il s'est attaché à évaluer, point par point, les mesures indispensables pour la rénovation et le développement de l'enseignement supérieur.

Après une longue série de réunions interministérielles et techniques, au cours des dernières semaines, on atteint aujourd'hui le terme de ce processus pragmatique : reste à boucler l'addition globale. Cela devrait être fait dans les prochains jours. On pourra mieux juger alors de l'efficacité respective des deux méthodes et des deux ministres.

GÉRARD COURTOIS et FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Soutien, formation continue, innovation

Les mesures particulières, qui seront inscrites dans le budget de 1989, pour marquer le démarrage du plan, sont les suivantes :

### ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

• 300 millions de francs pour le soutien des élèves en difficulté. — Il s'agit de multiplier par dix les sommes actuellement destinées aux enseignants de soutien, en dehors des horaires normaux, pour les élèves en difficulté (essentiellement pour l'apprentissage de la lecture) et d'étendre le plan de rattrapage mis en place en janvier 1988 et auquel ont été consacrés, cette année, 30 millions de francs. L'objectif est de porter rapidement de 50 % à 85 % au moins, la proportion des élèves maîtrisant parfaitement la lecture, l'écriture et le calcul, à l'entrée en sixième.

### ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

• Création de 75 000 heures supplémentaires. — 75 000 heures s'ajouteront, à la

rentée 1989, aux 307 000 existantes. La moitié environ seront consacrées à la formation continue des enseignants, pour permettre le remplacement de ceux qui sont en stage ou qui préparent les concours internes (professeurs de collège, préparation du CAPES interne, professeurs des lycées professionnels). L'autre moitié devra permettre d'améliorer le soutien pédagogique, notamment dans les collèges ayant des objectifs de rénovation. On peut estimer le coût de cette mesure à environ 1 milliard en année pleine.

• Revalorisation de 20 % des heures supplémentaires. — L'ensemble des heures supplémentaires sera réévalué de 20 % en moyenne, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989. Le taux actuel de 4 425 francs pour une heure par an pour les professeurs de collège, de 6 253 francs pour un certifié et de 8 880 francs pour un agrégé. Pour les professeurs des lycées profes-

sionnels, il est de 4 071 francs ou 5 732 francs, selon leur catégorie.

• Formation des professeurs du technique. — 78 millions de francs seront consacrés à des actions de formation continue pour des enseignants des lycées professionnels : présentement, intervenants extérieurs...

### ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

• 250 millions de francs pour l'innovation. — Un fonds national d'incitation à l'innovation de 250 millions de francs sera constitué. Il permettra aux académies d'aider les établissements de tous niveaux, ayant des programmes précis d'innovation, pour des actions de soutien ou de diversification de l'enseignement.

### RECRUTEMENT

• 150 millions de francs pour des bourses de prérecrutement. — Ces bourses seront destinées aux étudiants préparant le CAPES et l'agrégation, en priorité

dans les disciplines déficitaires. Elles seront affectées notamment aux universités ayant répondu aux appels d'offres du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, pour restructurer les filières de préparation aux concours. Il n'est pas exclu que les candidats aux concours d'entrée aux écoles normales d'instituteurs puissent aussi en bénéficier.

• Création de 500 postes de surveillants d'externat. — Ces postes, destinés aux étudiants préparant les concours de recrutement, s'ajouteront aux 44 000 existant actuellement.

• Programmation pluriannuelle des postes au concours. — Pour permettre une prévision à moyen terme et donner aux universités la possibilité de planifier leur formation, le gouvernement s'engage à fixer une programmation pluriannuelle (sur cinq ans au moins) des postes mis aux concours de recrutement.

## Universités : collèges, recrutement, entretien des locaux

Au-delà du bilan de l'action menée depuis quinze mois, l'essentiel de l'intervention de M. Jacques Velasco sur le budget de 1989 a été consacré à la préparation de l'avenir de l'enseignement supérieur en fonction de quatre objectifs : la diversification des premiers cycles universitaires, afin de lutter contre la sélection par l'échec ; la rénovation indispensable du patrimoine immobilier des universités ; la préparation des recrutements, en veillant notamment à la qualité des formations doctorales ; enfin l'amélioration de l'accueil des étudiants.

Dans le cadre du budget 1989, le développement des premiers cycles, de l'accueil et de l'orientation des bacheliers (dans le cadre de « collèges universitaires » pour les universités qui voudront s'engager dans cette voie) devrait bénéficier de la création de quelque cinq cents emplois supplémentaires et d'une rallonge de 150 millions de francs. Les gros travaux de maintenance des locaux bénéficieront d'environ 200 millions de francs supplémentaires (soit un relèvement de 66 % par rapport à 1988). Quant à l'entretien courant des quelque 7 millions de mètres carrés de locaux universitaires, il nécessite un effort très important. Une centaine de millions de francs supplémentaires pourraient être dégagés dans le budget 1989, afin de commen-

cer à rattraper les coûts de maintenance moyens pratiqués dans d'autres administrations.

Le recrutement de jeunes universitaires et l'amélioration de la condition des enseignants du supérieur — deux problèmes qui étaient au centre du récent rapport de M. Durry — ont également été évoqués. La reconstruction d'un vivier de jeunes enseignants, afin de remédier à la disparition du corps des assistants, a conduit le gouvernement à préparer un dispositif réglementaire destiné à recruter des étudiants titulaires d'un DEA (diplôme d'état approfondi) qui seraient chargés de services particuliers d'enseignement. De même, dès la rentrée prochaine, pourraient être multipliées les procédures de détachement dans le supérieur de professeurs certifiés et agrégés du secondaire.

Ces premières esquisses budgétaires prévoient une revalorisation de l'ordre de 40 % du taux de base des heures complémentaires et une hausse sensible de la prime de recherche, dont le relèvement serait décaissé afin que chaque université puisse moduler individuellement ces augmentations en fonction des travaux de recherche effectivement reconnus. La globalisation de l'ensemble des mesures envisagées au budget 1989 est pratiquement achevée et les ordres de grandeur devraient être connus rapidement.

## Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

Le Monde le GUIDE du ROUTARD

AIR FRANCE

dans Le Monde à partir du VENDREDI 11 MARS (numéro daté samedi 12 mars)



GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

## Le premier ministre propose des « états généraux de l'éducation et de la formation »

Au cours d'un meeting tenu à Poitiers le mardi 8 mars en présence de M. Monory (UDF), ministre de l'éducation, M. Chirac a proposé la réunion rapide des « états généraux de l'éducation et de la formation » qui « favoriseraient une prise de conscience des enjeux et permettraient de dégager un large accord sur les mesures à prendre en priorité pour moderniser le système éducatif ».

Il a expliqué : « C'est l'ensemble des partenaires de l'école qui doivent s'exprimer : les familles, mais aussi les élèves, les entreprises, les diverses organisations ou associations qui s'intéressent à la formation. » Il a énoncé les priorités du budget de l'éducation pour 1989 : « Amélioration des formations de soutien, amélioration des conditions de travail des enseignants, développement massif des enseignements techniques, effort de rénovation des établissements scolaires. » Il a invité ses auditeurs « à faire preuve de vigilance sur un principe dont on pouvait penser qu'il était définitivement acquis, le droit des familles à choisir l'école de leurs enfants ».

## ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### FORMATION CONTINUE

LANGUES COURS INDIVIDUELS TOUTE L'ANNÉE COURS COLLECTIFS DISCONTINUS

2 fois 2 heures par semaine, sur 10 semaines Allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français pour étrangers, italien, japonais, portugais

ECCEP : 3, rue Armand-Moisant, 75015 PARIS Tél. : 43-20-08-82 - Poste 455 MÉTRO MONTPARNAISE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

هنا من الامم



## Le Monde CAMPUS

### La réforme qui ébranle Polytechnique

Pour la première fois cette année, tous les élèves ne suivront pas les mêmes enseignements. Une évolution qui soulève un sujet tabou : le classement de sortie et l'accès aux grands corps de l'Etat.

C'EST une petite révolution que connaît, cette semaine, l'Ecole polytechnique. Pour la première fois, en effet, les élèves de première année ne vont pas tous recevoir les mêmes enseignements.

Après avoir suivi, de septembre à février, un « tronc commun », ils se sont répartis entre « majeures » à leur choix : chimie (pour cinquante d'entre eux), mathématiques (soixante-neuf), physique (cent trente-huit), science des matériaux (cent un). A l'intérieur de chacune de ces « majeures », ils choisissent, en outre, un « enseignement d'approfondissement ». L'an prochain, après une nouvelle phase de tronc commun de cinq mois, ils devront à nouveau faire un choix, entre sept majeures — algèbre, informatique, biologie, calcul scientifique, et mécanique ; sciences de l'espace ; équations aux dérivées partielles — économie ; optimisation — et se déterminer devant une autre liste d'enseignements d'approfondissement. Enfin, au troisième trimestre, ils choisiront, comme c'était déjà le cas dans le passé, une « option scientifique ».

Cette réforme répond au souci exprimé en 1985, dans un rapport qui fut du bruit, par M. Bernard Esambert, président du conseil d'administration de l'école, de rompre avec le monolithisme de l'enseignement de Polytechnique et de renforcer l'autonomie des élèves.

« Ces travaux personnels, écrit M. Esambert, redonneront aux élèves la motivation qu'ils perdent au contact d'un enseignement qui leur apprend un peu de tout sur la base du bachotage. »

Plus largement, cette remise en question repose sur l'idée que la formation scientifique générale, qui fait la renommée de l'Ecole polytechnique, ne suffira plus, à l'avenir, à maîtriser des évolutions technologiques et industrielles de plus en plus complexes. « Les élèves doivent comprendre, explique M. Pierre Vasseur, directeur des laboratoires, que, pour s'imposer dans les années à venir, ils devront être des experts dans des domaines précis. Cela suppose, en plus d'une culture scientifique de base de très haut niveau, qui doit être préservée, une compétence particulière,

acquise par le contact avec la recherche. »

Cette évolution est bien plus qu'un simple aménagement de la scolarité : elle remet en question tout le fonctionnement de l'école. En effet, si tous les élèves ne suivent plus les mêmes enseignements, il devient très difficile de les soumettre à un classement final. Or ce classement, qui donne accès aux grands corps techniques de l'Etat, a pris une telle importance aux yeux des élèves qu'il détermine entièrement la vie de l'école. « Le côté quasiment obsessionnel du classement sert d'alibi pour limiter la portée des diversifications prometteuses de l'enseignement scientifique et des expériences pédagogiques », écrit M. Esambert.

Les effets pervers de ce classement ne sont plus à démontrer, puisqu'il détermine, à lui seul, l'orientation des élèves entre les grands corps d'ingénieurs, selon une hiérarchie pratiquement immuable, au sommet de laquelle règnent les Mines et les Ponts et Chaussées (1).

Ainsi, le recrutement des futurs responsables des grands secteurs industriels s'opère en fonction des notes à des exercices de type très scolaire, et non selon les aptitudes ou les intérêts des élèves. « C'est un peu, disait plaisamment, M. Giraud, ministre de la Défense et tuteur de l'école, comme si on décidait que les cinq premiers de l'école des sports de Joinville feraient de l'escrime, les cinq suivants du rugby, les cinq suivants de la natation... sans tenir compte

de leur gabarit ou de leurs capacités... »

C'est pourquoi M. Giraud n'avait pas craint, en juin dernier, de préconiser la suppression pure et simple du classement, pour laisser aux corps d'Etat la responsabilité d'assurer leur recrutement selon leurs propres besoins (le Monde du 17 juin 1987). Cette suggestion était un peu trop iconoclaste pour avoir des chances d'aboutir. Mais en demandant aux différentes parties intéressées de lui faire des propositions, le ministre lançait un débat auquel il était difficile de se dérober.

#### Une « scholastique » de l'abstraction »

Après beaucoup de discussions, le conseil d'administration de l'école a approuvé, à l'unanimité, une note de la direction, qui vient d'être transmise au ministre et qui pourrait aboutir à des décisions rapides.

A la fin du deuxième trimestre de la deuxième année, les élèves pourraient poser leur candidature à trois corps au plus. Une liste de candidats serait ainsi adressée à chaque corps, qui établirait, sur dossiers anonymes, une liste d'admissibilité. L'admission définitive se ferait au moyen d'un concours comprenant une ou plusieurs épreuves, particulières à chaque corps et la soutenance d'un « mémoire d'option ».

Chaque liste comprendrait une liste complémentaire, pour tenir compte des désistements des élèves admis à plusieurs corps ou préférant une autre orientation (préambanche, préparation d'une thèse...). L'affectation définitive se ferait lors d'une réunion dite « de convergence ».

« Il me semble, écrit M. Maurice Bernard, directeur des études, que la réflexion lancée par M. André Giraud sur cette question du classement offre aux acteurs concernés, les corps, l'école et les élèves, une occasion inespérée d'adapter le fonctionnement de l'X aux réalités du monde d'aujourd'hui et éviter



Sur le campus de l'Ecole polytechnique à Palaiseau.

ainsi dans un avenir proche une crise que je prévois grave et difficilement évitable.

« L'évolution actuelle, amorcée depuis déjà longtemps (les options), caractérisée aujourd'hui par les majeures, est irréversible. Le retour à un système de tronc commun généralisé serait le triomphe d'une sorte de scholastique de l'abstraction et du savoir théorique que le monde d'aujourd'hui ne peut que rejeter et pour lequel, à terme, on risque de ne trouver ni élèves ni enseignants. Si l'on est bien pénétré de cette idée, alors la classe unique devient ou bien un exercice où la part d'arbitraire, traçant ou bien ne s'appliquant qu'à un noyau réduit de connais-

sances communes qui lui dénote toute réelle signification. »

Ces fortes paroles seront-elles entendues ? Le fait que l'initiative ait été prise par un ministre ancien polytechnicien, qui fut longtemps président du conseil d'administration de l'X et « patron » du corps des mines, donne à ces propositions de sérieuses chances d'aboutir. Le ministre, qui en est satisfait, serait prêt à les appliquer rapidement.

FREDÉRIC GAUSSEN.

(1) L'Ecole polytechnique donne accès à neuf corps d'ingénieurs (mines, ponts et chaussées, télécommunications, génie rural et eaux et forêts, armement, météorologie, géographie, aviation civile, instruments de mesure) et à deux corps annexes (contrôle des assurances et administrateurs de l'INSEE).

## CHINE

CARREFOUR DE LA CHINE organise « Une journée en Chine à Paris » le 12 MARS 1988. L'histoire et l'actualité de la Chine seront présentées au cours des cinq conférences assurées par les meilleurs sinologues, ainsi que des films documentaires et des renseignements pratiques pour le futur voyageur.

Le programme se déroule au Club des Arts et Métiers, 9 bis, av. d'Iéna, 75008 Paris (métro Iéna). Il est préférable de réserver, toutefois les inscriptions sur place sont acceptées dans la mesure des disponibilités, à partir de 9 h 30.

#### PROGRAMME

- Grande salle**
- 10 h La population chinoise, par Pierre TROLLET, professeur à l'Institut des langues orientales, coauteur de *L'Empire du milliard* (éd. Armand Colin).
  - 11 h 15 La vie quotidienne en Chine, par Marie HOLZMAN, journaliste et sinologue.
  - 12 h 30 Pause déjeuner (des sandwiches seront vendus sur place).
  - 14 h Chine actualités, le point sur la situation politique à Pékin par Patrice DE BEER, correspondant du journal *Le Monde* à Pékin de 1984 à 1987.
  - 15 h 15 Le journal d'un ethnologue, film de Patrice FAVA, sinologue. Un document unique sur les traditions chinoises telles qu'elles se perpétuent dans les campagnes, les monastères bouddhistes et taoïstes, les montagnes sacrées...
  - 17 h Communisme d'hier et communisme d'aujourd'hui par Jean-Luc Domenach, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, coauteur de *La Chine 1949-1985* (éd. Notre Siècle).

Participation aux frais 100 F (50 F pour les voyageurs de Carrefour de la Chine)

#### Petite salle

Toute la journée et parallèlement au programme de la grande salle :

Projections non-stop de vidéo-films, prêts par l'Agence du tourisme de Chine, sur la Chine et ses grands sites touristiques.

Rencontres Voyager en Chine, avec la participation de Michel BAGOT, auteur des *Carnets de voyages*, et l'équipe de Carrefour de la Chine.

Stand librairie avec les principaux ouvrages et tous les guides touristiques et cartes géographiques.

Bon à découper et à retourner à : Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, la brochure : « CONNAÎTRE ET AIMER LA CHINE ».

Je désire participer au Samedi de la Chine du 12 mars 1988 (ci-joint un chèque de 100 F pour frais de participation aux conférences). Réduction de 50 % pour les voyageurs de Carrefour de la Chine.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Et pourquoi pas vous ? Paris-Pékin aller-retour : 5 500 F



Carrefour de la Chine

Connaître et aimer la Chine  
45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris  
Tél. 42-61-60-25/42-61-08-28 - Minitel 3615 CDV

### Appel aux entreprises

La réforme de l'enseignement n'est qu'un aspect de l'effort d'adaptation entrepris par l'Ecole polytechnique, à la suite du rapport de M. Esambert. Celui-ci insistait aussi sur la nécessité de faire participer plus activement les élèves aux activités de recherche.

En effet, si l'X peut s'enorgueillir de la présence en son sein de seize laboratoires de recherche fondamentale de haut niveau, ceux-ci n'ont eu, jusqu'à présent, que peu d'incidence sur l'enseignement, les élèves hésitant à s'engager dans des activités considérées comme peu rentables pour leur future carrière.

Or, pour M. Vasseur, la formation des futurs responsables de l'industrie doit impérativement faire une place importante à la recherche, pour que ceux-ci soient capables d'appréhender les développements de plus en plus rapides et complexes des nouvelles technologies.

C'est pourquoi il préconise avec M. Bernard Descomps, plus spécialement chargé de ce dossier, la création, sur les terrains de Polytechnique, d'un centre d'échanges scientifiques et technologiques, comme il en existe aux Etats-Unis. Les laboratoires de ce centre, associant les équipes de recherche de l'école et des entreprises, permettraient de développer une recherche à finalité industrielle, de susciter la création d'entreprises de haute technologie et d'initier les élèves aux technologies de l'avenir.

Lancée en 1985, cette idée a rencontré jusqu'à présent peu d'écho auprès des entreprises françaises. Mais ses auteurs ne désespèrent pas de la faire aboutir avec la création de trois unités correspondant aux points forts de l'école : applications des techniques de l'intelligence artificielle ; applications des chocs laser dans le traitement et l'élaboration des matériaux nouveaux ; génie biologique et médical.

La réalisation de ce centre suppose une active coopération entre le ministère de la Défense, qui devrait participer à la construction des bâtiments, les organismes de recherche (CNRS, INSERM), les collectivités locales et les industries qui assureraient une part du financement. Ce dernier point, qui est déterminant, serait en voie de trouver une solution.

Lorsqu'ils ont lancé ce projet, ses auteurs ont constaté avec amertume qu'il soulevait peu d'enthousiasme en France, mais beaucoup auprès des industriels américains — voire japonais. Même si, en matière scientifique, la coopération internationale est indispensable, il était désagréable d'imaginer que le développement de l'enseignement français — dépendant, qui plus est, de la défense nationale — soit assuré par des entrepreneurs yankees ou nippons, qui seraient les premiers à en retirer la gloire et les bénéfices...

F. G.

Le Monde  
sur minitel

JOUEZ AVEC « LE MONDE »

Le YAM'S, HOLD'UP...

3615 TAPPEZ LEMONDE

AN AMERICAN  
UNIVERSITY  
in PARIS

MBA Diplôme de Master in Business Administration  
COURS DU JOUR ET DU SOIR  
UNIVERSITY of HARTFORD  
BUSINESS SCHOOL

15, av. de la Grande Armée - 75116 Paris  
Tél. (1) 45.99.56.26



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Avant la sortie de « L'Empire du Soleil », le 16 mars, un entretien avec Steven Spielberg

### L'aventurier de l'innocence perdue

DANS le jardin tropical de ses bureaux néo-mexicains nichés au milieu d'Universal City à Los Angeles, Steven Spielberg fait sagement le service après-vente de son onzième film, l'Empire du Soleil, qui part prochainement à l'assaut du marché européen. Adapté par Tom Stoppard du roman autobiographique de J.G. Ballard, l'Empire du Soleil raconte l'épopée d'un petit Anglais de douze ans arraché à sa famille, à Shanghai, en 1941, et interné pendant quatre ans par les Japonais.

Steven Spielberg a toujours l'air d'un adolescent qui a mis une fausse barbe, des jeans usés, et des phrases qui partent en rafale. Milliardaire et attendrissant, ce n'est pas incompatible. Il le prouve, et c'est rassurant. Chez lui, il y a, paraît-il, un superbe Monet. Qui parle de spéculer ? Non, le Monet est là parce qu'il y a exactement trois ans et deux mois Steven Spielberg et sa femme, la comédienne Amy Irving, visitaient Giverny. Et que c'est devant un Monet que la jeune femme a eu le premier malaise qui révélait qu'elle attendait un bébé... Max Spielberg, âgé aujourd'hui de deux ans et demi, est huitième merveille du monde, selon son père.

Dans le jardin de l'Amblin Entertainment passe soudain Sean Connery. Il fera peut-être, sans doute, on l'espère, partie de la distribution d'Indiana Jones III, bientôt en chantier...



Christian Bale, Steven Spielberg et John Malkovich.

« L'Empire du Soleil est à la fois une superproduction spectaculaire de 35 millions de dollars et un film intime. »

« C'était pour moi l'occasion de mettre beaucoup d'intentions personnelles dans le récit de la vie d'un jeune homme qui ressemble à un petit garçon, mais qui n'en a jamais été un. Ce qui lui reste d'innocence est définitivement perdu quand la bombe atomique explose sur Nagasaki. Le monde et le petit garçon perdent leur innocence à cet instant et à jamais. »

« A la fin, Jim retrouve ses parents, mais ça n'est pas un happy ending conventionnel. Car les parents, eux, ne retrouvent pas leur enfant, mais un survivant. L'Empire du Soleil, c'est l'histoire d'un survivant. »

« Exactement. C'est aussi l'histoire de la naissance d'un écrivain de science-fiction, James Graham Ballard, qui a écrit l'Empire du Soleil en partant de sa propre expérience. J'ai toujours pensé que se tourner vers la science-fiction était la chose la plus rationnelle à faire quand on a vécu soi-même l'irrationnel absolu qu'est la guerre. »

« On est formidablement stimulé par ce petit garçon que Ballard a été, par sa vitalité. Il trouve en lui des ressources incroyables. Je souhaiterais être comme lui, oui, je suis jaloux de Jim. Vous savez, je fais toujours des films sur des gens à qui j'aimerais ressembler. »

« Dans tous vos films on cherche — et trouve — la « marque Spielberg » : le petit garçon qui se cache derrière le grand metteur en scène qu'il est devenu, ou le grand metteur en scène qui se cache derrière le petit garçon qu'il est resté... »

« Je me cache parce que je pense sincèrement que je ne suis pas aussi intéressant que les histoires que j'ai envie de raconter, ou que les personnages que j'ai envie de montrer. Je porte sur moi-même un regard chargé d'un grand sentiment d'infériorité. Pour y échapper, si j'étais un acteur, je ne choiserais pas d'être Harrison Ford... »

« C'est vrai, j'ai une conception romantique du monde... J'ai dû m'autodiscipliner, me forcer pour porter l'Empire du Soleil à l'écran, et ne pas imposer mon habituelle vision romanesque d'un temps de paix dans un monde en guerre. »

« Vous n'échappez pas totalement à cette peste-là... »

« Non, parce que je parviens tout de même à trouver une part de romantisme dans l'Empire du Soleil. En décrivant l'affection que Jim porte aux avions — pas aux êtres. Au début, c'est un sale même riche, pourri, glité ! »

« C'est bien que vous le montriez ainsi, arrogant, insupportable. Que vous émettiez notre facilité d'attachement à son égard. »

« Je voulais à toute force éviter de « sentimentaliser » son odyssée. »

« La seule chose terriblement sentimentale du film, c'est la musique de John Williams. »

« Vous avez été choqué par le chœur de la fin ? »

« Oui... »

« J'ai voulu rappeler que Jim dans sa vie antérieure de petit garçon choyé a fait partie d'une chorale. J'ai voulu dire qu'à travers le voyage qui mène à la mort de son innocence les voix de son enfance hantent sa mémoire, et la nôtre. »

« La violence n'est pas votre fait. Vous ne filmez la violence avec conviction que lorsqu'il s'agit de distraire. Mais, lorsque le sujet est grave, vous hésitez. »

« J'ai tort ? »

« Non ! »

« C'est vrai... Les Aventuriers de l'arche perdue, Indiana Jones... J'aime beaucoup ces spectacles violents, parce que c'est une violence légitime et désamorçable par cinquante ans de westerns américains. Mais, quand je traite de la réalité, la violence n'est plus stimulante, elle n'est plus génératrice d'énergie, elle est complaisante. »

« J'ai été très sélectif, très prudent pour introduire la violence dans l'Empire du Soleil. Dans un drame réel, c'est très facile de dépasser les bornes, d'entraîner le spectateur non seulement hors de son fauteuil mais aussi hors de ses mécanismes d'autodéfense affective. Et d'ainsi le choquer sans l'émouvoir. »

« On éprouve un léger regret que vous ne restiez pas — que l'histoire ne reste pas — plus longtemps dans Shanghai. Vous avez filmé la ville d'une manière splendide. »

« Les séquences de foule que j'ai tournées dans Shanghai, je les ai imaginées, visualisées comme les images d'un fleuve en crue. J'avais en permanence dans la tête des comparaisons aquatiques, le flux, le reflux, le bouillonnement, le tourbillon, le grondement, le débordement de l'eau qui déferle, qui s'engouffre dans les rues, dans les maisons, qui submerge, qui noie. La panique alors devient tangible, les eaux mêlées des Chinois et des étrangers qui fuient, des Japonais qui les poursuivent, se rejoignent en un flot impossible à maîtriser. »

« Comment l'avez-vous découvert ? »

« Nous avons vu quatre mille petits garçons et j'en ai auditionné moi-même quatre cents. Il était le cinquième. C'était au milieu de la première semaine d'audition. Mais je n'ai pas à ce moment-là voulu croire à ma chance, et j'ai passé quatre mois à voir d'autres candidats — jusqu'à ce que je réalise que toutes les pierres du chemin et que le premier rocher que j'avais retourné était le bon. »

« Quelle a été votre méthode de travail avec lui ? »

« Beaucoup de conversations, beaucoup d'imitations, je lui montrais les gestes... »

« Votre côté acteur ? »

« Non ! Parce que, s'il avait reproduit exactement ce que je faisais, sa performance aurait été lamentable ! Son talent, son intelligence, son génie propre, lui ont permis d'assimiler mes indications, de les transformer, en les rendant soudain tout à fait british ! »

« Il y a beaucoup d'avions dans l'Empire du Soleil, comme dans toute votre œuvre d'ailleurs... »

« J'ai toujours adoré les avions, surtout les vieux. Lorsque j'étais petit, dans les années 50-60, je construisais des maquettes d'avions de la guerre de 1939-1945. Les jets, les missiles, ne m'intéressaient pas. »

« Vous vous racontez des histoires ou vous jouiez le rôle du pilote héroïque ? »

« Je faisais ce qu'on voit Jim faire au début de l'Empire du Soleil. Je lançais mes avions après y avoir mis le feu pour les voir s'écraser au sol. On bien je lâchais ma flotte dans la piscine. Je montais sur le toit avec une mitrailleuse en plastique et je coulais tous mes bateaux. Mes parents m'obligeaient alors à me mettre en maillet de bain et à nettoyer à fond la piscine jonchée d'épaves. »

« Vous vous sentiez puissant à faire ainsi la guerre tout seul ? »

« Et comment ! Je me sentais Eisenhower au moins. Cela me donnait un sentiment d'autorité suprême. Et puis c'était jolir de voir ces bateaux sombrer et ces avions brûler, et fondre dans l'air et s'évanouir. »

« Je pense d'ailleurs que là est l'origine de ma vocation. J'ai eu envie de capturer ces moments, ces instants excitants de ma vie. Je ne suis pas un bon raconteur d'histoires, véritablement. Alors j'ai eu vite la certitude que, si je disais à mes amis : « Je fais brûler mes avions en vol », ils ne me croiraient pas. Ils me diraient : »

« Jamais tes parents ne te laisseraient faire ça ! » Et c'est pour ça, à douze ans, j'ai commencé à faire des films, pour prouver à mes amis que je ne mentais pas, que les souvenirs étaient volatils et précieux, qu'ils méritaient d'être gardés... Oui, je crois vraiment que c'est pour ça, que c'est comme ça que j'ai fait du cinéma ! »

« Qu'en est-il des avions de l'Empire du Soleil ? Ce sont des maquettes ? »

« Pas du tout. La séquence de l'attaque du terrain japonais a été filmée avec de vrais Mustang P 51 de la dernière guerre. En parfait état de marche. Ils appartiennent à des collectionneurs privés et participent à des meetings aériens dans le monde entier. Nous avons engagé une troupe anglaise de ces acrobates de l'air, les Kaisers. »

« Et les avions japonais ? »

« Ce sont de vrais Zéros Mitsubishi. Les seuls modèles réduits que j'ai utilisés sont ceux du bombardier américain B 21 — un très gros modèle réduit, de 30 pieds d'envergure — et de l'avion japonais qui explose en vol. Je ne voulais surtout pas faire de l'Empire du Soleil un film à effets spéciaux. J'en ai jusqu'à des effets spéciaux, une indigestion, une nausée ! »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN. (Lire la suite page 16.)

M.D. : GAUMONT CHAMPS ELYSÉES • GAUMONT OPÉRA • GAUMONT PARNASSE  
GAUMONT HALLES • 14 JUILLET ODEON • PATHE HAUTEFEUILLE • LA PAGODE  
14 JUILLET BASTILLE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • PATHE MAYFAIR • ESCURIAL  
VF : USC OPÉRA • LES MONTPARNOS • PATHE CLICHY • USC GORELINS  
AUMONT ALESIA • NATION

Un film de Woody Allen

## September

Denholm Elliott Mia Farrow Elaine Stritch  
Jack Warden Sam Waterston Dianne Wiest

Une production Jack Rollins et Charles H. Joffé « September »  
Costumes : Jeffrey Kurshaw Montage : Simon E. Morse A.C.E. Directeur artistique : Santo Loquasto  
Directeur de la photographie : Carlo Di Palma A.C. Producteurs exécutifs : Jack Rollins et Charles H. Joffé  
Produit par Robert Greenblatt Écrit et réalisé par Woody Allen

VF : VERSAILLES Boulogne • ST GERMAIN C 2 L • VELIZY 2 • ENGHEN Français  
GAUMONT Océan • EVERY Gaumont

مكتبة الامير



## EXPOSITIONS

## Les malheurs de l'estampe

EN 1967, la foule s'agglutina devant le Prisme des Champs-Élysées où, depuis quelques jours, un nouveau rayon était ouvert entre alimentation et bonneterie : celui de la lithographie. On y trouvait des noms à peu près inconnus du grand public (Bram van Velde, Jorn, Alechinsky, Matta) et à une époque où le débat abstraction/figuration n'était pas tout à fait éteint, toutes les œuvres présentées étaient abstraites. Ces lithographies, tirées à 300 exemplaires, étaient vendues 100 F, cinq ou six fois moins chères que dans une galerie.

Jacques Putman, qui se veut modestement un « grossiste » du marché de l'art, avait monté l'opération : « Le succès fut considérable, se souvient-il. Mais comme toujours, les choses furent prises en main par une administration trop lourde. Après quelques années, nous avons dû cesser l'expérience. Certaines de ces œuvres — celles de Jorn, par exemple — valent aujourd'hui près de 5 000 F. Elles ont sûrement contribué à familiariser le public avec l'art moderne. » Jacques Putman réitéra son essai avec des sculptures de Max Ernst, Messager, Nicky de Saint-Phalle et Tinguely. Mais les coûts de fabrication restaient élevés : les œuvres tirées à 150 exemplaires étaient vendues 3 000 F.

Cette vogue du « multiple » tomba au cours de la décennie suivante. Bernard Gheerbrant, propriétaire de la galerie La Hune, date même cette chute de manière précise : 1972, l'année de l'exposition qui se tint au Grand Palais et qui, outre des affrontements avec la police, fut caractérisée par la réhabilitation des tentatives les plus diverses dans le domaine de la figuration et du réalisme, refoulant l'abstraction dans une relative marginalité. Or, affirme Bernard Gheerbrant, l'abstraction

connu un grand développement. Le maître incontesté de l'illustration était alors Dunoyer de Segonzac. Après la Libération, j'ai voulu faire connaître des artistes qui sortaient du domaine académique. J'ai donc édité des ouvrages illustrés par Dubuffet, Hartung, Soulages, Music ou Zao Wou-Ki. Puis, peu à peu, la gravure est sortie du livre pour gagner le mur. »

La pente est aujourd'hui difficile à remonter. « Les Français ne savent pas toujours très bien ce qu'est, au juste, une gravure ou une lithographie », explique Yoyo Maeght, l'une des responsables de la célèbre galerie. « Aussi un Salon comme le SAGA est-il le lieu idéal pour familiariser le grand public avec ces techniques. L'année dernière il est venu 15 000 personnes au Grand Palais. Il ne passe pas autant de monde en une année entière dans ma galerie », constate-t-elle.

Elle sait qu'elle doit aussi lutter contre la mauvaise réputation qui s'est naguère attachée à l'estampe. Faux et tirages abusifs se sont, un temps, multipliés. Sans parler de la médiocre qualité de beaucoup de gravures ou de la pratique de certains artistes, comme Dali, qui signaient carrément des feuilles en blanc. A l'imprimeur ou à un aide quelconque de remplir la page blanche. « Les lithos ne se vendent pas toujours très bien, reconnaît Yoyo Maeght. Un dessin pas très achevé de Tapiès se négocie facilement à 40 000 F. Une superbe litho du même artiste ne vaut pas plus de 15 000 F. Et l'œuvre graphique de Calder, très importante, n'est, finalement, pas très connue. » Le livre est aussi pour la litho un bon relais. La revue éditée par Maeght, *Noise*, est accompagnée de lithos originales, Carrouste, Broto, Blouët, ou Penone. L'estampe est-elle en passe de regagner les murs ? Peut-être. Mais entre-temps beaucoup de galeries spécialisées ont fermé leurs portes. Faute de clients.

EMMANUEL DE ROUX.

## Qu'est-ce qu'une estampe ?

Tout procédé de reproduction de l'image au moyen d'impression. Il existe de nombreux procédés différents : gravure, lithographie, sérigraphie, linogravure, etc. Une estampe est dite originale quand la planche destinée à son impression a été exécutée par l'artiste en personne ou sous la direction directe de celui-ci. Dans ce cas, elle porte l'indication du tirage total, un numéro de série et la signature de l'auteur.

convient particulièrement à l'estampe. « Il y a un rapport, une poésie élémentaire liée à la nature, l'eau, le métal, le feu, l'acide, une coïncidence entre l'abstraction et la gravure ou la lithographie. » Et ces nouveaux réalistes, « indifférents aux problèmes de formes », soutient Gilles Aillaud, utilisaient parfois l'estampe, mais en multipliant à l'infini. Contre la sacralisation de l'œuvre, Ernest Pignon-Ernest réalise 2 000 sérigraphies, qu'il colle à travers Paris : « Contre la sacralisation de l'art. Je vais les imprimer à des milliers d'exemplaires et sur du papier ordinaire », déclare-t-il.

## Gravures et lithographies

Par la suite, minimalistes et conceptuels n'eurent guère à utiliser la technique de la lithographie ou de la gravure. Il a fallu attendre une nouvelle génération pour voir des artistes s'intéresser de nouveau à l'estampe. Au SAGA, Bernard Gheerbrant présente dix-huit gravures de Philippe Favier, une suite intitulée *Histoire d'un clou de girofle*. Aki Kuroda sera présent chez Adrien Maeght aux côtés d'Hélène Delprat, de Kirili ou de Broto. Ironie du sort. Aillaud expose des œuvres graphiques à l'Atelier Frank Bords. Mais c'est surtout le livre illustré qui semble bénéficier de cette vogue. Aux éditions Fata Morgana, Degottex, Tapiès, Chillida et Debré illustrent des textes de Jabès, Jaccottet, Franck André Jamme ou du Bouchet. Un mouvement qui ramène Bernard Gheerbrant à plus de quarante ans en arrière : « Pendant la guerre, la bibliophilie avait

## Le SAGA au Grand Palais

Le salon du SAGA (Sculptures, arts graphiques actuels) se tient au Grand Palais pour la deuxième fois. Il réunit les éditeurs d'art et les galeries qui, faute de place et au nom d'une discutable distinction entre les différentes expressions artistiques, ne sont plus admises à la FIAC — les eaux-fortes de Rembrandt en seraient donc bannies ? Par édition, il faut entendre aussi bien les estampes, les sculptures, les bijoux, les porcelaines, les tapisseries, les

## L'art s'édite aussi

tissus, bref tout ce qui peut être multiplié. la définition de l'œuvre originale devenant de plus en plus aléatoire. Certaines galeries organisent à cette occasion des expositions personnelles. Parmi celles-ci, Masson (Fondation Peter-Stuyvesant, galerie La Humière), Dubuffet (Baudouin-Lebon), Braque (Adrien Maeght), Philippe Favier (La Hune).



André Masson : « Evocation d'Antonin Artaud ».

## Multiples en tout genre

« C'ÉTAIT un dîner véritablement très réussi. On a mangé dans des assiettes dessinées par Sonia Delaunay, sur une table éclairée par des bougies piquées dans des chandeliers de Lalanne. Sous la table, un tapis de laine d'après un motif géométrique de Rougemont. Il y avait des tulipes dans un vase « hélice » de la même Sonia Delaunay et, au mur, entre quelques lithographies, une tapisserie d'après un carton de Folon. L'hôteesse était exquise, avec sa broche de Penalba, son bracelet de Berrocal, son carré de soie dessiné par Aki Kuroda et sa toute nouvelle montre dessinée par Gae Aulenti. »

Ce rêve d'élégance bon chic, grand genre artiste n'est plus un rêve, comme disent les slogans des publicités. L'art contemporain semble se mettre à la portée de tous, ou à peu près, depuis que s'amplifie la mode des « multiples », signés par des artistes et édités par des sociétés spécialisées dans ce nouveau commerce de luxe. Artcurial, « centre d'art plastique contemporain » qui fait figure de pionnier et de chef de file, a vu son chiffre d'affaires à la vente de ces « articles ». Le rez-de-chaussée de la très vaste galerie de l'avenue Matisson est tout entier consacré à leur présentation. Au premier étage, une longue salle est réservée aux tapis. Et disciples et imitateurs se multiplient, attirés par l'exemple d'une réussite d'autant plus visible qu'elle est fondée sur l'acclimatation de « produits » d'un type nouveau.

Qu'il s'agisse de pendentifs, de carafes ou de foulards, le procédé demeure identique. L'artiste sollicite, peintre ou sculpteur, invente un motif ou une maquette. L'éditeur fait le reste. Le tirage varie selon les objets. Artcurial se refuse à dépasser le chiffre fatidique de mille. Mais, pour les tapis, plus longs à exécuter et d'un coût plus élevé, la série ne doit pas excéder la centaine. La règle est de ne développer que des idées d'artistes vivants, et des idées des

tinées à la décoration, et non des croquis de peintures ou de sculptures monumentales « réinterprétés » par l'éditeur. De la même façon, il ne saurait être question, en principe, d'exécuter un objet d'après l'esquisse d'un artiste disparu.

Ces précautions suffisent-elles à convaincre l'amateur qu'il se rend propriétaire d'une œuvre véritable et non d'un sous-produit qui ne porte plus guère que la griffe d'un artiste renommé ? Si l'on en croit ceux dont la tâche est de promouvoir cette industrie, le soupçon existe si peu que l'on devrait voir dans la vogue des multiples un « nouvel esprit de collection ». Il se peut. Il se peut que la religion de la signature l'emporte sur toute autre considération, et même sur celle qui suggère que l'artiste doit parfois quelque peu transiger et simplifier son œuvre afin de ne pas compliquer à l'excès le travail de l'artisan-multiplicateur. Mieux vaut, sans doute, aux yeux d'un collectionneur aux moyens « modestes », conserver un tapis de Matta que le regret de n'avoir pu acquiescer une de ses toiles.

Cependant, il n'en est ainsi, si le multiple console et permet de proclamer le goût du moderne sans se ruiner, il n'en reste pas moins que l'ambition qui a présidé à la naissance des multiples dans l'art contemporain a singulièrement périéclipsé.

## La sociologie du goût

Ceux qui la défendent les premiers, dans l'entre-deux-guerres, espèrent démocratiser et révolutionner l'art moderne. Et le révolutionner doublement. En multipliant les amateurs naturellement, ce devient séduire des objets courants embellis ou des « accessoires » décoratifs bon marché. En multipliant les créateurs, d'autre part, puisqu'il était entendu qu'un peintre solitaire soupçonné d'égoïsme se substituerait des ateliers nombreux, peuplés d'hommes de métier, mi-artistes mi-artisans. Ce serait, croyait-on, la voie royale pour rejoindre le Moyen Âge des cathédrales par-delà une Renaissance coupable d'avoir inventé les « génies » et déglorifié l'œuvre collective. Gleizes, Lurçat et les Delaunay ne pensaient pas autrement, qui se proposaient de restaurer l'art décoratif et d'en finir avec la distinction classique du « grand art » et des « arts mineurs » ou « appliqués ».

Le premier fonda une sorte de phalanstère à Moly-Sabata, près de Valence, où se réunirent potiers et tapisseries ouvrant à la manière des artisans du « bon vieux temps ». Lurçat abandonna la peinture de chevalet pour la tapisserie et entreprit de donner à l'Apocalypse des ducs d'Anjou une réplique contemporaine dénommée *Le Chant du Monde* (1). Robert Delaunay crut son ambition réalisée en 1937. A l'occasion de l'Exposition internationale, une foule de peintres-ouvriers collabora à l'exécution des décors des pavillons de l'Air et des Chemins de fer, peintures monumentales, peintures pour tous. Quant à Sonia, elle glissa de la peinture abstraite de son époux à la couture et à la décoration d'intérieur.

Faut-il, qui cherche comment tirer plusieurs exemplaires d'une peinture, et, plus tard, Nicolas Schöffer ont par la suite repris à leur compte l'aspiration sociale de leurs prédécesseurs.

A leurs yeux, le multiple ne se voulait ni succédané pour Verdurin *middle-class* ni signe distinctif du nouveau bon goût bourgeois. Mais la tapisserie chère à Lurçat et à son disciple Picart Le Doux a progressivement décliné. Trop coûteuse, elle se survit à peine. Les utopies de Gleizes se sont évaporées avec la mort de leur inventeur. A l'âge de l'œuvre d'art pour le peuple a succédé celui de l'objet d'art tiré à plusieurs centaines d'exemplaires destinés aux revenus moyens. Et l'on ne voit pas que les éditeurs de multiples des années 80 et « leurs » artistes se veuillent véritablement les héritiers des rêveurs du premier demi-siècle. Les multiples relèvent désormais moins de l'histoire de l'art que de l'économie de marché et de la sociologie du goût.

PHILIPPE DAGEN.

(1) *Le Chant du Monde* de Jean Lurçat est exposé exceptionnellement au Musée de Luxembourg jusqu'au 24 avril.

## CINÉMA

## Un entretien avec Steven Spielberg

(Suite de la page 15.)

— C'est nouveau ! Quand on visite les studios Universal, le fait de s'arrêter pour vous laisser le loisir d'admirer la flotte miniature de 1941, ou la mare glauque d'où bondit à heures fixes le faux requin de *Jaws*...

— Je n'ai jamais employé les effets spéciaux que lorsqu'il m'était humainement ou économiquement impossible de mettre une idée sur l'écran. Ainsi était-il humainement impossible de prendre contact avec des créatures d'autres galaxies pour *Rencontres du troisième type* et de leur demander d'avoir l'amabilité de poser leur vaisseau spatial sous la tour Eiffel... Mais quand je fais un film en prise avec le réel, les effets spéciaux deviennent superflus. Je ne renie pas mon savoir-faire en la matière... mais ça n'est qu'un savoir-faire.

— Nous avons l'impression en France que vous êtes une petite major company à vous seul.

— Je suis une major company à moi tout seul, oui. Nous avons ici, à Universal City, une unité de travail bien à nous, que j'appelle mon hacienda, l'hacienda du cinéma, qui produit environ cinq films par an. Mais, en ce qui me concerne, la production, c'est fini, c'est trop frustrant. J'ai remis toutes les rênes de ma société Amblin Entertainment entre les mains de Kathleen Kennedy. Je suis désormais uniquement, entièrement, metteur en scène.

— Amblin a fait de gros bénéfices avec vos films, aussi bien qu'avec les *Pottergeist*, les *Gremlins*, *Back to the Future*... Qu'est-ce que l'argent a modifié dans votre vie personnelle ?

— Les voitures. J'ai un sentiment fétichiste pour les voitures.

— Vous en avez combien ?

— Sept ! Mais, à part ça, je ne suis pas matérialiste. Pour mes trois derniers films, j'ai travaillé sans salaire. Au pourcentage. Parce que je suis trop cher pour mes films... Je souhaiterais que beaucoup d'acteurs et de réalisateurs américains suivent ma voie. Les « stars » qui demandent de 5 à 8 millions de dollars de cachet dénaturent l'industrie du cinéma.

— Combien sont-ils à pouvoir exiger cette somme ?

— Une demi-douzaine... Peut-être une douzaine. Hollywood devient une entreprise outragèrement surévaluée. Il faudrait continuer à savoir prendre des risques, à parier sur les désirs du public, comme un joueur.

— Etes-vous joueur vous-même ?

— Oui, bien sûr. Je l'ai toujours été. Je suis un joueur quand je ne fais pas le choix évident, sûr : un film de science-fiction ou d'aventure. Quand je me pousse moi-même dans une autre direction, *The Colour Purple* ou *l'Empire du Soleil*.

— *Colour Purple* a été une expérience difficile...

— Pas seulement. Le tournage n'a été qu'heureux. Quelque chose comme des vacances d'été. Le succès du film a été considérable dans la plupart des pays. Mais il est évident qu'une partie de la critique n'a pas admis que ce film entièrement joué par des Noirs soit de moi. Si, sans changer une image, il avait été signé Sidney Poitier, ou même par un autre blanc comme Sidney Lumet,

défenseur agréé des bonnes causes, tout aurait été changé. La critique ne m'a pas autorisé, oui « autorisé » est le mot-clé, à faire *The Colour Purple*. Le public, en revanche, si. Pour *l'Empire du Soleil*, c'est un peu le contraire. La critique a été très bonne. Mais le box office nettement moins. Comme si le public était déconcerté, trouvait le film trop sombre, pas assez « spielbergien ».

— Je ne voudrais pas paraître zozo, parler comme Shirley McLaine, qui est en intimité avec l'au-delà, mais je crois vraiment que le public a un sixième sens, qu'il sait ce qu'il va avoir envie de voir avant que le premier panneau de publicité soit collé sur un mur.

— Je ne dis pas pour autant que le public a toujours raison sur le plan artistique. Si les gens se précipitent en masse pour voir *Trois hommes et un bébé*, par exemple, ça ne veut pas dire que le film soit bon. Cela veut dire seulement qu'il était au menu. Et que le public avait, à ce moment-là, plus envie d'escalade viennoise que de saucisses de Francfort... Mais pour ma part, je préfère une escalade viennoise à *Trois hommes et un bébé* !

— Vous préparez *Indiana Jones III*. Ça, on vous « autorise » à le mettre en scène...

— Bien entendu. Je pourrais même dire que je le fais « à la demande générale ».

— Quand avez-vous pris la décision ?

— En 1980. Lorsque nous étions en train de travailler sur le scénario des *Aventuriers de l'arche perdue*, avec George Lucas. Il m'a dit très amicalement, et très astucieusement : « Si ce premier film est un succès,

veux-tu me serrer la main et décider que nous en ferons une série de trois ? » La poignée de main a toujours valeur de contrat.

— En quatre ans, *Indiana Jones*, alias Harrison Ford, s'est-il changé ?

— Comme nous tous. Il a envie de ralentir un peu le rythme, de ne plus se bagarrer si fort. Il se plaindra beaucoup de son dos. Ce sera toujours un héros. Avec des rhumatismes.

— Etes-vous dans la même disposition d'esprit lorsque vous mettez en chantier un *Indiana Jones* et *l'Empire du Soleil* ?

— Non. Quand je prépare un *Indiana Jones*, je me dégoûte. Quand je fais *l'Empire du Soleil*, je suis moi-même et pour la première fois adulte. *Indiana Jones*, c'est la récréation, je redeviens même, je m'amuse, j'ai plein de barbe à papa sur la figure...

— N'est-ce pas difficile de passer de l'un à l'autre ?

— Ce n'est pas difficile, c'est indispensable. Parce que je pense qu'un adulte a pour mission prioritaire d'échapper au spectre d'une vie terne et bourgeoise. Et que je m'estime capable pour ma part d'opérer des allers et retours de la responsabilité vers la légèreté. Il faut s'exercer. Se persuader que, pour retourner à l'état de grâce, à l'état d'enfance, il suffit d'enlever ses lunettes de grande personne et de les remettre plus tard. C'est ce que je fais lorsque je passe de *l'Empire du Soleil* à *Indiana Jones III*. C'est ce que je ferais quand je passerai ensuite d'*Indiana Jones III* à un autre film. Très adulte. Très sérieux. Une histoire d'amour...

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

D'abord...

Dai...



## THÉÂTRE

### « George Dandin » de Molière à Mogador

## Un amour au crépuscule

M<sup>me</sup> de Sotenville, « mamour », comme le dit son mari, n'est pas

dix-septième siècle a de ces tours  
 que l'on connaît bien aujourd'hui  
 dans certains beaux quartiers.  
 Angélique est la fille d'aristo-  
 crates, M. et M<sup>me</sup> de Sotenville,  
 qui n'ont plus un sou vaillant.  
 Dandin a, par son travail et une  
 générosité certaine qu'attestent  
 l'ardeur et l'humour de sa domes-  
 ticité, conduit sa ferme à l'opu-  
 lence. Un mariage lui permettrait  
 de profiter un peu de son bien, en  
 bonne compagnie, tandis que les  
 Sotenville pourraient continuer de  
 tenir leur rang.

Quand commence la pièce, ce mariage vient d'avoir lieu. Tout de suite, il est menacé : chez Molière, par une intrigue de valets, à la solde d'un jeune et bel aristocrate du voisinage, Clitandre, qui a des vues sur le corps d'Angélique, chez Planchon, par un faux emprunt. Dans la salle, Claudius Brasseur et Zabou nous disent quelques vers écrits par Molière pour sa seule tragédie, jamais jouée parce qu'elle n'est vraiment pas très bonne. *Dont Garde du Navarre*. Mais, en quelques mots, il nous dit beaucoup sur le théâtre de Molière, et plus particulièrement sur son *Dandin*.

Tragédie. Le fond est esquissé. Oublié le quinquagénnaire ridicule de la mari coque, trompé, haïssé. Le Dandin de Planchon est un homme mûr, séduisant, qui vient de commettre sa première erreur. En épousant Angélique, il est devenu M. de la Dandinière. Certes, ennobissant son nom et sa descendance, mais il a perdu du même coup son identité. Le paysan riche est désormais un minuscule aristocrate, étranger à lui-même d'abord, incapable du plus bas, de parler et d'agir en tant que tel, étranger dans sa maison aussi, où Claudine, une servante qui paraît beaucoup diriger, e pourrait bien avoir été sa mai-

comme le dit son mari, n'est pas

Me Mielgraff-Pt. av  
Vanves (à 10 mn de  
Montparnasse)

**20 représentations  
exceptionnelles**

**THEA  
MAL**

**DU 2 A**

**MARTINE DRAI**

**L'ESSUIE-MA**

d'après G

«La saga d'une famille de pieds noirs  
leur humaine revalorisée».

«Ce travail sensible, cette évocation  
de causer».

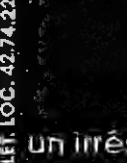
DU 15 MARS

**Sla**

un irrésistible spectacle

**EL TR**

CATA



★ Théâtre Mogador. Jusqu'au 28 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h. Tél. : 42-85 45-30.

**45-30.**

**TRE71**  
**AKOFF**

46.55.43.45

**27 MARS**

**PIERRE ASCARIDE**

**INS DES PIEDS**

**BEN AYCH**

déracines... Une grande bouffée de chocolate Cortez - Le Matin  
synthèse nous mènent par le bout  
Pierre Marabou - Le Figaro

S AU 2 AVRIL  
 istic  
 acte visuel sur le sport  
 ICICLE  
 LOGNE  


Propos recueillis par  
**ANNE REY.**

AR

Location: 3 FNAC

LOCATIONS: 3 FNAC



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h, gratuit le dimanche de 10 h à 18 h (42-77-1333).

**LE DERNIER PICASSO. 1953-1973.** Grande Galerie. Jusqu'au 16 mars.

**CY TWOMBLY.** Galerie contemporaine. Jusqu'au 17 avril.

**JOSEF SUDEK.** Prague. Galerie du Forum. Jusqu'au 13 mars.

**ZORAN MUSIC.** L'œuvre sur papier. Jusqu'au 20 mars.

**IMAGES D'UTILITÉ PUBLIQUE.** Galerie d'exposition du Centre d'information du CCL. Jusqu'au 28 mars.

**DES MARIAGES DE RAISON.** Maison Dedans. Création industrielle. Centre de création industrielle CCI. Jusqu'au 21 mars.

**LES MACHINATIONS DE SIMON DE SAINT-MARTIN.** Atelier des enfants. Jusqu'au 5 mars.

**L'ÉCOLE D'ULM.** Design, architecture, communications visuelles. Galerie du CCL. Jusqu'au 23 mai.

## Musées

**DEGAS.** Grand Palais. Galerie nationale (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F (gratuit le 21 mars). Jusqu'au 16 mars.

**GURJARAN.** Grand Palais. Galerie nationale. Entrée : place Clemenceau (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F ; le samedi : 18 F. Jusqu'au 11 avril.

**SAGA.** Salon de l'Édition d'Art. Sculpture, Estampes, Livres. Grand Palais. Avenue Winston Churchill (42-56-04-58). Tous les jours de 10 h à 20 h ; samedi et dimanche de 10 h à 20 h (le 11 mars de 12 h à 23 h). Du 9 au 14 mars.

**FRANZ XAVER WINTERHALTER.** Les œuvres d'Europe de 1830 à 1870. Musée du Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-45-12-73). Sauf lundi et jours fériés, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 7 mai.

**CONSTRUCTION/IMAGE.** BERNARD FRIZET. ARC. Musée d'Art moderne, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 10 avril.

**SINGULIERS, BRUTS OU NAIFS ?** Chablis, Cuvée de Cuvée. Cuvée de Cuvée. Musée d'Art moderne de la ville de Paris - Musée des enfants, 12, av. de New-York. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30, le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 29 mai.

**ANDRÉ RAFFRAY.** Diploèmes. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 13 mars.

**NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES PEINTURES.** 1983-1986. Pavillon de Flore (entrée provisoire sur le quai des Tuileries, face au Pont-Royal). Jusqu'au 25 avril. La COLECCION D'ALBERT P. DE MIRAMONTE. Jusqu'au 25 avril. Musée du Louvre (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche).

**LES DEMOISELLES D'AVIGNON.** Musée Picasso, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). Jeudi, samedi et dimanche, de 9 h à 19 h 45 ; mercredi de 9 h à 22 h ; samedi et dimanche de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 18 avril.

**VAN GOGH A PARIS.** Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-49-48-14). Sauf lundi, de 9 h à 20 h 15 ; les samedis, dimanche, de 9 h à 17 h 30. Entrée : 30 F ; le dimanche : 20 F. Jusqu'au 15 mai.

**EXPOSITIONS-DOSSIERS D'ORSAY.** Dessins romains autour de Degas ; Foyer de la Danse-Mary Cassatt ; Art, Industrie et Japonisme ; le Service Recensement ; Ernest Barlach, sculpteur d'œuvre (1906-1912). Musée d'Orsay (voir ci-dessus), jusqu'au 5 juin.

**LE CHANT DU MONDE.** DE JEAN LURCAT. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; Samedi : 16 F. Jusqu'au 24 avril.

**PORTRAIT D'UNE FORÊT.** Une journée en forêt de Fontainebleau avec les peintres de Barbizon. Musée du Louvre, 11, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 19 mars.

**LES SOULIERS DE ROGER VIVIER.** Musée des arts de la mode, 109, rue de

Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 mars.

**L'EMPREINTE DU CENT ANS DE COMMUNICATION.** Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 mars.

**ALFRED KUBIN.** 1877-1959. 126 dessins du Musée de Linz. Musée-Galerie de la Seita, 12, rue de Valenciennes (45-56-40-17). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Du 9 mars au 4 juin.

**PARIS-PRAGUE.** Art et artistes vers la traversée du siècle et la sculpture de la Seita, 12, rue de Valenciennes (45-56-40-17). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Du 9 mars au 4 juin.

**DESSINS DE RODIN.** Musée Rodin, Hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 14 mars.

**ALAIN FLEISCHER.** L'œuvre de la lumière et du vent. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou (40-57-72-72). Jusqu'au 3 avril.

**LA VENTURE ARCHITECTURALE.** Cité des sciences et de l'industrie (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mars.

**ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES.** Nouvelles acquisitions. Quatre, chœur. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

**PAROLES DE DEVIN.** La Foire à dire perdue chez les Seneffs (Cité-47-voies). Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 15. Entrée : 21 F ; dimanche : 11 F. Jusqu'au 9 mai.

**L'ART NAÏF BRÉSILIEN.** Musée d'Art naïf Mac-Jour, Halle Saint-Pierre, 2, rue Renard (42-58-74-12). Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 mai.

**5<sup>e</sup> SALON ANNUEL DE L'ANTIQUITÉ.** Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann. Tous les jours, de 11 h à 19 h. Nuit de 10 h à 12 h. Jusqu'au 22 h. Jusqu'au 13 mars.

## Centres culturels

**FERIT ISCAN : PEINTURES ET DESSINS.** Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 mars.

**PAGES D'OR DE L'ÉDITION PUBLICAIRE.** Bibliothèque Forney, Hôtel de Sens, 1, rue du Figeul (42-78-14-60). Jusqu'au 19 mars.

**EUGÈNE LABICHE. L'ESPRIT DU SECOND EMPIRE.** Mairie du 16<sup>e</sup>, 6, rue Drouot. Tous les jours de 11 h à 19 h 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 27 mars.

**LES INSTRUMENTISTES ET LUTHIERS PARISIENS DU XVII<sup>e</sup> AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** Mairie du 16<sup>e</sup>, 6, rue Drouot. Tous les jours, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 27 mars.

**SHIN TALKAMATSU.** Dessins d'architecture. Ecole spéciale d'architecture, 254, bd Raspail (42-23-83-70). Jusqu'au 25 mars.

**SPOT. PHOTOGRAPHE DE LA TERRE.** Images d'un satellite. FNAC Forum, Forum des Halles, niveau 3. Jusqu'au 25 mars.

**SEVERINI A PARIS.** Institut culturel italien. Hôtel Galliffet, 50, rue de Valenciennes (42-71-42-30). Jusqu'au 7 avril.

**CONTREPOINTS : Photos d'Anja de Jong et Tom Hecks.** Institut néerlandais, 12, rue de Lille. Jusqu'au 23 mars.

**CINQ CÉRAMISTES SUÉDOIS.** Centre culturel suédois. Hôtel de Marie, 11, rue Payenne (42-71-42-30). Jusqu'au 7 avril.

**LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE : BRECCIA ET MUNOZ.** HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, bd St-Germain (42-22-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h. Jusqu'au 31 mars.

**OTMAN MESSALI.** Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (54-59-31-31). Jusqu'au 20 mars.

**ILLUSTRATEURS AVEC ET SANS ÉDITEURS.** 21 illustrations de livres pour la jeunesse. Centre Wallonien-Brunel, 171-173, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Du 12 mars au 30 avril.

**GIANNI CARLO.** Centre Culturel Suisse, Salle des Arbustiers, 38, rue de France-Bourgeois (42-71-44-50). Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 avril.

**GRAVURES D'ILYA BOGDOSCO.** Association Franco-URSS, 61, rue Boissière (45-01-59-00). Sauf dimanche, de 14 h à 18 h. Du 11 au 25 mars.

**37<sup>e</sup> SALON DE PEINTURE.** Foyer international d'accueil de Paris, 30, rue Cabanis. Tous les jours, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 mars.

**LES DUBUFFE (1798-1989).** Portrait d'un artiste d'exception parisienne. Mairie du XVI<sup>e</sup>, 71, av. Henri-Martin. Du 10 mars au 5 avril.

**MUSULMANS FUMANTS.** F. BOY, TRISTAN, PH. WATY. Espace Claudine Broquet, 8-10, passage Turpin (43-79-14-43). Du 10 mars au 2 avril.

**DANIEL PONS.** Espace AGF Richelieu, 87, rue de Richelieu. Jusqu'au 31 mars.

**ED SCHIMMER.** Photographies (Photographie). Galerie Institut, 17, avenue d'Iéna. Du lundi au vendredi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 25 mars.

**LOUIS CONSTANTIN - ANATOMIE DES SENTIMENTS -** Que se passe-t-il dans les âmes ? - Sculptures. Galerie Institut, 31, rue de Condé (43-26-09-21). Du lundi au vendredi de 12 h à 20 h. Jusqu'au 24 mars.

**TRÉSORS DU MUSÉE INTERNATIONAL D'HORLOGERIE DE LA CROIX-DE-POISSON.** Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 3 avril.

**CHIEFS-D'ŒUVRE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE.** Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

## Galerie

**UN REGARD AUTRE.** Galerie Farid Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 12 mars.

**POP ART.** Estampes rares ; COMPOSITIONS A QUATRE MAINS. Artcurial, 9, avenue Malignon (42-99-16-16). Jusqu'au 26 mars.

**A PROPOS DE DESSIN.** Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue de Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 10 avril.

**OPAMA.** Galerie Nikki Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 12 mars.

**ALEX KATZ ; BEN.** Galerie David Temple, 30, rue de Valenciennes (42-72-14-10). Jusqu'au 16 mars.

**LA NOUVELLE GÉNÉRATION ARGENTINE.** 88, Galerie Beau Lézard, 7, rue Poquoy (42-77-72-77). Jusqu'au 26 mars.

**LE BAISER.** Comptoir de la photographie, 57, rue de Valenciennes (42-78-11-36). Jusqu'au 10 avril.

**CLEGG ET GUTTMANN ; MAX NEUBAU.** Galerie Glinzmann-Hausmann, 5, rue des Halles (48-87-60-81). Jusqu'au 27 mars.

**MAÏLYNATRE-GRAND.** Femme's head. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont, jusqu'à 26 mars.

**PARADIS ET ENFER.** Six artistes de l'université de Tibingen. Galerie Bernas, 31, av. G. Bernas. Jusqu'au 2 avril.

**FREDÉRIC BENRATHE.** Galerie Michel Broomhead, 46, rue de Seine (42-34-70-70). Jusqu'au 15 mars.

**JAMES BLODGE.** Galerie Jacqueline Feldman, 8, rue Poissonnière (47-00-87-71). Jusqu'au 26 mars.

**MICHEL CANTELOU.** Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazurine (42-26-25-35). Jusqu'au 2 avril.

**CASTELLANI.** Galerie Di Meco, 5, rue de Valenciennes (43-24-10-98). Jusqu'au 26 mars.

**PHILIPPE COGNET.** Galerie Laage-Salomon, 57, rue de Valenciennes (42-78-11-36). Jusqu'au 15 mars.

**MARK COHEN.** Photographies. Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

**MIGUEL CONDÉ.** Galerie Lacourrière-Frélat, 23, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-62-30). Jusqu'au 26 mars.

**RICHARD CONTE.** Hybrides et géométriques. Galerie Nicole-Ferry, 57, rue de Valenciennes (46-33-52-45). Jusqu'au 31 mars.

**MIRIELE CRETINON.** Galerie Alime Vidal, 35, rue Didot (45-43-42-49). Jusqu'au 16 avril.

**DELAUROY.** Galerie Alina, 6, rue des Contaires-Saint-Gervais (48-04-00-14). Jusqu'au 26 mars.

**SORJA DELAUNAY.** Magique magicienne. Artcurial, 9, avenue Malignon. Jusqu'au 9 avril.

**ALEXANDRE DELAY.** Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 3 mars au 9 avril.

**PAUL DELVAUX.** Galerie Ey Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40 ; 46-34-02-36). Jusqu'au 19 mars.

**JEAN-JACQUES DOUENON.** Espaces. Galerie Rodière, 28 bis, boulevard de Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

**FRANÇOISE DUMAYET.** Galerie La Huet, 14, rue de l'abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 14 mars.

**EDMÉE.** Galerie Claude Samuel, 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 avril.

**CARLO EGGERMONT.** Galerie Jean-Brian, 23-25, rue Guénégaud (42-26-85-51). Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

**BRACHA ETTINGER.** Galerie Claude Samuel, 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 avril.

**BARRY FLANAGAN.** Galerie Lillane et Michel Durand-Dessart, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 6 avril.

**GEORGES POLAKER.** Galerie Michèle Heyraud, 5, rue Cadmus-Delaigues (46-34-79-52). Jusqu'au 19 avril.

**GABRIEL FONTAINE.** Galerie d'Art de l'Hôtel du Bailli de Suffren, 149, avenue de Suffren (47-34-58-61). Jusqu'au 22 mars.

**CHRISTIAN GARRIER.** Galerie du Génie, 23, rue Keller (49-06-29-69). Du 15 mars au 30 avril.

**J.-L. GOENAGA.** Galerie Pierre-Parat, 76, rue Vieille-du-Temple (42-77-44-24). Jusqu'au 12 mars.

**MORIS GONTARD.** Travaux récents. Galerie Éral, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 2 avril.

**JACQUES GRINBERG.** Galerie "L'Œil de bouc", 58, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 31 mars.

**PIERO GUCCIONE.** Galerie Claude Bernard, 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 19 mars.

**LIONEL GUBOUT.** Galerie Darinac-Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 16 avril.

**GUYOMARD.** Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 2 avril.

**CHRISTOPHER HEWITT.** Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 19 mars.

**HOSIASSON.** Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 26 mars.

**JENS JORANSEN.** Galerie Mœnner, 27, rue Saint-Louis-en-l'Île (46-34-25-43). Jusqu'au 27 mars.

**JEANNE LAGANNE.** Galerie Pierre-Lecocq, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 16 mars.

**PETER MANDRUP.** Galerie Keller, 15, rue Keller (49-00-41-47). Jusqu'au 15 mars.

**CHARLES MAURIN.** Sagot & Garret, 24, rue du Four. Jusqu'au 19 mars.

**MIHAILOVITCH.** Galerie Ariel, 140, boulevard Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 11 mars.

**MARIE-JOSEPH MITTERRAND.** Galerie Jean Tour, 64, quai de l'Hotel-de-Ville (40-27-06-60). Du 15 mars au 15 avril.

**MARIA NORDMAN.** Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 15 mars.

**MIMMO PALADINO.** Galerie Beaumont, 21, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 18 mars.

**JEAN PHILINE.** Cercle Saint Louis, 26, avenue de la Bourdonnais (45-51-30-71). Jusqu'au 26 mars.

**ANDRÉ QUEFFURUS.** Galerie Diane Manière, 11, rue Pasteur (42-77-04-26). Jusqu'au 2<sup>er</sup> avril.

**RANCIAC.** 25 ans d'images provocantes. Galerie Michel-Vidal, 56, rue de Valenciennes (43-42-22-71). Jusqu'au 2<sup>er</sup> avril.

**CLEMENT ROSENTHAL.** Galerie Leif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 9 avril.

**PHILIPPE ROYER.** Galerie Montemay, 31, rue Mazurine (43-54-83-30). Jusqu'au 26 mars.

**FRED SANDBACK.** Galerie Lillane et Michel Durand-Dessart, 43, rue de Montmorency (42-77-44-24). Jusqu'au 12 mars.

**JULIAN SCHNABEL.** Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). 5, rue du Grand-Saint-Lazare. Jusqu'au 17 mars.

**SPADARI.** Galerie Bercov-Fegier, 27, rue de Charonne (48-07-87-19). Jusqu'au 9 avril.

**LEOPOLD SURVAGE.** Galerie Bercov-Fegier/Pisano, 35/37, rue de Seine (43-26-37-51). Jusqu'au 26 mars.

**TABUCHI.** Galerie Azil, 21, rue Guénégaud (43-54-57-01). Jusqu'au 31 mars.

**TAPIES.** Galerie Lillane, 13, rue de Valenciennes (43-63-13-19). Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

**MARINO DI TEANA.** Galerie Carlin, 51, rue de Lappe (47-00-79-28). Jusqu'au 26 mars.

**OLIVIER THOMAS.** Galerie Antoine Chaudas, 15/17, rue Keller (43-38-75-51). Du 5 mars au 23 avril.

**RAOUL UBAC.** Galerie Lambert, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 20 mars.

**JEAN-LOUIS VILA.** Galerie l'Aire du Verseau, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-56-40). Jusqu'au 16 mars.

## En région parisienne

**BREVES.** Le studio Valérie dans les années 1950. Musée Français de la Photographie, 78, rue de Paris (69-41-10-60). Jusqu'au 2 mai.

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** Art et Sacré. Le Baroque du Bréal. Centre Culturel, 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au 25 juin.

**LE BOURGET.** 32<sup>e</sup> Salon de Peinture. Hôtel de Ville. Jusqu'au 27 mars.

**RETYNY.** Hyon Soe Chou (peintures) ; Yoshio Enomoto (sculptures). Centre culturel Gérard-Philipe, rue Henri-Dunant (60-44-38-68). Jusqu'au 2 avril.

**CHOISY-LE-ROI.** Dessins (peintures). Bibliothèque Louis-Aragon - 14, rue W. Roussel (48-53-11-77). Jusqu'au 30 mars.

**CORREIL-ESSONNES.** Jean-Luc Pélissier. CAC Pablo-Neruda. Centre d'art contemporain, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). Sauf lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 18 h 30, le dimanche de 16 h à 19 h. Jusqu'au 5 avril.

**COURBEVOIE.** Jeunes peintres, Jeunes sculpteurs. Centre culturel, 14 bis, square de l'Hôtel-de-Ville (45-33-63-52). Jusqu'au 17 mars.

**CRÉTEIL.** Colette Dubé. Glisse Pacific. Maison de la culture, place Salvador-Allende (48-98-40-76). Jusqu'au 31 mars.

**LA DÉFENSE.** Le Masque et les cinq membres. Art 4, 15, place de la Défense. La Défense 4. (47-96-25-49). Jusqu'au 4 avril.

**IVRY-SUR-SEINE.** Kourad Leder ; Jean-Louis Delbes ; Bernard Royer ; Cécile Leclerc ; Olivier Kappeler. Centre d'art contemporain. Galerie Fernand Léger, 93, avenue Georges-Clemenceau (46-70-15-71). Jusqu'au 31 mars.

**JOUY-EN-JOSAS.** Danemark 88. Fondation Carlier pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (29-56-46-40). Sauf lundi de 11 h à 18 h. Du 6 mars au 17 avril. Jusqu'au 15 mars.

**PONTAISE.** Georges Polner (Sculptures et peintures), Jean Leppin (Gouaches), Musée de Pont







## THÉÂTRE

18

Cen

Sax  
à 14 h  
LE  
Granc  
CY  
raïnes  
JOC  
Forum  
20  
PAPY  
IM  
Galer  
tion d  
DE  
SON  
TRIE  
tion 2  
LE  
DES  
Jusqu  
L'E  
ma,  
CCI.

Mu

DE  
miles  
20 h  
28 F  
ZI  
miser  
50-09  
miser  
samer  
SA  
ture,  
pus  
Tous  
dima  
12 h  
FR  
et les  
Musé  
Chur  
jous  
7 mai  
CC  
NAR  
mode  
(47-2  
17 h  
10 av  
SU  
Châti  
Musé  
Musé  
Sauf  
jusqu  
AN  
du sa  
60-2  
NC  
DEP  
1983  
soire  
Royal  
TRON  
Jusqu  
60-39  
Entré  
LE  
Musé  
25-21  
9 h  
22 h  
15, ju  
VA  
1, rue  
ludé,  
dima  
le din  
E  
D'OP  
Dega  
An,  
Roue  
vau  
dima  
LE  
LUR  
de Vi  
11 h  
25 F  
PC  
Jours  
point  
Hallé  
06-21  
LE  
natio  
Poli  
18 h  
LA  
MuséSPECTACLES  
NOUVEAUX

(Les jours de répétition et les dates de première sont indiqués entre parenthèses.)

PIERRE PÉCHIN, Grand Théâtre d'Edgar (43-20-09-01), (Dim. soir, lun.) 21 h, dimanche 15 h (9).

PARIS-NORD, Théâtre ouvert, Jardin d'Hiver (42-62-59-49), Mercredi à 21 h; vendredi à 23 h 15; samedi à 18 h 30.

CATULLUS, Odeon, Théâtre de l'Europe (43-25-70-32), Spectacle en langue hongroise. Jeudi et vendredi à 20 h 30.

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ, Comédie-Française (40-15-00-15), Salle Richelieu. Vendredi et samedi à 20 h 30; samedi et dimanche à 14 h.

LA TRAVERSÉE DE L'EMPIRE, Théâtre national de la Colline (43-66-43-60), (Dim.) 20 h 30; samedi 15 h (11).

VIII FESTIVAL DES CONTEURS DE CHEVILLY-LA RUE, (39-14-23-77), Jeudi, vendredi de 18 h à 22 h 15; samedi de 14 h à 23 h; dimanche de 15 h à 18 h (11).

LE CROCODILE Théâtre de la Ville d'Alain (46-64-59-09), (Mar.) 21 h, dimanche 15 h (12).

CALLAS, Athènes-Louis Jouvet (47-62-67-27), 20 h 30 (15).

NEED TO KNOW, Th. de la Bastille, (46-64-59-09), 20 h 30 (15).

ZOO STORY, Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), 19 h (15).

EL SECONDO, Théâtre Tristan-Bernard (45-22-08-40), 20 h 30 (15).

ELASTIC, Théâtre de la Ville (43-74-23-77), 18 h 30 (15).

FANDU ET L'ES, Grand Hall Montorgueil (45-96-04-06), 20 h 30 (15).

LA HURLE, Théâtre Arlequin (45-89-43-22), 20 h 30 (15).

HORS PARIS

AMIENS, Reunio-bonheur un seul instant, d'après Giacomo Leopardi. Adaptation: Alain Rimoux; mise en scène: A. Rimoux et J.-F. Lapalme. Maison de la culture, Place Léon-Gonier (22-91-33-36), Du 8 au 12 mars à 20 h 30; le 13 à 16 h.

REIMS, La vie est un conte, monseigneur Andrieux 12 après ? Création dramatique Champagne-Ardenne, Compagnie Jean et Colette Roche, 76, rue du Docteur-Lenoir, (26-02-43-54), Les 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mars à 20 h 30; le 31 mars à 18 h 30.

LYON, Strip, strip, boum ! Théâtre de la Platte, 32, rue René-Levy, (43-78-35-25-89), Sauf les 13 et 14 à 20 h 30, du 8 au 16 mars.

RENNES, Vincent Van Gogh, Compagnie Pierre Debauche, Spectacle mis en scène et joué par R. Angebaud et P. Spadoni, Théâtre de la Paroisse, (09-79-47-43), Du 8 mars au 2 avril, du mardi au samedi à 20 h 45; le dimanche à 17 h.

STRASBOURG, Amphitryon, de Molière. Mise en scène: Jacques Lascaille, Théâtre national de Strasbourg, 1, rue A.-Maireau, (88-35-63-60), Du 14 mars au 2 avril.

D: Ne sont pas jouées le mercredi.

D: Horaires irréguliers.

## Les salles à Paris

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), Le Petit Dictateur: 20 h 30. Rel. dim.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-11), Les Cahiers tango: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (43-89-43-22), D: La Hurle: mar. 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02), D: Les Racines de la littérature d'Hélène: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), Le Monde imaginaire: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATALANTE (46-06-11-00), Le Hibou: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

ATELIER (46-06-49-24), La Double Inconscience: 21 h, sam. 15 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-62-67-27), Salle Louis Jouvet, Gertrud: 20 h 30. Rel. dim. lun. D: Callas: mar. 18 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12), D: Massé d'improvisation: lun. 21 h.

BERRY (EX-ZÉRE) (43-57-51-55), Poèmes: 18 h 30. Rel. dim. lun. L'Édén cherche le Bronx: 20 h 30. Rel. dim. lun.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), Bacchus: 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53), D: Les samedis qui chassent: sam. 16 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), D: Iphigénie: ven. sam. mar. 20 h 30, lun. (sauf le dim.) 19 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE EPEE DE BOIS (48-08-39-74), D: Volpone ou le renard: jeu. ven. sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36), Salle L. Orpée: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-00), D: L'Édén cherche le Bronx: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69), Grand Théâtre, Le Candidat: 20 h 30. Rel. dim. lun. mar. La Galerie: 20 h 30. Rel. dim. lun. La Ressource, Les Femmes déparées ou la rencontre imaginaire de Molière et Flaubert: 20 h 30. Rel. dim. lun.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), D: Revue d'été à l'Élysée: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), Bien déguisé autour des oreilles, s'il vous plaît: 21 h, sam. 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), Casanova ou la Dissipation: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, D: Esther: 14 h, mar. 20 h 30. D: Le Vainqueur saint Germain, comédien et martyr: 20 h 30 (Dim.). D: La guerre de Troie n'aura pas lieu: sam. (représentation ouverte) 20 h 30. La Poudre aux yeux, suivi de Monsieur de Pourcasse (au même programme): jeu. (dernière) 20 h 30. Monsieur de Pourcasse (avec au même prog. la poudre aux yeux): jeu. (dernière) 20 h 30. Le Songe d'une nuit d'été: ven. (salle réservée) 20 h 30, lun. 20 h 30, sam. (salle réservée) 14 h, dim. (représentation ouverte) 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLEBERT (40-15-00-15), D: La Veuve à la mode, le dent: lun. 18 h 30.

DAUNOU (42-61-49-14), D: Monsieur Masure: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

EDGAR (43-20-85-11), Les Balcons-Cadix: 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait ou on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim. 22 h 15; samedi de 14 h à 23 h; dimanche de 15 h à 18 h (11).

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49), Les Liasseaux dangereuses: 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (42-49-60-27), D: Aventure à Tahiti: 15 h (Jeu., sam.), dim. 14 h et 17 h.

ESPACE ACTEUR (42-63-35-00), So. 22 h 15; dimanche: 20 h 30. Rel. dim. lun. mar.

ESPACE MARAIS (42-71-01-19), Le Transséc: 22 h, dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun. D: L'improvisation: 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42), Salle L. La Nuit du ventificateur: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II, L'improvisation: 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

FONTAINE (49-74-74-40), Hors Limite: 21 h, sam. 18 h. Rel. dim. lun.

GAITE-MONTFARNASSE (43-22-16-18), Joe Egg: 20 h 45, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51), You're good man Charlie Brown: 20 h 30. Rel. dim. lun.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), D: Fandou et L'Es: mar. 20 h 30.

GUICHET MONTFARNASSE (43-27-85-81), Lettres d'une inconnue: 18 h 45. Rel. dim. lun. Ne pas dépasser la dose prescrite: 20 h 30. Rel. dim. lun. Double je: 22 h 15. Rel. dim. lun.

GYMNASSE MARIE-BELL (42-46-79-79), La Mécanique: 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

HUCHETTE (48-74-76-99), La Cendrillon: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LE BEAUBOURGEOIS (42-74-06-51), Claude Véra: 22 h 30. Rel. dim. lun.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09), Fier et Noble: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

LIEU DE RENDEZ-VOUS POUR SE RENDRE A LA CACHE (43-46-66-33), Drapens: 20 h. Rel. dim. lun.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théâtre noir, Le Petit Prince: 20 h. Rel. dim. Nos. Thé et Vincent Van Gogh: 21 h 15. Rel. dim. Théâtre rose, Veuve maritimes: 20 h 15. Rel. dim. La Route: 21 h 30. Rel. dim.

MADELINE (42-65-07-09), D: Les Pieds dans l'eau: 21 h (Jeu., ven., sam.), sam. 18 h et 21 h, dim. (dernière) 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53), D: Xavier Bordes: mar. 20 h 30.

MAISON HEINRICH HEINE-FONDATION DE L'ALLEMAGNE (45-59-53-91), D: Kleist ou lettres après la mort: dim. lun. mar. 20 h 30.

MARAI (42-78-03-53), D: En famille, on s'arrange toujours: 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

MARIE STUART (45-08-17-80), D: Récits d'ombres ou de balais: 18 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). L'Été des chèvres: 20 h 30. Rel. dim. lun. D: Line ou le premier: jeu. ven. sam. (dernière) 22 h 15. Zoo Story: mar. 19 h.

MARIGNY (42-56-04-41), L'Homme de la Mancha: 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MARIGNY (PETIT) (43-25-20-74), La Montezuma: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MATHURINS (42-65-90-00), D: Rosal, suivi de Douce Nuit: ven. sam. lun. 20 h 30. Rel. dim. mar. (exceptionnellement).

MICHEL (42-65-35-02), D: La Chambre d'ami: 21 h 15 (Jeu., ven.), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

MICHOÏÈRE (42-66-26-94), Show André Lamy l'ami public n°1: 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MOGADOR (42-85-28-80), George Dandin: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MONTFARNASSE (43-22-77-74), Le Secret: 21 h, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MONTFARNASSE (PETIT) (43-22-77-74), Florent, d'après la vie de saint François d'Assise: 02 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MOUFFETARD (43-31-11-99), Salomé: 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTES (47-70-52-70), D: Les Sept Miracles de Jésus: 18 h, ven. 18 h. Une soirée pas comme les autres: 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32), Daisy, un film pour Fernando Pessoa: 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ODÉON-THÉÂTRE DE L'EUROPE (43-25-70-32), D: Catullus Spectacle en langue hongroise: jeu. ven. 20 h 30.

OEUVRE (48-74-42-52), Je ne suis pas rapport: 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

OPERA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71), D: Boris Godounov: lun. 19 h 30.

OPERA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11), D: De la maison des morts: jeu. sam. lun. 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), D: Le Médicament: 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 15 h. Rel. dim. soir, mar. Show Chiche: les blancs jouent et gagnent: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PALAIS ROYAL (42-07-59-81), L'Histoire de la République: 19 h 30, dim. 15 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. D: Femmes, si je vous le disais (Rencontres du Palais royal): 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PARIS-VILLETTE (43-02-02-48), Le Réveil: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

POCHE-MONTFARNASSE (45-48-92-97), Salle L. Taché: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun. Salle II, Coup de crayon: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), La Troupe: 20 h 45, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-16), Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. D: Agatha: mar. 19 h.

RANELAGH (42-88-44-44), Opéra-Valois: 19 h 45. Rel. dim. D: Phédra (en alternance): 21 h. Rel. dim. (dim. dernière) 14 h 30. D: Le Misanthrope (en alternance): 21 h. Rel. dim. (dim. dernière) 21 h, dim. 17 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), La valise à mille ans: 18 h 30. Rel. dim. soir, lun. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47), D'Élie de Gomp: 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27), Dives sur canapé: 20 h 30. Rel. dim. lun.

SPÉCIFIQUE SAINT-MARTIN (42-08-21-93), Jango Edwards expose au Splendid: 20 h 30. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30), Nuit d'amour: 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77), L'Année faite à Marie: 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00), Va donc mettre ta robe: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun. Flagg: 21 h. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80), Spectacle obligatoire: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE L'ÉTOILE SAINT-JOUBES (46-33-46-65), D: La Scorpion: 20 h 30 (Jeu.).

THÉÂTRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61), D: La Légende dorée: jeu. ven. sam. 21 h, dim. (dernière) 17 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89), D: Pimpin peint Moure: 22 h (Jeu., ven., mar.), sam. 18 h 30. Salle I, D: L'Étranger: 20 h 30 (Sam., mar.), dim. 18 h. Salle II, D: Les Jours: jeu. ven. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h. Les Bonnes: jeu. ven. sam. 20 h 30, dim. 15 h. Kai: ven. (sur réservation) 18 h et 19 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (43-50-15-45), Le Festin de Pierre ou Don Juan: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE LA VILLA-D'ALESSA (46-64-80-80), D: Le Crocodile: sam. lun. mar. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Il faut passer par les images: 20 h 45, sam. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. D: Slat: mar. 18 h 30.

THÉÂTRE DE MONTMONTANT (46-36-96-60), D: La Passion: ven. 20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE PARIS (43-59-39-39), Le Pont des soupis: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES (47-20-36-37), Monseigneur: 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30.

THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-33-99), Comment est le printemps: 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47), Le Cid: 19 h. Rel. dim. lun. Chantrel joue intensément: 21 h. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39), Toute différence est la langue: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (43-33-00-00), D: Der Freischütz: sam. mar. 20 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer, Le Trépassé: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun. 16 h 30. Jeu. ven. mar. 14 h 30, sam. 15 h, jeu. ven. mar. 10 h. Rel. dim. lun. Grand Théâtre, D: Le Misanthrope: 20 h 30 (Ven., mar.), dim. 15 h. Théâtre Gémme, D: La Princesse Maline: 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h. D: Amélie: jeu. sam. 20 h 30. Giacomo Leopardi: lun. 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60), Feste sala. Une visite inopinée: 21 h, sam. 15 h 30. Rel. dim. D: La Traversée de l'Empire: ven. sam. lun. mar. 20 h 30, sam. 15 h. Rel. dim.

THÉÂTRE OUVERT - JARDIN D'HYVER (42-62-59-49), L'Étranger: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun. 21 h, sam. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (43-56-60-70), Grande salle, D: Le Vainqueur: 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). Petite salle, D: Une heure avec: Andromède: 18 h 30 (Jeu., ven. dernière). D: Le Dialogue sans le mariage: 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

TINTAMARRE (48-74-42-52), D: Bruno Coppens: 20 h (Jeu., ven., sam. dernière). Il était temps que j'arrive: 21 h 15. Rel. dim. lun. D: La Tintamarre: 21 h 30.

TOURTOUR (48-74-42-52), D: En attendant: 19 h. Le Dim des mouches: 20 h 30. Rel. dim. lun. Le Chant profond du Violoncelle: 22 h 30. Rel. dim. lun. D: Le Décor: ven. sam. dim. lun. 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), D: Bill Baxter: El Secundo: mar. 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-92-92), C'est encore mieux l'après-midi: 20 h 30. Rel. dim. 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-20), Zingaro: ven. sam. lun. mar. 20 h 15.

Région parisienne

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN GÉMIER) (46-66-02-74), La Comédie des erreurs: 21 h. Rel. dim. lun.

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-47), D: Peuples: 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

BORIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45), La Route des chari: 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-05-00-44), D: Collectif: 20 h 30. Rel. dim. lun. 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CHARENTAIS (THÉÂTRE DES ARTS) (30-30-33-33), Vieux ceux qui sont: 21 h, dim. 16 h.

CHARENTAIS (THÉÂTRE DE MARNE) (48-80-90-90), D: Andromède: jeu. sam. lun. mar. 21 h, dim. 16 h.

CHARENTAIS-MALABRY (THÉÂTRE DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33), Le Chat: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CHATELON (THÉÂTRE DE CHATELON-GRANDE-SALLE) (46-57-23-11), D: Plaisirs d'amour: 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

CHEVILLY-LA RUE CENTRE CULTUREL ANDRÉ MALRAUX (46-56-34-48), D: VIII Festival des conteurs de Chevilly-Larue: jeu. ven. jusqu'à 22 h 15, sam. jusqu'à 23 h 14 h, dim. et jusqu'à 18 h 15.



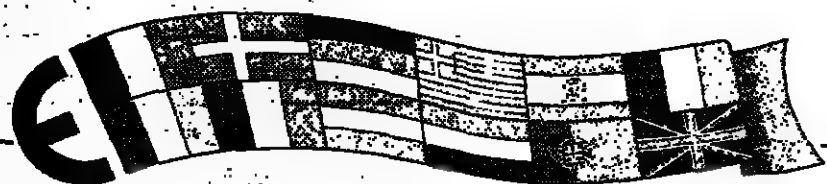








# Le Monde INTERNATIONAL



## LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une série de concours généraux sur épreuves en vue de la constitution de réserves de recrutement d'

### ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATEURS ADJOINTS (m/f)

qui pourraient être appelés à remplir des fonctions dans les domaines suivants:  
☐ AUDIT ☐ PERSONNEL ET ADMINISTRATION ☐ RELATIONS EXTERIEURES ☐ INFORMATION - COMMUNICATION ☐ MACRO-ECONOMIE ☐ MICRO-ECONOMIE ☐ STATISTIQUES.

\* organisé conjointement avec la Cour des Comptes des Communautés européennes.

#### LES CANDIDATS DOIVENT:

- ☐ être ressortissants d'un des Etats membres de la Communauté;
- ☐ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais) et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues;

#### LES ADMINISTRATEURS DOIVENT:

- ☐ être nés après le 8.4.1952;
- ☐ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme;
- ☐ posséder une expérience professionnelle d'une durée de deux ans au moins, acquise postérieurement à l'obtention du diplôme et en rapport avec l'un des domaines mentionnés ci-dessus.

#### LES ADMINISTRATEURS ADJOINTS DOIVENT:

- ☐ être nés après le 8.4.1955;
- ☐ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme obtenu après le 25.2.1985.

La Commission et la Cour des Comptes pratiquent en faveur de leur personnel une véritable politique d'égalité des chances entre femmes et hommes.

Les candidatures doivent être adressées au moyen de l'acte de candidature officiel. Des formulaires de cet acte de candidature et l'avis de concours peuvent être obtenus sur demande écrite, adressée de préférence sur carte postale, à l'adresse ci-après:

- ☐ Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES.
- ☐ Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 PARIS CEDEX 16 C.M.C.I./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, 13241 MARSEILLE CEDEX 01.

N'oubliez pas de mentionner la référence C54.

N.B.: DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES: 8.4.1988.

MOTIVE pour L'INTERNATIONAL... ?  
 Groupe des FROMAGERIES BEL  
 5 Milliards de Francs de C.A.  
 dont 50 % à l'étranger  
 recrute pour sa  
 Division BEL INTERNATIONAL à PARIS

### CHEF DE MARCHE CONFIRME AREA MANAGER

POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE NOS FILIALES ET DE NOS AFFAIRES EN RFA, SUISSE, AUTRICHE, RDA.

Votre formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC...) a été complétée par:  
 • une expérience de 2 ans minimum comme chef de produit dans l'une des sociétés leader du marketing produits de grande consommation,  
 • une expérience de 5 ans dans la vente et le marketing à l'exportation de produits de marque, éventuellement l'animation/gestion de filiales étrangères.

Si, à ces expériences, vous pouvez ajouter les qualités personnelles que requiert ce poste: facilité de contact, mobilité, esprit de synthèse, sens de la rentabilité et volonté de succès.

ALORS, vous êtes du profil recherché.

Il vous faut, de plus, parler couramment Allemand (et si possible aussi Anglais) et être disponible pour des déplacements fréquents à l'étranger à partir de notre siège parisien.

La zone de vos responsabilités ouvre un champ d'action diversifiée et un réel potentiel de développement au sein d'une Division internationale dynamique.

Adressez votre C.V. détaillé par lettre manuscrite, photo, rémunérations actuelles et souhaitées, à la Direction du Personnel, 4, rue d'Anjou 75008 PARIS.

COTISER



A prominent american company, highly profitable and rapidly expanding, is seeking for it's subsidiary in the french speaking sector of Switzerland a

## DIRECTOR OF FINANCE TO 750 000 F

The successful candidate should have a strong background in all aspects of finance, including cost-accounting, and be able to communicate well in french and english.

To apply in complete confidence, call 49-69-721649 from 9.00 a.m. to 6.00 p.m. (also on this saturday and sunday) or send your c.v. with present salary to our consultant: F.F.M. Forschung für Management GmbH, Grüneburgweg 95, 6000 Frankfurt 1, R.F.A.

### VACANCIES IN SAUDI ARABIA

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION has the following vacancies:

- LECTURERS IN COMPUTER SCIENCE (M.Sc. with 2 yrs teaching/programming experience).
- ANALYSTS/PROGRAMMERS (M.Sc. with 2 yrs or B.Sc. with 5 yrs experience).
- VTAM COMMUNICATION SYSTEMS PROGRAMMERS (B.Sc. in Communications/Computer Science with 2 yrs experience).
- SENIOR SYSTEMS ANALYSTS (M.Sc.; or B.Sc. with 3 yrs experience).
- EXPERTS IN STANDARDS AND PROCEDURES (M.Sc.; or B.Sc. with 3 yrs experience).
- MVS SYSTEMS PROGRAMMERS (B.Sc. with 4 yrs experience).

Previous work experience on large IBM Systems is essential for the above positions.

Vacancies are also in the following faculties: ACCOUNTING, PROJECT MANAGEMENT, STATISTICS AND MATHEMATICS (Ph.D./M.Sc./M.Sc. with 3 yrs experience).

Apply to:

The Director General (Administrative & Financial Affairs)  
 Institute of Public Administration  
 P.O. Box 205, Riyadh 11141 (Saudi Arabia).

La CROCC à Douai  
 service  
**UN CHARGE  
 DE MAINTENANCE  
 DE MICRO-ORDINATEURS**

Année réservée  
 exclusivement à un  
 technicien. Formation: 515 ou  
 DUT électronique  
 avec option informatique.  
 Exp.: 2 ans dans un service  
 de maintenance informatique.  
 Langue: connaissance parfaite  
 du français et notions  
 d'anglais.

Adressez s.v.p. lettre de  
 motivation au CROCC, 161, av.  
 Victor-Hugo, 75016 Paris.

**secrétaires**  
 Pour la durée d'un contrat de  
 court terme, le Ministère de la  
 Presse recherche une secrétaire,  
 excellente dactylo,  
 ayant une bonne connaissance  
 de la gestion du personnel.  
 Libre et disponible.  
 Ecrire avec C.V. à la  
 M.M.P., 23, r. de Valenciennes,  
 75002 PARIS.

Jeune société d'édition  
 de presse juridique  
 recherche  
**UNE SECRÉTAIRE**  
 expérience juridique  
 bonne connaissance  
 du Mécanisme.  
 Tél. 42-56-64-00, p. 383.

**RECHERCHONS  
 STENO-DACTYLO**  
 parlant et écrivant  
 parfaitement l'italien.  
 Ecrire sous le n° 8454  
 LE MONDE PUBLICITE,  
 5, rue de Montmoussy  
 75007 Paris.

## Le Monde CADRES

### LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

Etablissement public à caractère industriel et commercial  
 recherche un  
**INGENIEUR GRANDE ECOLE**  
 pour effectuer des recherches et des études dans le domaine du  
**GENIE ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE**  
 Systèmes de chauffage et de climatisation.

Ecrire en joignant un C.V. et tout document utile (rapport d'étude, travail de synthèse...) à: STATION DE RECHERCHE DE  
 MARNE LA VALLEE - Service GENIE ENERGETIQUE ET  
 CLIMATIQUE 34, avenue Jean Jaurès - CHAMPS SUR MARNE  
 BP 02 - 77421 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

Groupe INFO'ROP tech.

### FORMATEURS

sur OPEN-ACCESS.  
 Libre de suite.  
 T. M. Kallazak 47-51-14-41.

**AGENCE COMMUNICATION**  
 PARIS-13 RECHERCHE  
 pour la direct. et le dévelop-  
 pement de son service docu-  
 mentation, info.

**DOCUMENTALISTE**  
 ayant une solide exp. de  
 préf. dans les secteurs  
 presse, publicité ou conseil  
 d'entreprise, souhaitant faire  
 du marketing document.  
 Libre très rapidement.  
 Env. lettre, c.v., photo, 1/n  
 à 465.

**LE MONDE PUBLICITE,**  
 5, rue Montmoussy,  
 75007 PARIS.

**SOCIÉTÉ AMÉRICAINNE**  
 (TVCM) cherche

### REPRÉSENTANTS

pour des relations publiques  
 et pour la télémarketing en  
 FRANCE.  
 Ceux-ci doivent avoir une  
 formation avec contact télé-  
 phonique, et la connaissance  
 ANGLAIS. Tél. M. DUWAIR  
 ou 47-55-12-30 Paris la 8  
 et 9 heures (seulement).

### DEMANDES D'EMPLOIS

CHEF B.E. spécialiste  
 conception de systèmes pré-  
 sentoir électronique, rech.  
 emploi similaire dans Sté en  
 expansion. Merci d'appeler  
 au 49-23-48-55.

SEULE INFORMATION  
 AUBAGNE

Tél.: (18) 42-82-80-05

### INGENIEURS SYSTEMES INFORMATISES

(Télétrans)  
 Microconception de base.  
 Expériences requises:  
 Assembleur et langage  
 évolués.  
 Unité appréciée.

### enseignement

Ecole d'anglais, économie,  
 centrale, Gloucester  
 school of english, 104 Clou-  
 d'acier road, London SW7,  
 18-41-1-370-8232.

### automobiles

de 5 à 7 C.V.

Super 5 GTL rouge 1986,  
 5 ans, 37 000 F.  
 32 000 km. état neuf, 48-  
 93-70-58, après 20 heures.

### ventes

RENAULT 5 GT sur, gr. N.  
 prête à courir, 12 000 km,  
 état, 1000 km. norm. opt.  
 et acc., 12 roues montées  
 (1815-50 et 1815), le tout  
 60 000 F à débiter.  
 Téléphone: 60-20-18-28.

### Antiquités

#### PARTICULIER ACHÈTE A VOS PRIX

MEUBLES ET OBJETS  
 4p. Empire, 43-57-82-80.

#### Canapé

L'ENTREPOT DU CANAPÉ  
 Les 26 et 27 février  
 Vente exceptionnelle  
 de canapés et fauteuils.  
 Nombreux modèles en cuir  
 et tissu. Par exemple:  
 canapé 3 places cuir aminé,  
 au lieu de 15 800 F.  
 Canapé 2 places plume  
 tissu Lauer 3 650 F.  
 au lieu de 7 250 F.

Venez vite pour avoir le  
 choix, tous les modèles sont  
 disponibles.  
 Entrée: porte de Pantin  
 26, rue des 7-Arpes,  
 La Pré-Saint-Gervais.  
 Tél.: 48-44-83-81.  
 Ouvert de 10 h à 20 h.

### Cours

#### COURS D'ARABE

MODERNE  
 2 ou 4 sem./mois. Cours du  
 soir 2x2 h. 30/sem. Inscr.  
 imméd. AFAC, 42-82-92-62.

#### Piano

PARTICULIER VEND  
 GRAND PLEYEL 1932  
 droit, scriptum vern.  
 expertise 18 000 F.  
 Tél.: 46-33-36-36.

### Minéraux

#### RENNES

TROISIÈME BOURSE  
 EXPOSITION-VENTE

#### MINÉRAUX FOSSILES

SAMEDI 19  
 ET DIMANCHE 20  
 MARS 1988  
 de 9 h à 18 h

saie Rennes congrès  
 27, bd de Solferino.

### Rénovation

#### RÉNOVER VOTRE HABITATION A PARIS

Conseils  
 réalisation des travaux,  
 tous corps d'état,  
 prix, délais.  
 AFCH-DECOR  
 (1) 47-63-47-12.

### Vacances

#### Tourisme

Loisirs

Cherche location mois août à  
 Houlogne (Calvados), studio  
 avec sleeping ou 2 places,  
 bien exposé, max. 3 500 F.  
 T. 43-45-55-74 après 18 h.

#### PAQUES 88

Séjours enfants dans le Jura,  
 alt. 900 m., 3 h TGV Paris.  
 Yves et Liliane, 38 ans,  
 accueillent vos enfants dans  
 une ancienne ferme XVIII<sup>e</sup>.  
 confortablement rénovée,  
 située au milieu des pâ-  
 rades et des sapins.  
 Le nombre d'enfants est  
 limité à 14 pour offrir un  
 accueil familial  
 personnalisé.

Activités proposées:  
 tennis, ski de fond, jeux col-  
 lectifs, poney, découverte du  
 milieu rural, des fleurs, fabri-  
 cation du pain (selon sa-  
 son... et conditions météoro-  
 logiques).

Pour tous renseignements:  
 Tél.: 81-38-12-51.

A louer juillet 1988, centre  
 Rochoff (29 N), maison  
 XVII<sup>e</sup>, terrasse sur mer, 11  
 ch. poss. couvrir 11 pers.  
 Tél. 95-55-70-03.

#### JURA

3 h 30 par TGV, près station  
 Métabief (Jura alpin). Part.  
 loue grand studio 11 pers.  
 Tél. pour période départ-  
 sables et conditions.  
 Tél.: 16 (81) 49-00-72.

هنا من الامم



18

E

Cen

Ses

de 10

à 14 h

LE

Granc

CY

ralises

JOS

FORUM

ZOO

PAPI

IM

Galer

tion d

DE

SON

don tr

LE

DES S

Jusqu

L'E

turs,

CCL.

Mu.

DE

notes

20 h :

28 F

ZL

sator

50-09

marc

saxon

SA

turs,

Tous

dinar

12 h :

FR

et le

Musé

Chun

jours

7 post

CC

NAR

mode

(47-2

17 h :

10 av

STR

Chais

Musé

Sauf

Jusqu

60-39

AN

des

60-32

NC

DEP.

1983-

souri

Royal

TTON

Jusqu

60-39

Entré

LE

Musé

25-21

9 h :

15 h :

22 h :

15 h :

VA

1. rue

lundi

dimu

la dis

E'

D'OF

Depa

Art.

Rosa

vain

denu

LE

LUR

de Vi

11 h :

25 F

PC

Jours

peint

Haut

08-21

LE

ratio

Petit

18 h

LE

Moi

## L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements ventes

2<sup>e</sup> arrdt

## SENTIER

2 p., cuis., w.c., douche

350 000 F

Immo Marcadet 42-82-01-82.

4<sup>e</sup> arrdt

## MARAIS

grd. cuis., 1 chambre, 2 bns

WC, prof. b., pos. 185 m<sup>2</sup>

chambre, argenc. 43-36-18-38.

5<sup>e</sup> arrdt

## PANTHÉON 3 p. + 2

18 m<sup>2</sup> au 2<sup>e</sup> étage +18 m<sup>2</sup> au 3<sup>e</sup> étage duplex

piscine, chambre, qualité +

téléphone 43-36-17-36.

## MARCHÉ DES NOTAIRES

## PANTHÉON

18, r. Pierre-et-Marie-Curie,

3<sup>e</sup> ét., 270 m<sup>2</sup> + b., b., b.,cuis. avec vue dég., 61 m<sup>2</sup>,

3 ch., 2 caves, mise à prix

8 980 000 F. Visite les 10

et 24 mars 14 h/17 h.

M. JAMAR 42-33-21-18.

## MAISON D'ARTISTE

250 m<sup>2</sup> env., cuisine, s/2m<sup>2</sup>, gd ch., ch., ch., ch.,

amér., 3 ch., 3 bns, mas-

sine, courante privée, amé-

nag., contemp., 8 400 000 F.

S. KAYEYER 42-33-20-60.

## CONTRESCARPE

studio, cuisine, w.c.,

250 000 F.

Immo Marcadet 42-82-01-82.

## R. GUY-DE-LA-BROSSE

Imm. anc., 1<sup>er</sup> ét., rue etcours, m<sup>2</sup>, 2 ch., cuis., s/b,

bains, tél. chauff., 370 000 F.

FR. FAURE 42-87-85-17.

6<sup>e</sup> arrdt

## R. GABRIELLE original

dernier étage, 180 m<sup>2</sup>,3 p., 1 ch., 68 m<sup>2</sup>, bel immeu-

ble, 1 800 000 F.

DOLÉAC 42-33-12-28.

## RUE GUINÉGAUD

bel imm., ancien, petit 3 p.

rue et cours, réaménagé

à prévoir, 1 340 000 F.

FR. FAURE 42-87-85-17.

## SELECTION DOLÉAC

R. Prouvençal original

80 m<sup>2</sup>, env. 19<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ch.,s/b, s/b, ch., m<sup>2</sup>, 1 800 000 F.

P. J. 100 000 F. 42-33-12-28.

## CHERCHE MIDE LOFT

studio/cour pavée 60 m<sup>2</sup>+ meub., 4 m<sup>2</sup> et 100 m<sup>2</sup>

commercial, 1 800 000 F.

FLEDRUS 45-44-22-36.

## FLEDRUS : 45-44-22-36

Port-Royal, chms

100 m<sup>2</sup>, env. 19<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ch.,s/b, s/b, ch., m<sup>2</sup>, 1 800 000 F.

DOLÉAC 42-33-12-28.

## RECHERCHONS APPTS

## TRES SURFACES.

## ST-SULPICE, vue rue

Boulevard, 3<sup>e</sup> ét., 4 p.,s/b, s/b, ch., m<sup>2</sup>, 2 500 000 F.

FLEDRUS 45-44-22-36.

## LUXEMBOURG, Paris de L.

stand., 5 p., 1 ch 170 m<sup>2</sup>,2<sup>e</sup> arr., 4 p., 1 ch 170 m<sup>2</sup>,

LUXEMBOURG 42-33-12-28.

7<sup>e</sup> arrdt

## PRÉS MINISTÈRES

VOIES PRIVÉES

grd étg 200 m<sup>2</sup> env., Joué

au Gustave Eiffel, 7 p.,

s/b, s/b, ch., m<sup>2</sup>, 2 500 000 F.

S. KAYEYER 42-33-20-60.

SÈVRES-BALYONE

Imm. plain, w.c., studio

430 000 F.

FR. FAURE 45-67-95-17.

8<sup>e</sup> arrdt

Rue Pierre-Champan

100 m<sup>2</sup> Champ-Élysées,studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</sup> ét.

sans asc., plein sud,

2 150 000 F. 46-72-02-87.

11<sup>e</sup> arrdtN<sup>e</sup> République, bel imm.

ancien, duplex, double

studio, 3<sup>e</sup> étg, ascenseur,

aut. cuisine, 840 000 F.

Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN

4 p., 35 m<sup>2</sup> + service, 4<sup>e</</sup>



# Communication

Après enquête sur la couverture de la visite de M. Mitterrand à la Réunion

## La CNCL réprimande sévèrement RFO

**« RFO, film pas le ciel ! »** En termes plus mesurés, le communiqué numéro 95 de la CNCL, publié le 7 mars, n'est pas loin d'approuver l'un des slogans des manifestants venus accueillir le président de la République en voyage à la Réunion les 8 et 9 février dernier, et qui protestait ainsi contre le parti pris de la société publique d'audiovisuel outre-mer, RFO. Images brouillées, cadrages fantaisistes, son inaudible pendant de longues minutes, il est vrai que la retransmission du premier discours de M. François Mitterrand ferait rougir même un caméraman amateur.

**« La manière dont la société RFO s'est acquittée de sa mission dans cette circonstance n'est pas acceptable », écrit la CNCL. En tant que pré-**

**sident responsable, la Commission invite M. Jean-Claude Michaud à prendre les mesures qui éviteront le retour de tels incidents.** Dans une lettre du 19 février, la Commission avait déjà signalé ces « défaillances techniques » et le « déséquilibre de l'information » dans certains journaux de RFO. La CNCL note aussi que, « à aucun moment, RFO n'a jugé bon de présenter des excuses au président de la République » pour ce qui lui apparaît comme une « faute sérieuse », et estime que la succession des séquences du journal de RFO Réunion, le mercredi 10 février, était « déséquilibrée ». Suite à la mise en cause de RFO par M. François Mitterrand (le Monde du 11 février), les Réunionnais avaient en effet le droit d'entendre MM. Pons (RPR), Virapoulle (UDF), Delor (RPR), Michaud (PDG de RFO) et les commentateurs du présentateur, qui, tous, « visaient à prendre le contrepied du président ». Dans le même journal, MM. Jospin et Marchais n'intervenaient que sur des sujets nationaux...

Ancien directeur de « la Montagne » et ancien résistant

### Francisque Fabre est mort

Francisque Fabre, ancien directeur général de la Montagne (Clermont-Ferrand), est mort le 4 mars, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Le quotidien du Centre lui a rendu hommage mardi en évoquant notamment le courage et le passé de résistant de M. Fabre. Inépuisable, il a fait de la Montagne le refuge de la presse française, le centre de résistance des journalistes pendant la guerre. Les grands noms de la politique et de la presse d'opposition avaient en effet trouvé refuge, par ses soins, en Auvergne, voire dans sa propre maison. Francisque Fabre était chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre et portait la rosette de la Résistance.

[Né le 10 janvier 1899, Francisque Fabre entra à la Montagne en 1920. Huit ans plus tard, il en devint le directeur général et le restera pendant cinquante-trois ans. Véritable pilier matras du quotidien puis du groupe La Montagne, créé en 1972, il a toujours prêté une attention particulière à l'indépendance des rédactions. Il abandonna ses fonctions de directeur général de la Montagne en 1982 tout en restant conseiller à la direction.]

La réprimande de la CNCL, même si elle ne propose pas de sanctions, est une des plus sévères de la Commission. Elle ne s'étend cependant pas à d'autres incidents ou journaux de RFO, qui font pourtant l'objet de vives critiques tant à gauche que chez les barbares. Dans un communiqué de M. Jean-Jack Querquand, son porte-parole, le Parti socialiste suggère que « toutes les forces politiques et syndicales constituent dans chaque DOM et chaque TOM un comité pour le respect du pluralisme ». Il faut, ajoute-t-il, que cesse le monopole du RPR sur l'audiovisuel outre-mer.

**Précision.** — A la suite de l'entretien avec M. Jean-Louis Périot, PDG de la GMP, le Monde du 4 mars, M. François Grouvel nous fait savoir que sa société de presse, SIP, a racheté le magazine Courrier du Parlement en décembre 1987 au groupe GMP. A la direction de la GMP, on confirme que, seul, le Journal du Parlement appartient encore au groupe.

Sur le front de la presse quotidienne régionale

## La bataille des magazines de télévision

présentant des émissions à la programmation incertaine.

Mais un autre danger se profile à leur porte : la concurrence de la presse quotidienne, notamment de la presse régionale. Depuis un an, celle-ci a lancé une véritable OPA sur les programmes de télévision. Encore faut-il, la guérilla pourrait, à terme, mettre à mal certains titres spécialisés. L'offensive est partie du groupe de M. Robert Hersant. Dès novembre 1986, un supplément télévisé est créé pour France-Soir avec la volonté affichée d'en doter ensuite le Figaro puis les titres régionaux du groupe. Le but est double : doper, grâce à ce supplément en quadrichromie, la diffusion des quotidiens régionaux et ouvrir un nouveau marché publicitaire.

A l'automne 1987, TV Magazine, le supplément de France-Soir et du Figaro, remanié, fait son apparition dans les quotidiens régionaux du groupe Hersant. Le groupe du Dauphiné libéré (Grenoble) et du Progrès (Lyon), puis les titres normands (Paris-Normandie, le Havre libre, le Havre Presse) sont les premiers choisis.

Le résultat n'est pas immédiat. Mais en janvier 1988, la diffusion du Dauphiné libéré frémisse. Selon M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro, la vente du titre grenoblois (346 500 exemplaires en 1986) augmente de 7 % environ. En revanche, la diffusion de France-Soir a continué à baisser et celle du Figaro n'a guère profité de l'atout des programmes télé.

### Hachette contre Hersant

L'offensive de M. Hersant n'a pas manqué d'inquiéter Hachette. Dès le printemps dernier, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère propose à la presse régionale un supplément inspiré de son deuxième journal télé, TV Couteur. Il est pris de vitesse par un éditeur de magazines spécialisés, M. Michel Hommel. Avec le soutien de son oncle, M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain (Nancy), M. Hommel met au point un nouveau titre, TV Hebdo. Livré en mai à l'Est républicain, il est proposé à l'ensemble des quotidiens régionaux qui n'appartiennent pas au groupe Hersant.

Aujourd'hui, la guérilla s'est transformée en guerre de mouve-

ment où chacun passe des alliances. Le groupe Hersant, après avoir équipé la plupart de ses quotidiens régionaux, a conclu un accord avec Centre-France, l'éditeur de la Montagne (Clermont-Ferrand) mais aussi du Populaire du Centre (Limoges), du Berry républicain (Bourges) et du Journal du Centre (Nevers) (le Monde du 27 février). Ainsi, depuis le week-end dernier, vingt et un quotidiens régionaux font paraître TV Magazine : celui-ci totalise un peu plus de trois millions d'exemplaires diffusés, ce qui le place à quelques encablures de Télé 7 Jours.

Chez Hachette, on décèle le danger. D'autant que Télé 7 Jours, leader incontesté, présente de légers mais inquiétants signes d'essoufflement en perdant 40 000 exemplaires début janvier. La riposte est vite trouvée : l'association avec TV Hebdo. Il est vrai que le magazine lancé par M. Hommel marche bien. Outre l'Est républicain, il a été adopté par le Républicain lorrain (Metz), Est-Eclair et Libération Champagne (Troyes), la Voix du Nord (Lille), Nord Littoral (Calais), la Presse de la Manche (Cherbourg) et devrait l'être par le Courrier picard (Amiens).

Chaque semaine, 1,5 million d'exemplaires du magazine sont diffusés avec ces quotidiens régionaux. Hachette s'apprête donc à entrer dans le capital de la société éditrice de TV Hebdo, en même temps qu'un groupe à capital variable rassemblant les quotidiens régionaux qui en bénéficient déjà. TV Hebdo va ainsi conquérir de nouveaux quotidiens, ceux d'Hachette (le Provençal et le Marseillais à Marseille, Var-Matin à Toulon, les Dernières Nouvelles d'Alsace à Strasbourg, l'Echo républicain à Chartres), soit 700 000 exemplaires de plus. Pour Hachette, il s'agit de barrer la route au groupe Hersant. « Nous ne voulons pas prendre le risque que M. Hersant puisse dire un jour à ses annonceurs que son supplément télé a une couverture nationale », précise Paul Giannoli, directeur de la rédaction de Télé 7 Jours.

La ligne de bataille entre les deux groupes est nette : TV Magazine, le supplément du groupe Hersant, est implanté dans la région Rhône-Alpes, le Nord, Hachette et son allié Michel Hommel occupent la Côte d'Azur, l'Est et le Nord. Mais tous

deux rivalisent de séduction pour que le Midi libre (Montpellier) — dont M. Hersant possède des parts — adopte l'un ou l'autre magazine. Quant à la région ouest, M. Hommel y fait vendre son TV Hebdo dans des kiosques, sans le soutien d'un quotidien, au prix de 3 F. Il vient aussi de le lancer dans les kiosques de Clermont-Ferrand, sif de la Montagne.

Pourtant, des lecteurs de la presse régionale renâclent devant ce supplément TV qui leur est imposé en sus de leur quotidien et qui nécessite de déboursier quelques francs de plus. Quant aux autres magazines de programmes, ils assistent à cette bataille avec une pointe d'amiabilité. « Il n'y a pas encore réellement de contrecoup sur nos ventes », assure M. Claude Darcey, responsable de Télé-Star, l'hebdomadaire télé de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), mais on attend à une baisse de 10 % de la diffusion dans les zones où ces sup-

### « Le Monde » radio-télévision

Le Monde a lancé son propre supplément hebdomadaire « radio-télévision-communication » le 9 juin 1986. Il paraît depuis, avec l'édition datée dimanche-lundi, « Le Monde radio-télévision-communication » a augmenté la vente en France du journal pendant le week-end de 26,5 % (comparaison entre janvier-février 1986 et janvier-février 1988).

pléments sont livrés avec un quotidien régional. Le prix — en moyenne 6 F pour le quotidien et son supplément — est en effet alléchant. Ce qui n'empêche pas les éditeurs des magazines indépendants de critiquer ce dumping.

Ils ne baissent pas les bras pour autant. Tout est bon pour accroître la diffusion. Le parrainage d'émissions est un des axes privilégiés par des titres comme Télé-Star ou Télé 7 Jours, tandis que Télé-Poche, le magazine des Editions mondiales, préfère lancer son jeu « Télé-Mag » sur TF1, ce qui a permis à sa diffusion de grimper de 1 800 000 exemplaires en novembre dernier à 2 200 000 actuellement.

Télérama, pour sa part, a choisi de renforcer son image d'« hebdomadaire de toutes les cultures » qui exerce son talent critique autant sur la télévision que le cinéma ou la radio. « Nous sommes vus à la différence », explique M. Bernard Roux, PDG de Télérama, qui ne fait pas mystère de son refus de s'aligner sur la formule des autres magazines de programmes (stars, jeux, fiches diverses, etc.). Un choix sans concession mais payant puisque Télérama dépasse les 500 000 exemplaires.

### « Concorrence trop forte »

La menace que représente les suppléments de la presse régionale n'empêche pas les éditeurs de magazines de caresser d'autres projets. Les Editions mondiales prévoient ainsi d'éditer un second titre télé, à côté de Télé-Poche, au début 1989. Le projet ne verra pourtant le jour que si les tests démontrent que le créneau reste ouvert. Or, entre les douze millions d'exemplaires diffusés chaque semaine par les hebdomadaires spécialisés et les cinq millions que représentent les suppléments du groupe Hersant et ceux de l'alliance Hachette-Hommel, la marge est étroite, la France comptant vingt millions de foyers. Des chiffres qui ont fait réfléchir TF1.

Présentée comme partenaire potentiel des Editions mondiales, la chaîne a démenti de telles intentions. Pour M. Philippe Gosses, ancien directeur adjoint de la rédaction de Télé 7 Jours, chargé de la diversification écrite à TF1, « le marché des hebdomadaires TV est trop difficile et la concurrence trop forte. TF1 ne participera donc à aucun quotidien ni à aucun magazine télé ». La bataille ne semble rebouter ni le groupe Hachette ni le groupe Hersant.

YVES-MARIE LABÉ.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de M<sup>re</sup> Yves Laurin, avocat à la Cour d'appel de Paris.

De l'ordonnance de référé rendue contrairement par M. le président du Tribunal de Grande instance de Paris le 4 mars 1988 entre le COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SAUVEGARDE DE VENISE, demandeur, et M. Daniel VIAL, défendeur, il est extrait ce qui suit :

« LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SAUVEGARDE DE VENISE fondé en 1969, présidé par M. l'ambassadeur Gérard GAUSSEN, ne possède aucun lien avec M. Daniel VIAL et ne participe pas aux manifestations annoncées à Pékin et en Chine pour le mois de juin 1988 en faveur de Venise et de la Grande Muraille de Chine ».

## Défense

Le missile S-4, pour quoi faire ?

### M. Chirac et la zone « grise » de la dissuasion

En laissant entendre, mardi 8 mars, lors d'une conférence de presse de candidat à l'élection présidentielle, que le prochain missile nucléaire sol-sol S-4 pourrait servir à lancer un ultime avertissement contre le « sanctuaire » d'un adversaire, M. Jacques Chirac a introduit dans la réflexion stratégique en France une nuance nouvelle qui risque, probablement, de ne pas faire l'unanimité, y compris au sein de la majorité qui a soutenu le premier ministre.

Durant à remplacer, après 1996, le missile S-3 actuellement en fin de vie dans le plateau d'Albion, en Haute-Provence, le S-4 est un missile léger (de l'ordre de 9 tonnes) à une tête thermonucléaire, qui devrait être, lui aussi, entré dans un premier temps, avant de donner naissance, le cas échéant, à une version mobile, c'est-à-dire montée sur une remorque banalisée et empruntant beaucoup à la cabine de tir du lanceur du missile préstratégique Hadès, prêt à succéder à Pluton en 1992 (le Monde du 5 décembre 1987).

Le S-4, tel qu'il est aujourd'hui conçu par les techniciens, a une particularité : sa trajectoire tendue (avec une apogée de 300 kilomètres pour des distances de l'ordre de 3 500 kilomètres) et son extrême précision d'impact devraient lui permettre d'atteindre des objectifs défendus, c'est-à-dire « durcis » et protégés, comme des cibles militaires, à la différence des objectifs démographiques ou économiques que l'on entoure généralement de moins de précautions.

Ce sont précisément ces caractéristiques et ces performances-là qui font souligner à M. Chirac « la souplesse de mise en œuvre » et « la résistance » du S-4 français. Pour ajouter aussitôt : « Un missile de ce type, qui permet une plus grande précision, pourrait, en cas de nécessité, se voir attribuer une fonction d'ultime avertissement sur le « sanctuaire » d'un agresseur éventuel. » Autrement dit, avec le S-4, la panoplie française est complétée par un missile qui relève de cette zone grise ou floue, en tout cas ambiguë, des armes à la fois stratégiques et préstratégiques.

Entre les armes préstratégiques, comme le missile sol-sol Hadès (480 kilomètres de portée), ou le missile atterroporté ASMP (100 à 300 kilomètres de portée selon l'altitude de tir de l'avion sur lequel il est embarqué), qui visent les arrières du dispositif adverse, et les armes stratégiques, comme les missiles mer-sol M-20 ou M-4 des sous-marins nucléaires, qui ont des portées de 4 000 à 6 000 kilomètres contre les villes adverses, il y aurait place pour un missile mi-cible, mi-objet, tel que le S-4, dont la menace d'un emploi en antirusses sur le « sanctuaire » ennemi signifierait que la France est prête à engager le feu nucléaire.

En schématisant à l'extrême une conception qui, en réalité, est davantage en demi-teinte, un missile S-4, auquel on demanderait de symboliser l'ultime avertissement « de la dissuasion nucléaire, prendrait des allures de Super-Pershing-2 (le missile intermédiaire, de 1 800 kilomètres de portée, que les Américains ont accepté de démanteler). Si, de surcroît, la version mobile du S-4 voyait le jour, ce nouveau modèle de missile deviendrait, à sa façon, un maillon de l'arsenal nucléaire français au profit de l'Europe.

Au moment de la discussion parlementaire sur ce programme S-4, deux rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, MM. Jean-Pierre Bechter (RPR) et Pierre-André Wiltzer (UDF), le premier proche de M. Chirac et le second de M. Raymond Barre, avaient fustigé, par avance, l'emploi, qu'ils qualifiaient alors de « dangereux », d'un missile terrestre stratégique mobile « sous couvert de souplesse d'emploi ». Ils avaient ajouté : « La nouvelle composante nucléaire sera stratégique. Elle ne pourra pas être utilisée pour délivrer l'ultime avertissement. C'est là le rôle du nucléaire tactique », encore appelé préstratégique.

On le constate : le candidat Chirac est allé au-delà de la majorité parlementaire du premier ministre sur un aspect, qui n'est pas de détail, de la sécurité européenne.

JACQUES ISNARD.

## Culture

Le programme du 42<sup>e</sup> Festival d'Avignon

### Cycle Georges Perec, présence de Boulez

Patrice Chéreau, Pierre Boulez, Georges Perec, Maurice Choumard, Karine Saporta... quelques noms phares du 42<sup>e</sup> Festival d'Avignon, qui aura lieu du 9 juillet au 4 août.

#### THEATRE

Le Théâtre des Amandiers de Nanterre ouvre le festival avec la création de *Hamlet*, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Gérard Démarie (du 9 au 19 juillet, à la Cour d'honneur). Suivra, du 23 au 26, une autre pièce de Shakespeare, *Le Conte d'hiver*, dans la mise en scène de Luc Bondy, qui se donne actuellement à Nanterre. Pierre Romans présente *Chronique d'une fin d'après-midi*, d'après Tchekhov (du 15 au 21, au cloître du Palais Vieux), et *Le Dernier Jour de la création*, de Daniel Emile (du 15 au 21, au cloître du Palais Vieux), met en scène et joue la tournée des chausseries (du 13 au 24 juillet aux Cordeliers). Enfin, Patrice Chéreau reprend avec Laurent Mallet *Dans la solitude des champs de coton*, de Bernard Marie Koltès (du 16 au 26 juillet, dans un nouveau lieu, la salle de Courtois).

Cycle Georges Perec : l'*Augmentation*, par Didier Bezace et Jean-Louis Benoit (du 11 au 19 juillet, salle Benoît-XIII) ; *Le Vie mode d'emploi*, par Michel Lonsdale, une production France-Culture (du 20 au 26 juillet, à l'hôtel Saint-Laurent) ; *Je me souviens*, par Sami Frey (du 25 au 31 juillet, aux Pépinières-Blancs) ; *W*, lecture dirigée par Jean-Claude Grumberg (du 21 au 25 juillet, aux Cordeliers) ; une production de la société des auteurs, ainsi que l'ensemble du programme Perec, y compris des lectures de poésie qui ont lieu pendant toute la durée du festival.

D'autre part, Geneviève de Kermaison monte *Freddie*, d'après le film de Tod Browning (du 10 au 20 juillet, aux Pépinières-Blancs), Bernard Sobel, *Les amis font le philosophe*, de Lenz (du 15 au 19 juillet au cloître des Carmes), Maurice Béjouch, *Les Trois Sœurs*, dans une mise en scène de l'île de la Bartholomée (du 15 au 31 juillet), Christian Colin, *Simplement compliqué*, de Thomas Bernhard (du 20 au 27 juillet, au

Théâtre municipal), Antoine Vitez, *les Apprentis sorciers* (du 22 au 26 juillet, à Benoît-XIII), Isabelle Pousseur, *le Golem et le Messager*, d'après Kafka (du 25 juillet au 1<sup>er</sup> août aux Carmes), François Rancillac crée le *Nouveau Mendossa*, de Lenz (du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août, aux Célestins), Alain Tamar, *le Funambule*, de Genet (du 12 au 31 juillet, au Théâtre des Halles), Philippe Avron, *Don Juan 2000* (du 24 juillet au 3 août, au cloître de la Collégiale).

Le Conservatoire de Paris présente une mise en scène de son directeur Jean-Pierre Michel, *l'Épreuve*, et *les Sincères*, de Marivaux, plusieurs travaux d'élèves — classes de Daniel Mesguich, Jean-Pierre Vincent, et l'Atelier de Viviane Théodilides avec les *Coréens*, de Viavver.

Deux troupes soviétiques seront à Avignon : le Théâtre expérimental de Moscou, avec *Six Personnages en quête d'auteur*, de Pirandello, mise en scène d'Anatoly Vassiliev. Le Studio-Théâtre d'Oleg Tabakov, avec *le Fou de Jourdain*, d'après Molière (du 22 au 26 juillet, au Tinel de la Chartreuse). D'autre part, le Nouveau Théâtre de Tunis crée *A' Rab* (du 21 au 30 juillet, à l'église de la Chartreuse), et *les Troyennes*, d'Euripide, jouées en grec ancien, mise en scène par Thierry Salmon et en musique par Giovanna Marini, coproduites par le Festival de Gibellina, vont au cloître du cimetière de la Chartreuse, du 10 au 18 juillet.

#### MUSIQUE

Pierre Boulez, avec l'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain, donnent *Repons et Dialogue de l'ombre double*, à la carrière Callet, du 11 au 19 juillet — et joueront toute la nuit du 15 juillet à partir de 22 heures. Le Centre Acanthe, installé à la Chartreuse, organise des cours consacrés à Boulez, ainsi que des concerts (les 12, 13, 17, 19 et 20 juillet). Michel Hermion interprète des lieder de Schubert, Wolf et Brahms, les 28, 30 juillet et 1<sup>er</sup> août. Jean Dautremay met en scène un opéra de Paul Méfano sur le texte de Voltaire *Mitromégas*, du

10 au 13 juillet au Théâtre Municipal. Un programme de musiques populaires du Pakistan est donné aux Célestins du 15 au 20 juillet, et toute la nuit du 21.

#### DANSE

Merce Cunningham succède à Patrice Chéreau à la Cour d'honneur, du 30 juillet au 4 août avec une création, Alain Crombecque, directeur du Festival, a donné carte blanche à Karine Saporta qui a invité Mark Tompkins, Jan Fabre, Jean-François Duroure, Nicole Moscou, des danseurs russes et la compagnie Caput Mortuum.

#### CINÉMA

Après avoir, les années précédentes, montré la naissance et l'enfance du cinéma, on arrive au présent. Au passage du silence au son. Le Palais accueille les derniers chefs-d'œuvre muets et les premières comédies musicales. Six soirées-événements sont organisées aux Célestins avec, en particulier, *l'Opéra de quat'sous*, de Pabst, version française et allemande. Des rencontres réunissent les conservateurs de cinématèque, les spécialistes du son et de la musique, du 15 au 25 juillet.

#### EXPOSITIONS

Alberto Magnelli à la grande chapelle du Palais des papes, du 4 juillet au 30 septembre. Les autres expositions se tiennent pendant la durée du festival. La Livrée Cocciano, « Autour d'André Du Bonchet », Eglise des Célestins. « Les lieux de l'action culturelle », Maison Jean Vilar. « Le cirque et ses artistes ».

Comme chaque année, se poursuivent les concerts de textes et de poésie organisée par la Société des auteurs, et bien entendu le off festival.

Le Festival d'Avignon est parrainé par le Crédit local de France, et les sponsors se multiplient.

C. G.

\* Renseignements : 8 bis, rue de Mons, 84000 Avignon. Tél. : 90-82.68.08. A Paris, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009. Tél. : 48-75-59-88.





مقتدا من الاميل

18

E.

Cen

Sat  
de 10  
à 14 h  
LE  
Granc  
CY  
mines  
JO:  
Foran  
ZO  
PAPI  
IM  
Galer  
tion d  
DE  
SON  
TIE  
tion le  
LE  
DE S  
Jusqu  
L'E  
terre.  
CCI.

Mu

DE  
nues  
20 h  
28 F  
ZL  
natier  
56-09  
merci  
samedi  
SA:  
ture:  
nac  
Tous  
dinar  
12 h à  
FR  
et les  
Musé  
Chur  
joars  
7 mai  
CC  
NAR  
mode  
(47-2  
17 h à  
10 av  
SIR  
Chait  
Musé  
Musé  
Sant  
jusqu  
An  
des si  
60-32  
NE  
DÉP.  
1983-  
sols:  
Roya  
TION  
Jusqu  
60-39  
Entré  
LE  
Musé  
25-21  
9 h à  
22 h à  
15, ju  
VA  
1, ra  
hendi  
dima  
le dia  
E:  
D'OF  
Dega  
Art  
Rous  
vaz  
dema  
LE  
LUR  
de VA  
11 h à  
25 F  
PC  
Jours  
péat  
Halle  
08-21  
LE  
natio  
Petit  
18 h  
LI  
Mau

# SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

*Le groupe d'actionnaires stables et organisés  
réunis autour du GROUPE AG  
et de la COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ  
détient la majorité du capital*

\*\*\*

Ce groupe majoritaire détient :  
51,3 % des parts de réserve existant au 15 janvier 1988  
et avant exercice des warrants ;

50,7 % des parts de réserve existant au 15 janvier 1988  
et après exercice des warrants ;

64,5 % des parts de réserve après prise en compte  
de l'augmentation de capital du 18 janvier 1988  
souscrite intégralement par SODECOM  
dont ces sociétés détiennent 73 % du capital  
et après exercice des warrants.

Chiffres officiellement constatés  
par Maître Robert De Valck, huissier de justice  
à Bruxelles, le 7 mars 1988.

Bruxelles, le 8 mars 1988.







## ÉTRANGER

### Le plan d'austérité péruvien est moins rigoureux que prévu

LIMA  
de notre correspondante

« Il n'y aura pas de mesures économiques traumatisantes », a déclaré le président Alan García, mardi soir 8 mars, en présentant devant les caméras de la télévision son nouveau programme économique. « Les problèmes doivent se résoudre progressivement. »

Le message a surpris — positivement — la population et les dirigeants syndicaux, qui s'attendaient à de fortes augmentations de prix. En effet, l'avant-veille, la presse avait largement diffusé le contenu d'un redoutable « paquet », confectionné par l'équipe économique, qui devait radicalement juguler l'inflation (26 % entre janvier et février) et éponger le déficit budgétaire (10 % du PIB en 1987). On commentait par avance le retour du régime social-démocrate au modèle orthodoxe et aux recettes d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international, tant de fois vilipendées.

« Il n'y a que deux issues à la crise », a expliqué le président García. « La solution préconisée par le FMI et la redistribution démocratique du revenu — grâce à un réajustement sélectif de la production. » C'est cette dernière solution qui a été adoptée. La production de certains biens coûteux en devises, est abandonnée. Dans l'avenir, l'appareil productif devra se reconstruire pour fournir des biens essentiels à la population : alimentation, habillement, logement, éducation, santé.

Le président García a parlé d'une « économie de guerre » pour mettre un terme à « l'hémorragie de dollars », qui, de façon cyclique, provoque les crises économiques au Pérou et conduit à la récession. Tout en annonçant une augmentation du salaire minimum vital de 60 %, le chef de l'Etat a signalé la suppression progressive des subventions. Dans un premier temps, le prix de l'essence va être majoré de 50 % ; celui des aliments de base, comme le riz, le sucre, le pain, les pâtes, l'huile, de 25 % à 60 %.

Pour stimuler les exportations et l'épargne, le gouvernement va modifier le taux de change et élever les taux d'intérêt bancaires. Ces mesures additionnelles devraient être publiées prochainement dans le Journal officiel.

Le coût de ce réajustement sera supporté pour l'essentiel par une minorité de privilégiés, qui brillaient les devises en faisant du tourisme ou en important des biens de luxe. Désormais, ces devises devront être acquises sur le marché parallèle, à un coût deux ou trois fois plus élevé que le change officiel. « L'important », a conclu M. García, « c'est que la consommation vitale de quinze millions de Péruviens soit satisfaite. »

Ce plan n'attaque pas l'inflation. Les économistes consultés craignent

que celle-ci ne soit supérieure à 20 % en mars, et à plus de 200 % cette année. En revanche, il devrait freiner de façon drastique l'hémorragie de devises.

La stratégie peu orthodoxe appliquée par le président García depuis juillet 1985 a catapulté le Pérou au premier rang des pays d'Amérique latine avec une croissance de 8,5 % en 1986 et de 7 % en 1987. Une victoire, puisque la croissance était pratiquement nulle depuis cinq ans. Mais une victoire à la Pyrrhus, puisque celle-ci a coûté au pays 1,5 milliard de dollars en devises.

Aujourd'hui, l'économie est saignée à blanc : depuis le début de l'année, la perte quotidienne de devises est de 3,5 millions de dollars. Le gouvernement a dû se résoudre à puiser sur ses réserves d'or et d'argent, représentant 400 millions de dollars.

Le Pérou ne peut compter ni sur l'aide extérieure suspendue après l'annonce du non-remboursement de la dette au-dessus d'un plafond de 10 % des exportations, ni sur l'investissement interne, qui s'est contracté après l'étatisation du système financier en juillet dernier. Reste à savoir si le plan qui vient d'être annoncé suffira à enrayer la crise.

NICOLE BONNET.

### Endettement : les idées de M. Camdessus

M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a déclaré, le mardi 8 mars à Zurich, devant l'Institut suisse de recherches internationales, que le conseil d'administration du Fonds étudiait actuellement des solutions qui pourraient accroître ses interventions dans les pays endettés.

Il s'agit d'abord d'améliorer l'une des facilités de crédit destinée, en particulier, aux pays à revenu intermédiaire, en Amérique latine notamment. Ce « mécanisme élargi de crédit » prévoit des délais de prêt à plus long terme et des montants plus élevés que les crédits « stand by » du FMI (accords de confirmation). En outre, le Fonds pourrait mettre au point des dispositifs de financement pour événements imprévus : chute brutale des cours d'une matière première ; hausse des prix des importations, ou même « envoi » des taux d'intérêt.

Il serait « indispensable que, parallèlement aux efforts du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, les banques commerciales acceptent d'accorder des financements suffisants et pour de plus longues périodes » aux pays endettés, conclut le directeur du Fonds.

## BIBLIOGRAPHIE

« Le Festin de la terre » et « les Années folles des matières premières », d'Eric Fottorino

### Une épopée de l'Homme et de l'humanité

Le Festin de la terre, l'histoire secrète des matières premières (1) est une sorte d'épopée, celle du combat que l'homme livre à la terre pour en extraire toutes les richesses. Outre la nature et l'espèce, il y a des héros secondaires mais puissants : le hasard, le gain du lucra, la volonté de domination, la raison d'Etat. Il y a deux épopées en une : celle de l'homme, celle de l'humanité.

Il faut suivre, produit par produit, l'histoire de la première découverte, de la mise au point, de la diversification des usages, de ce que l'on appelle maintenant la mise en marché puis l'histoire de l'installation du produit dans les mœurs. Parfois, l'aventure est d'une délicieuse banalité. Parfois, au contraire, elle tourne au drame.

Combien instructif est le rappel des affrontements financiers puis géopolitiques auxquels donnent lieu le cuivre, le pétrole et quelques autres produits essentiels. L'histoire de l'Etat n'aurait pas été ce qu'elle a été si Mousaïdéh n'avait nationalisé le pétrole. Pinchot n'aurait pas si Alcide n'avait nationalisé les mines de cuivre avant d'être abattu par les riches propriétaires étrangers avec le concours des politiques et des services secrets.

La « conscience universelle » s'exprimerait mieux à l'égard de l'apartheid si l'Afrique du Sud n'était pas l'un des grands « scandales géopolitiques » de la planète qu'il faut garder dans le giron de l'Occident. Et le cas d'Israël ne serait pas ce qu'il est si cet arpent de terre n'était planté là sous protection américaine au cœur de l'Asie pétrolière.

Et tout cela est raconté avec vivacité, avec passion même. Le détail relève d'un bon journalisme. L'ensemble esquisse la fresque d'une histoire humaine où la volonté d'avoir, le désir de paraître, la peur du manque, la frénésie de gaspiller jouent les compères autour de la raison ou la déraison des Etats et des grands groupes.

1972-1987, les années folles des matières premières (2) est d'un tout autre tonneau. Ces trois lustres sont marqués par la tentative hégémonique de l'OPEP, le rapport apocalyptique du Club de Rome sur la croissance zéro, l'angoisse occidentale devant le risque de pénurie, les crises, l'évolution des technologies en quête d'économies de matières premières, l'abandon, l'effondrement des cours, l'inconscience des responsables flattés par une prospérité incertaine, le drame des pays du tiers-monde.

### Juste prix et développement

Les deux livres d'Eric Fottorino ouvrent la réflexion sur des thèmes aussi cruciaux pour les pays pauvres que le « juste prix » des matières premières et le rôle potentiel de ces produits dans le développement. Entre 1980 et 1987, les prix des matières premières exportées par les

pays du Sud ont chuté de 25 % en valeur réelle. Un « juste prix » est celui qui offrirait une rémunération satisfaisante au système productif du Sud. Mais la baisse des cours, reflet d'une trop forte croissance de l'offre, ne permet pas d'atteindre cette « justice ».

La croissance de production est fille du progrès technique, ce grand absent des modèles malthusiens. La biotechnologie, la phytopharmacie, la sélection des semences ont permis des gains considérables des rendements. A l'exception de l'Afrique et de l'Union soviétique, toutes les parties sont aujourd'hui autosuffisantes dans le domaine alimentaire ou, plus précisément, la demande soviétique n'y excède pas le disponible. Par manque de débouchés, les marchés céréaliers mondiaux se sont effondrés.

La baisse de la demande de matières premières industrielles caractérise l'économie mondiale actuelle : si la production industrielle du globe a progressé de 15 % entre 1980 et 1986, la consommation de produits miniers a augmenté de 1 %. L'apparition de matériaux nouveaux réduit la demande de matières premières traditionnelles.

Ainsi s'explique la « redistribution du pouvoir mondial », qui passe des zones productrices (Angleterre, Ruhr, nord-est des Etats-Unis) aux zones déficitaires (Japon, Corée, Californie...). « Le monde des matières premières est pour une large part un monde d'hier », écrit Eric Fottorino dans le Festin de la terre.

Avec la baisse des cours, le tiers-monde est pris « dans la nasse ». Les exportations de ressources naturelles représentent encore 60 % de ses exportations (contre 80 % en 1965). L'auteur évoque la « cuiller » de cuivre qui nourrit si mal la Zambie en raison de la crise du métal rouge.

Globalement, la baisse du prix des matières premières explique le formidable recul des exportations des pays du tiers-monde, qui sont passés de 637 milliards de dollars en 1980 à 487 milliards de dollars en 1986.

De nombreuses tentatives ont été faites du côté des producteurs pour

contenir la chute des cours. Mais à l'exception relative de l'OPEP, toutes ont échoué, qu'il s'agisse du café, du cuivre ou de l'étain.

### Recettes et gaspillages

Comment maintenir des prix supérieurs à ceux qui résulteraient du libre fonctionnement des marchés ? L'échec du Conseil international de l'étain montre bien les limites de telles opérations. Les industriels et les consommateurs cherchent des produits de substitution. L'histoire en donne de nombreux exemples — du remplacement de la canne à sucre par la betterave pendant le blocus napoléonien aux économies d'énergie induites par l'augmentation du prix du pétrole.

Les « cours élevés » des matières premières ne servent d'ailleurs pas toujours le développement des pays producteurs. Une large partie des recettes a été gaspillée dans des dépenses somptuaires, des projets industriels sans lendemain ou dans l'extension de bureaucraties parasitaires. La hausse des matières premières a souvent créé des économies de rente, et le producteur a beaucoup moins bénéficié de ces hausses que ne l'ont fait les spéculateurs.

Aussi, le « juste prix » des matières premières ne bénéficie pas aux plus pauvres : soit ils n'ont rien à vendre, soit ils n'ont pas les moyens de prendre leur part de l'augmentation des revenus. Deux mythes s'effondrent. Il n'est pas possible de corriger durablement les prix de marché. Une hausse des prix n'entraîne pas le développement.

Pour conjurer l'insupportable, il est nécessaire d'amorcer les fluctuations trop violentes des cours, car un pays qui connaît une succession de flambées et de chutes de ses recettes ne peut maîtriser sa politique économique. Il convient encore d'organiser une baisse volontaire de l'offre avec une politique de diversification de la production.

La garantie du revenu des producteurs reste l'objectif. Des prix incitatifs pourraient être offerts pour déve-

lopper des productions substitutives aux cultures de rente, et, en premier lieu, les productions vivrières. Plutôt que de financer de multiples projets agricoles, décevants, plutôt que de consacrer 800 millions de dollars au fonds commun sur ces produits de base, il est en définitive plus judicieux de créer un Fonds de garantie et d'orientation. En garantissant des prix agricoles incitatifs, il permettrait de redéployer la production selon les besoins du développement tout en dégageant les pays des turbulences du marché mondial.

Ces réflexions sont éclairées par la lecture des deux ouvrages d'Eric Fottorino. Les chiffres abondent, les analyses économiques et stratégiques aussi. Deux livres qui viennent à leur heure et qui, pour venir à l'heure, ont été rapidement écrits, c'est-à-dire de façon alerte.

Après avoir inventé de nouvelles matières premières, le monde doit inventer des modes de régulation qui ne prétendent pas contraindre le marché mais l'assagir. Il y va du développement et sans doute de la paix. Dans tous les cas, d'une certaine conception de la vie. Car le désordre entraîne plus de morts chez les uns que de prospérité chez les autres.

EDGARD PISANI.

- (1) Lien commun, 354 pages, 120 F.
- (2) Hatier, 192 pages, 65 F.

## ERRATUM

Avis d'Appel d'Offres Public n° 5761  
Approvisionnement de câbles en acier galvanisé  
3/8" - E.A.R. (E.H.S.)

L'Addition  
La date correcte de réception des documents et propositions de cet avis d'appel d'offres n° 5761 est le 11 mars 1988, 1 Rue Major Paladino, 126, Sao Paulo, Brésil.  
Francisco Rodolfo Almeida  
Directeur Administratif

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARS 1988

CAR

Caisse autonome de refinancement

LA CAR,  
ÉMETTEUR DE PREMIÈRE CATÉGORIE  
LANCE DEUX EMPRUNTS OBLIGATAIRES

A TAUX FIXE

La Caisse Autonome de Refinancement, filiale à 100 % de la Caisse des dépôts et consignations, est spécialisée dans la mobilisation de créances à moyen et long terme.

La CAR achètera exclusivement les créances suivantes : des prêts garantis par l'Etat ou par la Caisse des dépôts ou par des établissements de crédit ; des prêts consentis à des organismes du secteur public ou aux collectivités locales.

Les obligations émises par la CAR, émetteur de première catégorie sont admises par décision du Ministère de l'économie, des Finances et de la Privatisation sans limitation dans les portefeuilles des SICAV, FCP, Compagnies d'assurances, Caisses de Retraite et Mutuelles.

1.100.000.000 F

CAR 8,80 % MARS 1996

Durée : 7 ans et 349 jours

Taux nominal : 8,80 %

Taux actuariel : 9,18 %

Nominal : 5 000 F

Prix d'émission : 4 895 F

Amortissement normal :

au pair en totalité le

5 mars 1996

1.060.000.000 F

CAR 9 % MARS 2000

Durée : 11 ans et 349 jours

Taux nominal : 9 %

Taux actuariel : 9,38 %

Nominal : 5 000 F

Prix d'émission : 4 869 F

Amortissement normal :

au pair en totalité le

5 mars 2000

Jouissance et règlement le 21 mars 1988

Lieux de souscription : Banques,

Caisses d'Épargne Écureuil,

Poste et Trésor Public.

Une note d'information (MSA COB n° 88-66 du 02.03.88) peut être obtenue sans frais sur demande. BALO du 07.03.88.

CAR

LA QUALITÉ D'UNE GRANDE SIGNATURE

La classe  
c'est :

SNCF  
C'EST POSSIBLE!



# Économie

## ÉNERGIE

Inquiets de la détérioration du marché pétrolier

### Les producteurs concurrents de l'OPEP se concertent à Londres

Après plusieurs années d'efforts infructueux, l'OPEP va-t-elle enfin, la recette des prix du brut aidant, réussir à convaincre les pays producteurs extérieurs à l'Organisation de l'Arabie pétrolière (OPEP) de se joindre à elle ? Pour la première fois, en tout cas, un groupe informel de pays exportateurs non membres de l'OPEP devait se réunir mercredi 9 mars à Londres. Il s'agit, a précisé le ministre égyptien, à l'origine de cette initiative, de « discuter des moyens permettant d'arrêter l'effondrement du marché pétrolier ».

L'Égypte a invité le Mexique, l'Angola, le sultanat d'Oman, la Norvège, la Malaisie, Brunei, ainsi que l'URSS et la Chine à envoyer à Londres un ministre ou un représentant des compagnies nationales. La Norvège, tout en déclarant officiellement l'invitation afin de ne pas avoir l'air de s'engager dans un cartel même informel, a néanmoins, apparemment, de source bien informée, envoyé des observateurs. Il semblait, en revanche, peu probable que l'Union soviétique et la Chine acceptent de participer à ce qui pourrait ressembler à une OPEP parallèle.

Cette réaction de pays non membres de l'OPEP traduit l'inquiétude profonde de tous les milieux pétroliers devant ce qui ressemble de plus en plus à un nouvel effondrement irrémédiable du marché. Les cours du brut, qui ont chuté d'un cinquième, soit de 3,5 dollars par baril, depuis trois mois, conduisent en effet à s'effriter sur tous les marchés, sans qu'on puisse entrevoir le moindre espoir de redressement à court terme. Bien que l'OPEP ait, conformément à ses engagements de décembre 1987, contenu sa production dans les limites prévues — de 17 à 17,5 millions de barils/jour — l'importance des stocks et la faiblesse persistante de la consommation tirent irrésistiblement les cours vers le bas. Désormais, le moyen des prix de vente de l'OPEP se situe autour de 14,40 dollars par baril, soit 3,60 dollars de moins que le prix moyen officiel de 18 dollars, peu à peu devenu une pure fiction.

Dans ces conditions, seule une réunion extraordinaire de l'OPEP suivie d'une nouvelle baisse du plafond de production, pourrait permettre un redressement des cours. L'Organisation y est-elle prête ? Rien n'est moins sûr. Le ministre du pétrole de l'Arabie saoudite, officiellement, demande la « résiliation d'urgence du comité des prix, lequel réunissant l'Arabie saoudite, la Nigéria, l'Algérie, l'Indonésie et le Venezuela, est habilité à convoquer une conférence extraordinaire en cas de détérioration significative des prix. Mais aucun

consensus ne s'est encore dégagé sur la nécessité d'une telle réunion faite d'entente sur les solutions à adopter. Le ministre saoudien du pétrole devait rencontrer, mercredi 9 mars, à Alger, son homologue algérien. L'Arabie saoudite avait prévu, assurément, de source proche de l'OPEP, d'accepter une baisse générale de 5 % de la production à condition qu'elle soit supportée par les treize pays membres.

En revanche, les pays du Golfe refusent d'assurer seuls l'assainissement du marché comme le leur demandent l'Algérie, la Libye, l'Iran, le Gabon et le Venezuela. Il apparaît, en effet, de plus en plus clairement que le royaume saoudien et ses alliés, mais surtout tout à fait à la stratégie de « défense des parts du marché » qui, en 1986, avait provoqué la guerre des prix et l'effondrement des cours jusqu'à 10 dollars, refusent désormais d'appliquer la politique traditionnelle de l'Organisation, qui l'avait conduite depuis 1982, au nom du soutien des prix, à réduire de moitié sa production, laissant de fait les pays non membres accroître leur part du gâteau.

« Ce n'est pas une guerre des prix, en ce sens qu'il n'y a pas d'offensive pour la conquête de nouvelles parts de marché, mais c'est une guerre de position », POPEP défendant de fait « sa part actuelle du marché », explique Pierre Tazian dans la revue *Pétrostratégies*. Le message adressé par les pays du Golfe aux autres producteurs est désormais clair : nous faisons l'effort de limiter notre production à un niveau déjà bas, nous n'avons pas plus loin, dissimulés en substance, il est insinuant pour influencer le marché, à vous de jouer.

Le message semble être passé, comme en témoigne la réunion de Londres. Resté à savoir si les « NOPEP », comme on surnomme les exportateurs non membres de l'Organisation, sont prêts à sacrifier leur indépendance et à faire des efforts autres que symboliques pour aider l'OPEP. Jusqu'ici les protestations de bonne volonté émises par l'Égypte, la Norvège, le Mexique, Oman, etc., n'ont guère donné de résultats probants.

Selon une étude réalisée par M. Bryan Jacobson, de Paine Webber, la production des pays non OPEP devrait, en 1988, pour la treizième année consécutive, s'accroître encore de 800 000 barils/jour, les hausses réalisées notamment par le Yémen du Nord, l'Angola, le Brésil, la Norvège et la Syrie, ainsi que par une quinzaine d'autres États compensant largement la baisse attendue des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

On comprend, dans ces conditions, la position de l'OPEP, puisque, dans cette hypothèse, ses concurrents absorberaient la totalité de la demande supplémentaire prévue cette année. Une idée fait son chemin : celle d'une réunion d'urgence de tous les grands producteurs de pétrole afin de décider une sorte d'amnistie générale et de définir les moyens d'assurer une défense des prix que l'OPEP seule ne peut plus assurer, ne représentant plus qu'un tiers de la production mondiale. L'idée peut paraître irréaliste. C'est peut-être pourtant le seul moyen, en l'état actuel des choses, de redresser durablement la situation.

VÉRONIQUE MAURIS.

## SOCIAL

Une hausse de 1 % à dater du 1<sup>er</sup> mars

### Les syndicats jugent insuffisant le relèvement du traitement des fonctionnaires

Huit millions de personnes — agents actifs ou retraités de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux — vont bénéficier d'une hausse de 1 % des traitements et pensions à compter du 1<sup>er</sup> mars. Le conseil des ministres du 9 mars devait approuver le projet de décret présenté par M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, cette augmentation de 1 % représentant une dépense d'environ 3 milliards de francs pour l'État (le Monde du 9 mars).

Pour la première fois depuis 1973, le gouvernement a décidé de revaloriser le supplément familial de traitement versé pour les fonctionnaires ayant deux enfants et plus (voir encadré). Ce supplément comprend un élément fixe exprimé en francs et un élément proportionnel exprimé en pourcentage du traitement brut. Pour les familles de deux enfants et plus, l'élément fixe passe sur un an de 480 F et 840 F pour deux enfants, de 720 F à 1 200 F pour trois enfants, etc. Quant au plancher et au plafond de l'élément proportionnel, ils seront relevés de 15 %. Ces dispositions bénéficieront à 600 000 familles de fonctionnaires de l'État — pour un coût de 500 millions en année pleine — et à 320 000 agents

des fonctions publiques territoriales et hospitalières.

La plupart des fédérations de fonctionnaires ont jugé ces mesures à la fois électoralistes et insuffisantes, la FEN soulignant comme d'autres que « de véritables négociations salariales 1988 restent à ouvrir ». Pour l'Union interdépartementale FO, « ces décisions gouvernementales confirment la volonté du gouvernement de poursuivre une politique salariale particulièrement restrictive pour les fonctionnaires ».

Pour sa part, M. de Charette s'est défendu de tout électoralisme. Il a également estimé qu'il était encore « possible » de négocier pour 1988 dans le but de parvenir à un accord. On voit mal cependant comment une négociation, plus qu'improbable — pourrait aboutir avant l'élection présidentielle.

La marge de manœuvre pour d'éventuelles négociations est plus qu'étroite à moins... de changer de politique salariale. Si l'on additionne le glissement-vieillesse-technicité de 1,6 % (le « GVT »), qui mesure les promotions et l'ancienneté, dont ne bénéficient qu'une partie des fonctionnaires, l'effet de report des mesures 1987 (0,78 %), les mesures catégorielles (0,4 %) et la mesure générale du 1<sup>er</sup> mars 1988 (0,83 %), la hausse de la masse salariale pour 1988 est déjà de 3,6 %, pour une augmentation des prix attendue en moyenne de 2,5 %. De deux choses l'une : ou le gouvernement continue à intégrer le « GVT » dans la masse salariale, et les fonctionnaires qui en bénéficieront cette année sont déjà sûrs d'avoir un gain de pouvoir d'achat ; ou il sort le « GVT » de la masse, ce qui donne de la marge au pouvoir qui négocie, mais rompt avec un principe strictement défendu jusqu'ici. Dans les deux cas, c'est une certaine rigueur salariale qui se trouve compromise.

MICHEL NOBLECOURT.

### La hausse du supplément familial de traitement

Méconnu de la plupart des fonctionnaires, le supplément familial de traitement va donc être revalorisé au 1<sup>er</sup> mars à partir de deux enfants.

Prenez quelques exemples. Pour un agent technique de bureau de catégorie C, système échelon, qui, avec dix ans d'ancienneté, a un traitement net mensuel de 4 629 F, le supplément familial de traitement mensuel sera désormais de 366 F pour deux enfants (+ 59 F) et de 1 443 F pour quatre enfants (+ 1 077 F).

En catégorie B, pour un instituteur huitième échelon ayant de douze à seize ans d'ancienneté et un traitement net mensuel de 7 840 F, le gain du traitement net procuré par la revalorisation du supplément familial de traitement sera de 56 F par mois pour deux enfants, 110 F pour trois enfants et 173 F pour quatre enfants. Pour une secrétaire en chef, troisième niveau, quinze ans d'ancienneté, ayant un traitement net mensuel de 7 077 F, le gain mensuel procuré par cette majoration du supplément familial sera de 69 F pour deux enfants, 144 F pour trois enfants et 181 F pour quatre enfants. Enfin, pour un administrateur civil de première classe, cinquième niveau en catégorie A, douze ans d'ancienneté, ayant un traitement net mensuel de 14 174 F, ce gain mensuel sera de 92 F pour deux enfants, 207 F pour trois enfants et 342 F pour quatre enfants.

Précisons que ce supplément ne peut être cumulé par deux fonctionnaires mariés.

## TRANSPORTS

En raison du succès de la ligne Sud-Est

### Un TGV à étages est à l'étude

La SNCF étudie la possibilité de mettre en service des rames TGV à étages d'une capacité excédant de 35 % celle des voitures actuelles. Ces nouvelles rames pourraient également être équipées en voitures-lits sur les longs trajets de nuit que permettront le tunnel sous la Manche ou l'interconnexion des TGV en région parisienne, par exemple entre Paris et Nice ou entre Amsterdam et Perpignan.

La société nationale est poussée à cette innovation par le succès du TGV Sud-Est. Celui-ci a transporté, en 1987, 607 000 voyageurs entre Paris-Lyon-Saint-Etienne-Grenoble, soit une augmentation de 6,6 % par rapport à 1986. Les cent neuf rames en service tournent au maximum de leur capacité le vendredi soir, le dimanche soir et le lundi matin. Et ce n'est pas fini, puisque la SNCF envisage de prolonger bientôt le TGV jusqu'à Béziers, en attendant Perpignan.

Le succès du TGV se traduit par une légère augmentation du coeffi-

### La généralisation des régimes de retraite des cadres supérieurs est en bonne voie

L'extension des régimes de retraite des cadres supérieurs ou dirigeants — ceux dont la rémunération dépasse quatre fois le plafond de la Sécurité sociale (9 950 F par mois) — et leur intégration dans l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) pourraient être réglées prochainement (le Monde du 17 novembre 1987).

La commission paritaire de l'AGIRC devait examiner le mercredi 9 mars les conclusions des études techniques achevées en février, après la demande faite par le CNPF à la fin de 1987. Mais une nouvelle réunion sera sans doute nécessaire pour définir les termes de l'accord-cadre entre l'AGIRC et les régimes de cadres supérieurs.

Les études techniques ont déjà permis de déblayer le terrain. L'adhésion à un des régimes de cadres supérieurs, dits T3 parce qu'ils couvrent la « troisième » tranche de la rémunération, entre quatre et huit fois le plafond de la Sécurité sociale, deviendrait obligatoire. Cette obligation a été posée comme condition de départ par les responsables de l'AGIRC. Les entreprises disposeraient d'un délai de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988 pour s'y plier.

Le problème principal à régler est celui du taux de cotisation minimum exigé des entreprises qui n'adhèrent pas encore à un régime T3. Les cinq syndicats souhaitent qu'il soit fixé à 12 %, comme pour l'AGIRC actuellement (ce taux, autrefois de 8 %, a été porté à 12 % pour les nouveaux adhérents, et il ne reste qu'un quart environ des entreprises à cotiser à l'ancien minimum). Mais le CNPF demande qu'il ne dépasse pas 8 %. Un mandat impératif a été donné sur ce point à ses représentants : il s'agit de rendre l'obligation plus facilement acceptable par les PME, de ne pas paraître augmenter les charges des entreprises et surtout de laisser une place pour des contrats de retraite par capitalisation passés avec des assureurs. Ces derniers n'ont accepté que difficilement la généralisation des régimes T3. M. Pagezy, des Assurances générales de Paris, prenant dans ce combat, le relais de M. Bébar, PDG du groupe Axa.

Un compromis n'est cependant pas impossible. Le CNPF est

### Accroître les taux

Une autre discussion s'esquisse en effet derrière celle sur le taux minimum exigé pour l'adhésion aux régimes de cadres supérieurs. Il s'agit de parvenir au taux le plus élevé pour le plus grand nombre possible d'entreprises. C'est le moyen d'offrir des perspectives de retraite attrayantes pour l'ensemble des cadres et d'amener au régime des ressources supplémentaires, sans avoir à payer des pensions plus élevées tant que la montée des charges continue, c'est-à-dire à peu près jusqu'à l'an 2000. L'AGIRC entend-elle pas faire elle-même campagne auprès des entreprises pour que celles-ci ne cotisent pas encore au maximum de 16 % (au tiers environ) accroissent leur taux ?

C'est sur le moyen de parvenir le plus vite à ce résultat par la tranche T3 que les avis divergent entre le CNPF et les syndicats. Une des solutions envisagées pourrait être d'offrir des avantages aux entreprises qui adhèrent le plus vite au taux le plus élevé. Ces avantages porteraient notamment sur les conditions de rachat de droits à la retraite (il est prévu d'autoriser le rachat sur trois ans des dix années antérieures à 1988).

Mais une deuxième réunion de la commission paritaire sera nécessaire : les représentants du CNPF devront en effet faire accepter le projet d'accord par la commission sociale de l'organisation patronale : c'est l'ultime concession attachée par les assureurs. Et les syndicalistes se réservent aussi de consulter leurs propres instances.

GUY HERZLICH.

(1) Ceux-ci représentent 14 % des effectifs de l'AGIRC, le pourcentage, très faible pour les cadres stricto sensu, atteignant 8 % pour les assimilés et 25 % pour la maîtrise.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BIGT

La BANQUE INTERNATIONALE DE GESTION ET DE TRÉSORERIE annonce sa transformation en société anonyme à conseil de surveillance et de direction.

Le premier conseil de surveillance, réuni le 7 mars 1988, a porté M. Jean Bourd, directeur du Crédit lyonnais, à sa présidence, et M. André Marthé à la présidence du conseil, qui comprend également MM. Pierre-François Blancher, Jean-Claude Bourgeois et Michel Loefer.

Il est rapporté que le capital de la BIGT est détenu par :

— Le Crédit lyonnais ..... 58,60 %

— Le Crédit foncier de France 30 %

— La Banque française de commerce extérieur ... 10 %

## FD FRANCE OBLIGATIONS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987 proposera à l'assemblée générale qui sera réunie sur première convocation le 22 mars 1988, de fixer le dividende net de l'exercice 1987 de la SICAV à 23,00 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 2,24 francs portant son montant global à 25,24 francs.

Pour l'actionnaire personne physique relevant de l'impôt sur le revenu, le dividende distribué par la SICAV FRANCE OBLIGATIONS se décompose comme suit :

- revenus d'obligations françaises non indexées à concurrence d'un montant de 20,44 francs assorti d'un crédit d'impôt de 1,55 franc ;
- revenus d'actions françaises à concurrence d'un montant de 0,97 franc assorti d'un crédit d'impôt de 0,07 franc ;
- autres revenus à concurrence d'un montant de 1,59 franc assorti d'un crédit d'impôt de 0,62 franc.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché le 8 avril 1988 et mis en paiement le 11 avril 1988.

SIÈGE SOCIAL : 54, RUE DE LILLE - 75007 PARIS  
BUREAUX : 5, AVENUE DE L'OPÉRA - 75001 PARIS - TEL. : (1) 49 27 04 51

Si vous êtes né uniquement entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre, vous pourrez cette année être :

A condition de toujours voyager en train et en première classe.

SNCF  
C'EST POSSIBLE !

مكتبة الامير



## Marchés financiers

مقدار المال

18

E

Cen

Sax

de 10

314

LE

Graz

CV

raimes

JO

Fours

ZO

PAPI

IM

Galer

tion d

DE

SON

TRIE

dion

LE

DES

Jusqu

L'E

nere,

CCL

Mu

DE

ules

30 h

28 F

ZL

muler

56-09

mwer

sumet

SA

tune,

une

Tous

dimar

12 h

FR

et les

Musé

Churs

jours

7 mai

CC

NAR

mode

(47-2

17 h

10 av

SU

Chât

Musé

Musé

Sant

jusqu

AN

des a

60-32

NK

DEP

1983-

soire:

Royal

TFOH

Juege

60-39

Entré

LE

Musé

25-21

h 1

22 h

VA

1, rue

fond

dinas

le din

E

DPOF

Dega

Art

Rosa

vain

deau

LE

LUR

de Vi

11 h

25 F

PC

Jours

peut

Halle

## Sur le front des OPA

## La Cour suprême américaine favorable à la diffusion d'informations

Dans deux arrêts, la Cour suprême des Etats-Unis s'est déclarée favorable à la diffusion des informations concernant des fusions d'entreprises ou des offres publiques d'achat (OPA). Elle a considéré que les actionnaires et les investisseurs potentiels devaient être mis au courant de toutes les négociations concrètes existant entre des entreprises. Cela pour aller de la probabilité de la réalisation d'une fusion jusqu'à l'accord de principe sur le prix de l'opération. Les entreprises qui refuseraient de transmettre des informations seraient alors susceptibles de se voir imposer un procès par un actionnaire d'une société objet d'un rachat ou d'une OPA, dans le cas où celui-ci estimerait avoir subi un préjudice financier de la non-divulguation d'informations sur l'opération en cours.

## L'action de Campeau attaquée en justice

Le groupe américain des grands magasins Macy, qui a joué les chevaliers blancs en lançant une contre-OPA sur son concurrent Federated Stores, attaqué par le canadien Campeau, vient de porter plainte devant un tribunal fédéral. Macy estime en effet qu'en recourant à une proposition au comptant sur les « deux tiers » (75 dollars par action pour 80 % du capital et 44 dollars pour le reste), Campeau a fait en réalité une nouvelle offre. Campeau de son côté menace de porter plainte contre les mesures prises par Federated Stores (Bloomington) pour contraindre son OPA.

## Plessey « chevalier blanc » d'une entreprise canadienne

Plessey, deuxième groupe électronique britannique, a décidé de voler au secours de l'entreprise canadienne Leigh Instruments, cible d'une OPA hostile d'un autre canadien, IMD (aéronautique militaire).

Plessey a donc lancé une offre de rachat de 40 millions de livres sur Leigh Instruments, qui fabrique des équipements de communication et de défense, utilisés notamment dans les avions de combat et la lutte anti-sous-marin, pour le compte des forces armées canadiennes, le département américain de la défense et

le marine norvégienne. L'offre d'IMD (qui détient déjà 9 % du capital) était d'un montant de 32 millions de livres (320 millions de francs).

## Homestake rejette l'offre de Mesa

Homestake, premier producteur d'or américain, a rejeté, le 7 mars, l'offre publique d'achat lancée une semaine plus tôt par la compagnie pétrolière Mesa, présidée par le célèbre « raider » T. Boone Pickens. Cette OPA, d'un montant de 1,87 milliard de dollars, « n'est pas dans le meilleur intérêt des actionnaires », a estimé Homestake, qui la qualifie d'« inadéquante ». Mesa, repoussée, détenait 3,8 % du capital de Homestake le jour du lancement de son OPA (Le Monde du 2 mars 1988).

## Le britannique TI réattaque l'américain Bundy

L'entreprise britannique de construction mécanique TI Group a décidé, le 8 mars, de lancer une offre publique d'achat sur la firme Bundy Corp, premier fabricant américain de tubes spéciaux de petits calibres. TI Group avait déjà lancé, le 28 septembre, une première OPA sur cette entreprise, mais il avait renoncé un mois plus tard en raison du krach boursier de l'automne. Comme en septembre, il propose de payer 40 dollars l'action, ce qui représente actuellement un débours de 80 millions de livres (800 millions de francs).

## Le groupe Rivaud sort partiellement de la SFIM...

Le groupe Rivaud vient de céder à la Compagnie de navigation mixte et à la Barclays Bank une partie (15 %) des intérêts (23 %) qu'elle détenait de longue date dans la Société de fabrication d'instruments de mesure (SFIM), une entreprise qui travaille, notamment, pour la défense nationale (916 millions de francs de chiffre d'affaires pour la société mère, et 1,306 milliard pour le groupe).

Sa participation se trouve donc ramenée à 8 %, tandis que les intérêts de la Compagnie de navigation mixte approcheront les 30 %. Fraternité, souvent présenté comme un allié de la Mixte, possède officiellement 20,03 % du capital, mais sa participation serait en réalité proche de 24 %. Ensemble, ces deux entreprises seraient donc passées d'une minorité de blocage à une majorité dans la SFIM. La Barclays, pour sa part, aurait en main 5 % du capital, la part des membres du conseil d'administration atteignant 6 % (le reste des actions sont dans le public).

Il y a un an, le président de la SFIM, M. Jacques Larpent, avait souhaité renforcer le tour de table de sa société. Au cours de l'été dernier, la Mixte avait porté à 10 % sa participation dans la société, spécialisée dans l'électronique et l'optique pour l'industrie aéronautique et spatiale. A l'automne, Fraternité était entré à titre amical dans son capital.

## ...et vend ses actions dans Rhin-Rhône

La Compagnie des caoutchoucs de Padang, une des sociétés de la galaxie Rivaud, a informé la chambre syndicale de la Compagnie des agents de change qu'elle avait cédé, le 29 février, les 47 052 titres Rhin-Rhône, qu'elle détenait.

De même, la SAMACO (groupe CGIP) a déclaré avoir cédé, le 2 mars, 48 020 actions Rhin-Rhône en sa possession. Ces titres, ainsi que des actions qui étaient jusqu'alors entre les mains du Crédit industriel d'Alsace-Lorraine (CIAL), avaient été acquis par le tandem formé par la banque Arjil, de M. Lagardère, et le groupe Bolloré, qui détiennent à eux deux 35,4 % du capital de la société Rhin-Rhône, sur laquelle ils viennent de lancer une offre publique d'achat. Les cotations de Bolloré Technologies et de sa filiale Sofical ont été suspendues, le 8 mars, à la Bourse de Paris.

## NEW-YORK, 8 mars ↑

## Vivacité

La Bourse de Wall Street a retrouvé son allant mardi 8. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a dépassé le plus haut niveau atteint après le krach, le 29 février dernier. Il a clôturé à 2 081,07 points, en hausse de 24,71 points par rapport à la veille, soit + 1,2 %. Quelques 238 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 1 069 contre 534 et 394 titres n'ont pas changé de mains.

Le ferment du marché et son activité sous tendues aux transactions achetés de fin de trimestre par les grands institutions financières. Ces dernières souhaitent en effet repousser leurs portefeuilles avant la présentation des rapports périodiques. Les rachats de couverture des investisseurs, qui avaient vendu à découvert au cours des deux semaines précédentes, par anticipation d'une correction technique à la récente reprise, ont également facilité la bonne tenue de la Bourse. Et la série des offres publiques d'achat qui continue à New-York sont toujours à la cote.

Certaines valeurs se sont distinguées à la hausse : Du Pont a gagné 2 3/4 à 87 1/2, Quantum 1 7/8 à 88 1/8 et Alcoa 1 1/2 à 47 3/4. Parmi les titres les plus actifs on trouve Pacific Gas and Electric avec 22 1/2 millions d'actions échangées ; Chemical New-York avec 9,3 millions ; Detroit Edison avec 7,1 millions et Mc Dermott International avec 5 millions.

VALEURS	Cours du 7 mars	Cours du 8 mars
Alcoa	46 1/4	47 3/4
Allegis (ex-UAL)	76 1/8	78
A.T.T.	28 3/8	28 1/4
Banque	17 1/2	17 3/8
Chase Manhattan Bank	25 3/4	25 3/8
Du Pont de Nemours	84 3/4	87 1/2
Eastman Kodak	42 1/2	43 1/8
Exxon	42	42 1/2
Ford	43 3/8	45 3/8
General Motors	72	72 7/8
Goodyear	60 7/8	61 3/4
IBM	117 1/4	117 3/4
I.T.T.	46 1/4	46 5/8
Metall Oil	44 3/4	43 3/4
Pfizer	44 1/4	45 1/4
Rockwell	33 1/2	34 1/4
Trucon	46 1/4	45 3/4
Union Carbide	44 3/8	44 5/8
U.S.S.	33 1/4	33 3/8
Westinghouse	51 3/8	52 1/8
Yarns Corp.	58 1/2	58 7/8

## LONDRES, 8 mars ↓

## En baisse

Les cours des valeurs ont terminé en baisse au terme d'une séance peu active. L'indice FT des valeurs industrielles a clôturé en repli de 5,1 points à 1 457,7 (- 0,3 %). Plus de 420 millions de titres ont été échangés. Les valeurs exportatrices (ICI, Glaxo) ont cédé du terrain en raison de la hausse de la livre. Dans le secteur des assurances, Prudential et Pearl, se sont dépréciées, de même que des titres industriels, comme Trafalgar House ou Tate and Lyle. Rando Organisation s'est distinguée en hausse après l'annonce la veille de son rachat de la compagnie américaine Abbott Enterprises pour 102 millions de livres. Le groupe de construction mécanique britannique TI Group a annoncé le lancement d'une nouvelle OPA de 80 millions de livres sur Bundy Corp., le premier fabricant de tubes spéciaux petit calibre. TI Group avait déjà fait une première proposition en septembre mais avait préféré y renoncer à la suite de krach boursier.

Durant cette journée de mardi, les mines d'or et les fonds d'Etat sont restés orientés à la hausse.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Société générale de Belgique : Cérus conteste la majorité des droits de vote de Suez-AG. Cérus met en doute la capacité de Suez des Assurances générales (AG) de réunir une majorité de droits de vote lors d'une future assemblée générale de la Société générale de Belgique. Le groupe de Carlo De Benedetti estime que Suez et AG « font une confusion regrettable entre le nombre d'actions détenues et le nombre de droits de vote ». Suez et ses alliés peuvent bien avoir la majorité du capital de la SGB mais peut-être pas la majorité des droits de vote.

● Télécoms : M. Balladur insiste : « La richesse d'une entreprise, ce sont les hommes et les femmes qui y travaillent. Un fonds de commerce qui n'a plus aucune valeur ». Interrogé le 8 mars sur les offres publiques d'achat, lors d'un dîner du comité de soutien à Jacques Chirac, M. Balladur a ainsi réitéré implicitement ses critiques contre l'OPA de Schneider sur Télécoms (Le Monde du 1<sup>er</sup> mars).

● Compagnie aérienne belge SABENA : réduction de profit de 52 % - La compagnie aérienne belge SABENA a enregistré en 1987 une réduction de 52 % de son profit, tombé à 70,4 millions de francs français (303 millions de francs français) en raison des variations de change du dollar, de grèves à répétition et de la concurrence accrue des autres compagnies aériennes. Mais, selon le président de la SABENA, M. Carlo Van Rappelghem, les premiers mois de 1988 ont été meilleurs que

## PARIS, 8 mars ↓

## Lassitude

« Je ne sais que penser », soupirent les observateurs au vu de la séance boursière. Effectivement, dans un marché peu actif, l'indice de tendance s'est effacé résolulement à la baisse. De - 0,8 % à l'ouverture, il descendait jusqu'à - 1,2 % durant la journée avant de clôturer à - 0,7 %. « Les investisseurs restent l'arme au pied en attendant de connaître les règles du jeu de l'élection présidentielle », commentait un banquier. A cela s'ajoute l'attente de la publication du déficit commercial français pour le mois de janvier. Déjà repoussé, celui-ci, le jour, son annonce pourrait influencer le marché. D'autant qu'il y a un certain nombre à estimer que ce report d'une semaine ne laisse guère rien de bon. D'où, dans ce climat de lassitude, une baisse du volume d'affaires. Déjà lundi, il était revenu au-dessous du milliard de francs (807,8 millions) sur le marché à règlement mensuel.

Le mouvement de hausse était entravé par Raffinage, Facom, Extrafrance et Eurotunnel. Ces valeurs figuraient déjà parmi les progressions significatives de la veille. En revanche, parmi les baisses s'inscrivaient BP France et SFIM. Pas moins de 70 000 titres de cette firme ont été échangés durant la séance, soit 15,6 % du capital.

La société d'assurances La Mondiale indiquait avoir ramené sa participation dans le SDR Nord - Pas-de-Calais de 6,10 % à 4,93 %. Quant à Segher-Sary, à la suite de la cession de 396 700 actions Saint-Louis, il ne détient plus que six actions de ce groupe sucrier.

Sur le second marché, Yves Rocher annonçait détenir 55,55 % du capital de Petit Bateau Vêtements. La Société des caoutchoucs de Padang informait la chambre syndicale des agents de change qu'elle ne possédait plus aucune action de Rhin-Rhône. Cette dernière société est l'objet d'une OPA de Bolloré Technologies, dont les modalités sont attendues. Des boursiers évoquent la possibilité d'un rachat à 1 100 F l'unité, pour un dernier cours de 408 F.

La monnaie réagit également sur le marché obligataire. Sur le MATIF, le contrat de mars perdait 0,52 %, à 103,55.

## TOKYO, 8 mars ↑

## Repartie

A la suite de New-York, la Bourse de Tokyo a enregistré, mercredi 9 mars, une hausse de 139,66 points, soit + 0,5 % à 25 605,39 points. Après une courte 12,85 points la veille, l'indice Nikkei a enregistré 81,54 points, un quart d'heure après le début de la séance. En milieu de journée 530 millions de titres ont changé de mains. Les sociétés électriques, textiles ont particulièrement progressé, ainsi que les papeteries, chimiques, pharmaceutiques et automobiles.

Les bénéfices bruts des grandes entreprises japonaises ont enregistré une progression de 9,3 % pour l'année fiscale 1987-1988, selon une enquête réalisée par Nomura Research Institute auprès de 363 sociétés cotées en Bourse. En examinant les résultats des compagnies pétrolières et des centrales électriques, la hausse des bénéfices s'inscrivait à 38,9 %. L'Institut Daiwa de son côté, prévoit une amélioration nettement plus importante des bénéfices bruts de plus de 16 %.

VALEURS	Cours du 8 mars	Cours du 9 mars
Alcoa	538	545
Amgen	1170	1180
Chubb	3470	3480
Fuji Bank	2520	2530
Honda Motor	667	670
Hitachi	5270	5280
Sony Corp.	2420	2430
Toyota Motor	2420	2430

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P. SA	250	225 50	La Compagnie Electro	228	231
Amstel & Anvers	358	358	La 1 <sup>re</sup> livre de mode	250	240
Anguil	309	311	La 2 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
B.A.C.	435	430	La 3 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
B. Dorey & Assoc.	379	379	La 4 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
B.E.M.	620	622	La 5 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Bouffier	478	478	La 6 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Bouffier	725	725	La 7 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Cibien de Lyon	915	900	La 8 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Colson	820	825	La 9 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Condit Plus	442	438	La 10 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Condit	1230	1230	La 11 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
C.A. de P. (C.C.I.)	250	255	La 12 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
CAIZ	125 50	125 50	La 13 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
C.D.M.E.	930	787	La 14 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
C. Equip. Bât.	286	286	La 15 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
CEGID	518	505	La 16 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
CEGEF	190 50	148 50	La 17 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
CEP-Construction	1190	1190	La 18 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
CEL International	548	536	La 19 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
CEM	422	422	La 20 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
CHAM	388	390	La 21 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Comptex	228	228	La 22 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Concord	467	440	La 23 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Dalès	157 50	152 50	La 24 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Daplan	3050	3050	La 25 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Danville	1120	1125	La 26 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Davie	943	941	La 27 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Dreux-Cl. conv.	121	121	La 28 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Edison Bâtiment	321	321	La 29 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Edis. S. Ouest	285	285	La 30 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Eclairage	20 50	21 50	La 31 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Equinox	600	600	La 32 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Equinox	748	802	La 33 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
L.C.C.	228 50	233	La 34 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
IDA	155	155	La 35 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
IGA	120	108	La 36 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
IGT	118 50	120 50	La 37 <sup>e</sup> livre de mode	250	240
Int. Med. Service	188	188	La 38 <sup>e</sup> livre de mode	250	240

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 8 mars 1988

Nombre de contrats : 5 922					
VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	juin	Mars	juin
		dernier	dernier	dernier	dernier
Elf-Agipine	280	2,50	12,75	-	-
Elfagor-Coppis	1 200	19,50	85	54	96
Michelin	160	28	31	1,50	14,40
Mil	920	310	310	-	-
Paribas	320	3,50	17	-	44
Peugeot	1 900	9,25	55	-	125
Saint-Gobain	1 000	19	38	3	16
Thomson-CSF	152	14	24,50	2,40	12



ARIS

Cours relevé  
à 17 h 33

Tier les  
: et de  
'ui de  
en per-  
que le  
. total  
streint  
ikoud,  
) qui  
omme  
sur le  
umis,  
Sha-

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - +



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 URSS : la politique des nationalités et la presse. — Téhéran disculpe Moscou et accuse Washington. 4 Bolivie : Assainissement de l'économie. 6 Panama : manifestation. 7 Tentative de putsch à Sao-Tomé-et-Principe.	8 La campagne présidentielle dans la majorité : les premiers ministres de M. Chirac. 9 La campagne présidentielle dans l'opposition.	11 Le terrorisme en Corse. 12 Médecine : polémique sur le sida. — Le gardien de la paix auteur de la bavure de Marseille libéré. 25 Communication : la bataille des magazines de télévision dans la presse quotidienne régionale.	15 Un entretien avec Steven Spielberg. 16 Le plan du SAGA au Grand Palais. 17 Les projets de Stéphane Liener pour le Châtelet. — « George Dandin », de Molière, à Mogador.	27 Les besoins financiers de l'Afrique. 28 Le plan d'austérité péruvien est moins rigoureux que prévu. 29 Les concurrents de l'OPEP se concertent à Londres. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 23-24 Carnet ..... 22 Météorologie ..... 22 Mots croisés ..... 22 Radio-télévision ..... 24 Expositions ..... 18 Spectacles ..... 19 à 21	• Si vous avez manqué Claude Sarraute. DEBAT • La mini-journal de la rédaction. JOUR • 16 h : la cote en direct du palais Brongniart. BOURSE Actualité, International, Sports, Campus, FNAH, Télémat. 3615 Taper LEMONDE

## Le commerce extérieur de la France a été équilibré en janvier

Le commerce extérieur de la France a été quasiment équilibré en janvier, après avoir été déficitaire de 900 millions de francs en décembre. Après correction des variations saisonnières (1), la balance commerciale a été excédentaire de 100 millions de francs ou déficitaire de 600 millions de francs selon le mode de comptabilisation, perturbé en ce début d'année par des changements de nomenclature douanière. Par rapport à décembre 1987, importations et exportations régressent de 4 %.

Les échanges agro-alimentaires en janvier ont été excédentaires de 3,5 milliards de francs, soit sensiblement plus qu'au dernier trimestre 1987 (entre 3 milliards de francs et 3,2 milliards de francs par mois). Bonne performance dans ce côté.

Le déficit énergétique a, lui, été relativement faible à cause de la clemence de l'hiver : - 5,6 milliards de francs après - 6,4 milliards de francs en décembre et 6,8 milliards de francs en novembre.

Le solde industriel continue en revanche d'être très mauvais avec un déficit de 1,4 milliard de francs, plus important encore si l'on s'en tient au seul domaine civil (moins 3,3 milliards de francs). Une partie de ces mauvais résultats s'explique cependant par des achats de biens d'équipement traduisant la reprise de l'investissement.

(1) En données brutes, le mois de janvier est déficitaire de 2,3 milliards de francs.

## Dans « Le Monde de l'éducation » de mars

### Les résultats au bac 1987, lycée par lycée

La bac en trois ans a vécu. Telle est la principale leçon du numéro spécial du Monde de l'éducation sur le baccalauréat, dans lequel sont présentés les résultats lycée par lycée. Si le taux de réussite au bac est à peu près constant ces vingt dernières années - environ 70 % - une étude du recteur de Grenoble, confirmée par une enquête menée dans l'académie de Montpellier, montre que les lycées, dans leur mode de fonctionnement actuel, fournissent le maximum de leurs possibilités (7 succès sur 10). Mais qu'il faut de plus en plus de temps aux lycéens pour parvenir à ce résultat : entre 40 et 45 % seulement des élèves entrent en seconde au début de leur troisième année. Les autres mettront quatre ans (entre 20 et 25 %) ou cinq ans (5 %).

Que faire ? Deux politiques s'imposent, démontre le Monde de l'éducation, si l'on veut que le lycée ne soit menacé d'implosion au moment où l'on se fixe l'objectif d'amener 74 % d'une classe d'âge au baccalauréat. La première : diversifier les parcours et mettre en place un second cycle en quatre ans en gérant avec souplesse sur trois ans, pour les élèves qui en ont besoin, la scolarité seconde-première ou première-terminale. La deuxième : mener une politique de développement des filières scientifiques, par des mesures incitatives, afin de modifier la

fonction de la filière C et son rôle déstabilisateur sur le lycée comme sur l'enseignement supérieur. A la rentrée prochaine, 720 divisions supplémentaires en S, en E ou en C, devraient permettre d'accueillir quelque 24 000 élèves de plus dans ces sections. Le Monde de l'éducation explique comment et pourquoi.

Dans ce même numéro, le Monde de l'éducation publie les résultats au bac 1987 des lycées publics et privés sous contrat et indique la manière d'en faire bon usage. Le Monde de l'éducation présente à cette occasion les caractéristiques du lycée : les options, les sections, l'orientation ; le rendement pédagogique des lycées ; les caractéristiques du cru 1987 de bacheliers ; comment réussir à l'épreuve anticipée de français, etc. Enfin, hommage rendu à l'administration de l'éducation nationale, le Monde de l'éducation montre le travail de terrain (ou de bureau) que celle-ci réalise pour mener à bien, du début à la fin, l'organisation de ce monument du système scolaire français qu'est le baccalauréat. Et pour les Parisiens, le Monde de l'éducation fait part de son effroi devant l'état de délabrement des lycées de la capitale, présente la répartition des secteurs scolaires pour l'entrée en seconde et explique pourquoi Paris a les plus mauvais résultats au bac de toutes les académies.

## TCHAD : rupture de la trêve

### Vingt soldats libyens tués sur la frontière soudanaise

Les forces gouvernementales tchadiennes ont tué vingt soldats de la Légion islamique libyenne qui tentaient de prendre un poste militaire près de la frontière soudanaise, a annoncé le radio de N'Djamena, mardi 8 mars.

Dans un communiqué, le haut commandement tchadien précise que dix autres Libyens ont été faits prisonniers et que les forces tchadiennes ont perdu un homme lors de combats ces derniers jours au poste-frontière de Karkour.

Confirmés par une source informée mardi à Paris, ces combats rompent de fait une trêve de plusieurs mois entre les deux armées et constituent l'affrontement le plus sérieux depuis décembre 1987. La semaine dernière, le Tchad avait annoncé qu'une colonne libyenne de deux mille combattants s'était infiltrée dans le nord-ouest du Soudan pour lancer une grande offensive contre le Tchad.

Les adversaires, qui s'affrontent notamment pour le contrôle de la bande d'Azoua, dans le nord du

Tchad, avaient accepté un cessez-le-feu en septembre dernier.

Le gouvernement de M. Hissène Habré a toutefois fait état de trois incidents armés depuis lors. Le dernier remontant à la fin de décembre lorsque N'Djamena avait annoncé avoir tué vingt-quatre mercenaires. Lors des combats de mardi, les Tchadiens affirment avoir saisi des armes lourdes de fabrication soviétique et des documents importants.

Selon le communiqué du haut commandement militaire, ce dernier incident prouve que « les Libyens et leurs complices » sont décidés à déstabiliser le Tchad malgré le trêve conclue sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le haut commandement ne précise pas quels sont ces « complices », mais il semble faire allusion au Soudan, accusé de laisser pénétrer sur son territoire des forces libyennes ou des combattants de l'opposition tchadienne.

M. Hissène Habré et le colonel Kadafi doivent en principe participer le 10 avril à Dakar à une réunion de l'OUA pour négocier une nouvelle trêve. — (Reuters, AP, AFP.)

## EGYPTE : après les troubles à l'université d'Assiout

### Soixante-neuf extrémistes musulmans arrêtés

LE CAIRE

de notre correspondant

Soixante-neuf extrémistes musulmans ont été arrêtés lundi 7 mars sur le campus de l'université d'Assiout en Haute-Egypte. Selon un communiqué officiel, quatre personnes, dont deux policiers, ont été blessées et trois armes à feu saisies.

Selon de bonnes sources à Assiout, les Gammat islamiques (groupement islamique d'étudiants) ont attaqué la salle des festivités de l'université où se déroulait la fête annuelle organisée par les étudiants et le corps enseignant. Au programme : musique, chansons et danse folklorique. Autant d'activités considérées comme anti-islamiques par « les barbus ». Une centaine de musulmans musulmans armés de gourdin, de chaînes de motos, de canifs et même d'armes à feu, selon la police, ont fait irruption dans la salle, détruisant les instruments de musique et les chaises et semant la panique chez les spectateurs.

Les forces de l'ordre, qui craignent visiblement ce genre d'inci-

dent, sont intervenues très rapidement. L'université a été investie puis les brigades anti-émeutes ont donné l'assaut. Selon le communiqué du ministère de l'Intérieur, le calme est maintenant revenu à Assiout. Toutefois une certaine tension demeure, car c'est la première fois depuis des mois que les musulmans musulmans déclenchent une épreuve de force d'une telle envergure dans cette université, considérée comme leur fief.

A. B.

## EN BREF

• M. Mitterrand à Madrid le 19 mars. À l'invitation du président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, M. François Mitterrand se rendra en visite à Madrid le samedi 19 mars (le Monde du 9 mars).

• M. Mitterrand, les « nouveaux peuples » et les femmes. M. François Mitterrand a visité, mardi 8 mars en fin de matinée, à Paris, un centre médical pour « nouveaux peuples » créé en mai 1986 par l'association Médécine du monde. D'autre part, à l'occasion de la Journée des femmes, le président de la République a fait diffuser ce texte : « Aujourd'hui 8 mars, Journée internationale des femmes, je forme le vœu que partout dans le monde progressent les droits des femmes. Je pense surtout à celles qui souffrent des guerres, des famines, de la mortalité infantile, de l'ignorance, du racisme. Chez nous, les femmes ont remporté bien des batailles. Elles y ont acquis presque dans tous les domaines l'égalité des droits. Mais il nous reste encore beaucoup à faire pour que dans les faits soient pleinement reconnues leurs compétences et que leur soit donnée la liberté de décider de ce qui les concerne. »

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 mars

### Reprise

Après huit séances de baisse consécutive, le mouvement s'est inversé mercredi. L'indice de tendance, après avoir ouvert en hausse de 0,8 %, progressait jusqu'à 1,68 % durant les transactions de la matinée. En hausse figuraient SGE (+9,57 %), Penhoët (+8,3 %), Alpi (+7,51 %). Immeubles de la Plaine Monceau (+6,24 %), SCOA (+6 %), Galeries Lafayette (+5,98 %) et BHV (+5,32 %). En baisse, on notait Via Banque (-4 %), Sogérop (-2,22 %), Institut Mériel (-2,06 %), UIS (-1,85 %) et Coditel (-1,78 %).

Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1988 a été tiré à 500 155 exemplaires

A B C D E F G

## Sur le vif

### On patauge

Vous vous y retrouvez, vous, dans ce système de primaires aux Etats-Unis ? Et la situation dans le Golfe ou en Amérique centrale, vous suivez ? Moi, j'aimerais bien, mais j'y arrive pas. Je comprends rien. Je confonds tout. Mes copains au service étranger, j'arrête pas de les interroger, j'arrête pas de leur bureau, je les arrache à leur machine à écrire : Dites voir, Noriega, c'est où ? C'est la capitale de quoi ? Et Beyrouth-Ouest, c'est où ? C'est les châtains ?

Ils m'expliquent en style bébé : Noriega pas ville, Noriega méchant militaire. Beyrouth-Est chrétien. Est-Christ, Est-Christ, Est-Christ... Essayez de le retenir, c'est quand même pas sorcier. Je ressors, j'oublie, je reviens : Où c'est que vous avez dit que c'était déjà, Noriega ? Au Nicaragua ? Et alors, à Berlin-Ouest, c'est où ?

Vous parlez ? Ça m'étonne pas. On doit être des millions comme ça. Cinquante-cinq millions de vœux, moins quelques milliers de bergers, les responsables de notre avenir. Parce que c'est là-bas qu'il se joue, à l'étranger, là-bas et maintenant, regardez les répercussions du

krach de Wall-Street sur la Bourse de Paris. Et le marché unique européen, vous savez, la fameuse échéance de 1992. Parait que là, c'est sérieux, on a signé des papiers. Ça va changer tout plein de trucs. Quel ? Alors là !

Fait pas s'étonner, après ça, si nos candidats à l'Elysée vendent leurs charmes, pas leurs programmes. Normal. Ils n'en ont pas. Ils peuvent pas. Ce qu'ils feront à la tête de l'Etat dépend entièrement de la conjoncture internationale. Et, juste retour, ce qui se passe là, cette campagne électorale, en dehors de nous, tout le monde s'en fout. Non, c'est vrai, je me tape le journal de la CBS jour après jour, sur Canal Plus, depuis des semaines, et pas une seule fois il n'a été question de lui. De qui ? Ben, de mon Min!

Qu'est-ce que vous dites de ça ? Hé ! Là ! Hé ! Vous êtes encore en train de me lire au moins ? Ah bon, vous me rassurez. Je me disais : tu leur casses tellement les pieds qu'ils se sont tous barrés, les mecs ! Qu'est-ce qu'elle nous ombraie ! Allez, tchao, ma grande, on te laisse !

CLAUDE SARRAUTE

## M. Serge Dassault réclame un Euréka militaire

Devant plus de cent cinquante responsables politiques, industriels, administratifs et militaires des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), M. Serge Dassault a lancé, mardi 8 mars, à Londres, un appel pour que les programmes européens de recherches scientifiques civiles ESPRIT et Euréka soient étendus au domaine militaire.

« Dans la perspective de l'Acte unique européen, et notamment expliqué le président-directeur général de Dassault-Breguet, il conviendrait de s'inspirer de tels programmes, faits de quoi l'industrie

européenne deviendrait peu à peu une entreprise de sous-traitance pour les Etats-Unis. »

« L'Europe pourrait-elle se réaliser en continuant à acheter des matériels aux Etats-Unis sous des prétextes divers ? Nous ne devons avoir aucun complexe. L'Europe pourrait subvenir à sa défense sans faire appel aux Etats-Unis. Si, pour cela, il faut des moyens financiers importants en faveur de la Communauté, a ajouté M. Dassault, pourquoi hésiter à le faire. L'industrie européenne de l'armement veut bien l'agriculture. Qu'attend-on ? »



**MONTRE MULTI-TIME**

**CASIO.**

*Laissez-la faire le tour du Monde!*

Étonnante CASIO - sur son cadran, les 5 continents - dans sa mémoire, les heures locales du monde entier - A votre choix, 29 villes autour du globe, leurs heures d'été ou d'hiver - Casio "Multi-Time", elle est universelle. 399 F

**CASIO LE TEMPS MODERNE**

**MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !**



**24 900F HT**

Un Macintosh SE DD 20 Mo et une Image writer II.

**INTERNATIONAL COMPUTER**

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4\* • 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6\* • 91 37 25 03

29 531 40 F TTC

**SVM SCIENCE & VIE MICRO**

**FAUT-IL JETER VOTRE COMPATIBLE IBM PC?**

Comment améliorer votre vieille machine ? SVM expertise pour vous les modèles de 1983 à 1987 et vous conseille les modifications pour utiliser les nouveaux logiciels.

**ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MARS :**

- Les bases de données sur Macintosh
- Traitement de texte Word 4.0 de Microsoft
- Images de synthèse : Les secrets des créateurs

**N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE**